



actionfinance

Autorité fédérale de surveillance des  
marchés financiers FINMA  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Berne

[dominik.witz@finma.ch](mailto:dominik.witz@finma.ch)

Genève, 18 janvier 2016,

### **Audition projet de circulaire 2016/XX "identification par vidéo et en ligne"**

Monsieur,

Le projet de Circulaire "identification par vidéo et en ligne" est le bienvenu car l'établissement de relations d'affaires via internet répond également à un besoin national en Suisse. Des autorités de surveillance étrangères autorisent l'identification par internet, mais pas uniquement dans le domaine financier.

Par exemple, certains commerces par internet ne peuvent vendre des marchandises qu'à des adultes et requièrent donc une identification et une vérification de l'âge du client par internet avant de lui livrer la commande (alcool, etc).

L'identification par un procédé totalement technique est déjà usuelle dans certains aéroports lorsqu'il s'agit d'identifier le passager au moyen du scan de son passeport et de son numéro de réservation de vol. Le système informatique lui demande de répondre « on line » à toute une série de questions concernant des règles de sécurité afin d'enregistrer ses bagages et/ou avant de passer le contrôle de l'immigration.

Les commentaires qui suivent se rapportent principalement à la partie de la Circulaire consacrée à l'identification de l'ayant droit économique qui établit une relation d'affaires par internet et dont il sera titulaire d'un compte nominatif ouvert à son nom.

L'ambition du projet de Circulaire de la FINMA se veut universel et impose par conséquent des critères cumulatifs qui ne sont pas nécessairement adéquats pour répondre à la grande majorité des situations simples lorsque le risque de blanchiment d'argent est considéré comme faible.

Lorsqu'un client (ayant droit économique) se voit offrir des services de conseil ou de gestion de fortune, celui-ci doit remplir un formulaire qui enregistre ses données personnelles lesquelles comportent une quantité d'informations, notamment s'il est investisseur particulier ou investisseur qualifié, son profil de risque ainsi que ses objectifs de placement. Lorsque ces informations sont exigées durant le processus d'identification par internet, celles-ci vont permettre d'évaluer le degré de risque de blanchiment en fonction des renseignements fournis et corroborer son identification.



# actionfinance

L'identification de l'ayant droit économique incombe à l'intermédiaire financier, à ce dernier d'imposer ou non au client de lui transmettre une preuve telle qu'une copie d'une facture (« Utility Bill ») qui atteste de son domicile.

Afin de corroborer l'identification, l'intermédiaire financier pourrait même demander au client qu'il transmette son numéro de contribuable fiscal, numéro de carte de crédit et/ou lui demander d'effectuer un transfert pour créditer son compte depuis un établissement bancaire ou un négociant LBVM établi en Suisse et/ou aussi depuis un pays qui remplit les exigences du GAFI.

Il faut donc distinguer et niveler les exigences techniques et documentaires requises lors de l'identification par internet des résidents en Suisse de celles des clients résidant à l'étranger.

Il serait souhaitable que la Circulaire "identification par vidéo et en ligne" autorise l'intermédiaire financier à adopter une procédure/directive technique d'identification par internet plus ou moins exigeante en fonction du risque que la relation d'affaires présente un risque normal ou un risque accru de blanchiment.

La procédure technique d'identification par internet devrait donc varier en fonction de certains critères déterminés à la libre appréciation et responsabilité de l'intermédiaire financier.

Lorsqu'un client potentiel se présente personnellement ou requiert une ouverture de compte par correspondance, il n'est pas exigé, sauf erreur, de procéder à une vérification technique particulière pour déterminer si sa pièce d'identité est authentique. Il ne semble donc pas judicieux que la Circulaire s'ingère dans le secteur technologique de la reconnaissance digitale des documents ou de la reconnaissance faciale du client et impose une méthode de vérification plutôt qu'une autre à l'instar de Machine Readable Zone, MRZ, et des procédures telles que le mTAN ou le pushTAN.

Il serait avisé de permettre aux intermédiaires financiers de choisir la (les) technologie(s) qu'ils considèrent la/les plus performante(s) –et innovante(s)- afin de répondre aux exigences de la loi.

De plus, il est important qu'un intermédiaire financier puisse déléguer l'activité d'identification totalement automatisée par internet à un sous-traitant spécialisé lequel certifiera (ainsi que le réviseur LBA de l'intermédiaire financier ?) que le processus d'identification est conforme aux exigences requises par la Circulaire. C'est à l'intermédiaire financier auquel incombe la responsabilité de l'identification d'effectuer un ultime contrôle « manuel », conforme à ses directives internes.

Enfin, il va sans dire que l'identification par vidéo n'est qu'une possibilité parmi d'autres qui permet une identification en ligne et ne devrait pas se voir imposer une procédure spécifique.

Le soussigné reste naturellement à votre entière disposition pour vous fournir des informations complémentaires et vous remercie d'avance de l'attention que vous porterez à la présente.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Daniel Glasner  
Action Finance SA

Copie par email : [dominik.witz@finma.ch](mailto:dominik.witz@finma.ch)

---

**Action Finance SA**  
Rue du Rhône 67  
Case Postale 3107  
CH-1211 Genève 3  
Switzerland

IDE CHE-111.661.181  
T +41 22 700 99 33  
F +41 22 700 99 90  
[info@actionfinance.ch](mailto:info@actionfinance.ch)  
[www.actionfinance.ch](http://www.actionfinance.ch)

Independent Financial Advisor  
Distributor of Collective Investments Schemes  
Authorized & Licensed by FINMA  
the Swiss Financial Market Supervisory Authority

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Per E-Mail an [dominik.witz@finma.ch](mailto:dominik.witz@finma.ch)

Zürich, 18. Januar 2016

## **Entwurf FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“ Stellungnahme der Aduno Gruppe zur Anhörung**

Sehr geehrter Herr Witz

Wir beziehen uns auf die am 21. Dezember 2015 eröffnete Anhörung zum FINMA-Rundschreiben 2016/xxx „Video- und Onlineidentifizierung“ (Rundschreiben). Die Aduno Gruppe ist insbesondere mit ihrem Tochterunternehmen Viseca Card Services SA von den geplanten Neuerungen direkt betroffen. Wir möchten deshalb namens der Aduno Gruppe Stellung beziehen und bedanken uns für die Berücksichtigung unseres Einwands und Vorschlags.

Die Aduno Gruppe begrüsst die Schaffung einer klaren, zeitgemässen und praxisorientierten Regelung für die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen über digitale Kanäle und die damit angestrebte Vermeidung eines Medienbruchs. Erfreut haben wir dabei zur Kenntnis genommen, dass die FINMA auch eine Regelung für das weiterhin an Bedeutung zunehmende Geschäft mit Zahlungsmitteln erarbeitet hat.

Als positiv werten wir für die Korrespondenzeröffnungen im Zahlkartengeschäft primär die geplante Gleichwertigkeit der einfachen Ausweiskopie mit einer von der Vertragspartei erstellten Fotografie dieses Identifizierungsdokuments als auch die Gleichwertigkeit eines fotografischen Abbildes des physisch unterzeichneten Formulars der Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung mit einem physischen Original der Erklärung. Als sinnvoll erachten wir überdies die Präzisierung, dass neben der Fotografie auch ein anderweitiges Abbild (z.B. der Scan) möglich ist<sup>1</sup>. Wir gehen aufgrund dieser Formulierung davon aus, dass betreffend die **elektronische Form dieser beiden Dokumente** das Dateiformat nicht von Bedeutung ist und damit sämtliche Dateiformate zulässig sein werden (z.B. JPG, GIF, TIFF, PNG, BMP, PDF). Eine dahingehende Präzisierung würden wir als sinnvoll erachten.

---

<sup>1</sup> Ziff. 2.3 Abs. 2 des Erläuterungsberichts zum Rundschreiben präzisiert, dass ein anderweitig erstelltes Abbild eines Identifizierungsdokuments ebenfalls als einfache Ausweiskopie akzeptiert werden kann. Rz 46 des Rundschreibens erwähnt für die Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung neben der Fotografie explizit auch den Scan.

Für die Herausgeber von Zahlungsmitteln stellt die geplante Neuerung der erlaubten Entgegennahme der digitalen Fotografien von Ausweiskopie und Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung bei der Eröffnung von Geschäftsbeziehungen auf dem Korrespondenzweg eine relevante Erleichterung dar.

Sachlich nicht gerechtfertigt scheint uns allerdings die im Entwurf des Rundschreibens statuierte Ungleichbehandlung von Identifizierungsdokument und Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung in Bezug auf die **Art der Übermittlung dieser beiden Dokumente** an den Finanzintermediär.

Gemäss Rz 29 des Rundschreibens kann ein **fotografiertes Identifizierungsdokument** dem Finanzintermediär auf elektronischem Weg zugestellt werden. Nicht spezifiziert ist, dies erscheint uns sachgerecht, über welchen elektronischen Kanal die Fotografie zugestellt wird. In der Praxis wird in den überwiegenden Fällen eine Übermittlung per **E-Mail** oder per **Upload-Portal** (auf einer Webseite oder einer App) erfolgen. Weitere Übermittlungsarten z.B. per Multimedia Messaging Service (MMS) sind denkbar.

Demgegenüber einschränkend sieht Rz 46 des Rundschreibens vor, dass ein von der Vertragspartei ausgedrucktes, physisch unterzeichnetes sowie **eingescanntes** oder **fotografiertes Formular der Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung** akzeptiert werden kann, sofern es dem Finanzintermediär per **E-Mail** zugestellt wird. Abweichend von der für Identifizierungsdokumente vorgeschlagenen Regelung der Übermittlungsart bezeichnet das Rundschreiben somit den Übermittlungskanal eindeutig.

Diese geplante Beschränkung auf genau einen Übermittlungskanal für Erklärungen über die wirtschaftliche Berechtigung lässt sich nach Ansicht der Aduno Gruppe sachlich nicht rechtfertigen und läuft zudem der angestrebten Verhinderung eines Medienbruchs zuwider.

Einerseits bietet eine Übermittlung per E-Mail gegenüber einer Übermittlung z.B. per Upload-Portal keine zusätzliche Sicherheit. Beiden Übermittlungsarten ist gemein, dass es nicht möglich ist, die Person, welche die Übermittlung vornimmt, zweifelsfrei zu identifizieren<sup>2</sup>. Die entsprechenden technischen Mittel vorausgesetzt ist es hingegen ohne weiteres möglich, E-Mails abzufangen, umzuleiten oder zu verändern. Bei einem Upload-Portal ist dies jedoch ungleich schwieriger, da sich Kunden resp. Antragsteller bei seriösen Finanzintermediären bereits in einem verschlüsselten Bereich („https“) befinden.

Andererseits würde die vorgeschlagene Lösung zu einem unerwünschten Medienbruch führen. So könnten z.B. bei einer Eröffnung über ein Upload-Portal zwar die Identifizierungsdokumente über das Portal übermittelt werden, für die Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung wäre aber wiederum separat eine E-Mail zu versenden. Dies scheint nicht praktikabel. Wir gehen vielmehr davon aus, dass diese für die Finanzintermediäre unnötige Einschränkung bei der künftigen Umsetzung kundenfreundlicher Eröffnungsprozesse in der digitalen Geschäftswelt von der FINMA so nicht bezweckt wird.

Die Aduno Gruppe empfiehlt somit, dass die Möglichkeit der Übermittlung von fotografierten oder gescannten physisch unterzeichneten Erklärungen über die wirtschaftliche Berechtigung (analog der Übermittlung von fotografierten Ausweiskopien) auf sämtliche elektronische Übermittlungskanäle und insbesondere auf Upload-Portale erweitert wird.

---

<sup>2</sup> E-Mail-Konten können problemlos ohne formelle Identifikation eröffnet werden.

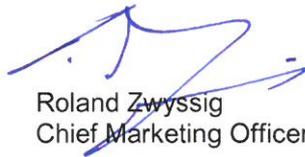
Wir bitten die FINMA, unsere Empfehlungen bei der definitiven Festlegung des Textes Ihres Rundschreibens zu berücksichtigen.

Mit freundlichen Grüssen

**Aduno Gruppe**



Martin Huldi  
CEO



Roland Zwysig  
Chief Marketing Officer



## Association Romande des Intermédiaires Financiers

Rue de Rive 8 - CH - 1204 Genève

Tél. 022 310 07 35 - Fax 022 310 07 39 - www.arif.ch - e-mail: info@arif.ch

TVA n° CHE-101.192.434



FINMA		
ORG	27. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung:		<i>ru</i>

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

Affaires juridiques et internationales,  
Enforcement

A l'attention de Monsieur Dominik Witz

Laupenstrasse 27

CH - 3003 Berne

Egalement par courrier électronique

Genève, le 25 janvier 2016

Concerne : Circulaire 2016 sur l'identification par vidéo et en ligne

Cher Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné l'occasion de nous exprimer sur le projet de circulaire cité en référence.

Celui-ci constitue naturellement une avancée qu'il faut saluer. Cependant, les exigences techniques posées sont très élevées et certainement plus rigoureuses que celles d'une identification classique. Dans le cadre de cette dernière, peu nombreux sont les intermédiaires financiers qui ont les compétences et les moyens techniques pour procéder à des vérifications aussi minutieuses des pièces d'identité. Il ne devrait donc pas y avoir d'exigences plus élevée selon que l'identification est faite « en nature » ou par le biais de moyens électroniques. Ni l'un ni l'autre moyen ne donne une garantie absolue de l'authenticité et de la véracité des informations recueillies, l'objectif de la loi étant suffisamment rempli par le rapport « coût/bénéfice » dissuasif d'une falsification.

Cependant, seule la pratique pourra déterminer si les exigences que vous avez posées sont réalistes et permettent effectivement de procéder à l'identification à un coût supportable par l'intermédiaire financier, et si des cas de fraudes peuvent survenir.

S'agissant d'une circulaire, celle-ci pourra être adaptée au fur et à mesure de l'évolution de la technologie. Il convient également de rappeler que, d'une manière paradoxale, l'utilisation des moyens électroniques pour l'identification et pour les transactions donnent aussi à l'Autorité plus de moyens de traitement massif de l'information, notamment par la comparaison des données de reconnaissance visuelle avec des bases de données de personnes recherchées ou soupçonnées.

Veillez croire, cher Monsieur, à l'assurance de nos sentiments dévoués.

Pour le Comité :



**From:** Ackermann, Tim [mailto:tim.ackermann@bobfinance.ch]  
**Sent:** Monday, January 18, 2016 10:18 AM  
**To:** Witz Dominik  
**Cc:** Scheel, Hilmar  
**Subject:** Stellungnahme zum FINMA Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“

Sehr geehrter Herr Witz,

Als einer der Vorreiter des digitalen Onboardings in der Schweiz nehmen wir sehr gerne Stellung zu dem Entwurf des o.g. Rundschreibens. In jedem Fall begrüssen wir die Initiative der FINMA die digitale Kundenidentifizierung zu ermöglichen und dementsprechend zu regeln.

Unsere Anmerkungen:

RZ 6: für uns nicht eindeutig verständlich, was mit der Entschlüsselung der Codierzeile (MRZ) und Abgleich mit den übrigen Angaben auf dem Identifizierungsdokument gemeint ist. Soll die Technologie in der Lage sein, die Daten herauszulesen und zu plausibilisieren oder reicht als Resultat der Videoidentifikation ein Foto der Daten (einschliesslich MRZ), die dann manuell plausibilisiert werden können? Nach den von uns gemachten Erfahrungen erachten wir den technologischen Prozess, der ein Herauslesen und eine automatisierte Verifizierung der Ausweisdaten unterstützt, als komplex. Unserer Auffassung nach spielt bei den aktuellen Identifikationsverfahren durch persönliche Vorsprache oder auf dem Korrespondenzweg, die Plausibilisierung der MRZ in der Regel auch keine Rolle. Bei unveränderter Beibehaltung der RZ 6 wären Startups gezwungen, hohe Investitionen zu tätigen, welches eine unnötige Benachteiligung des digitalen Onboardings gegenüber den herkömmlichen Kanälen bedeuten würde.

RZ 8: An dieser Stelle wird die Verwendung von Ausweisdokumenten eingeschränkt. So wie wir es verstehen, ist der aktuell an Ausländer aus den EU Staaten und aus Staaten, die von der Personenfreizügigkeit profitieren, abgegebene Ausländerausweis nach wie vor der doppelseitige Papierausweis mit Ausweishülle. Gemäss unseres Kenntnisstandes verfügen diese Ausweise nicht über die in der Randziffer erwähnten Sicherheitsmerkmale. Das würde bedeuten, dass Personen dieser Gruppe von der digitalen Identifizierung ausgeschlossen wären, sollten sie dieses Ausweisdokument zur Identifikation benutzen wollen. Wir regen an dieser Stelle an, die RZ 8 diesbezüglich zu ändern und die Bedingungen so anzupassen, dass auch die Ausländerausweise der vorgenannten Kategorie zur digitalen Identifizierung herangezogen werden können.

RZ 16: Für uns ist an dieser Stelle nicht eindeutig klar, was mit „technischen Hilfsmitteln zur Prüfung der Übereinstimmung der Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments“ gemeint ist. Bedeutet es, dass das technische Hilfsmittel in der Lage sein soll, die Gesichter auszulesen und miteinander zu vergleichen? Soll das technische

Hilfsmittel den Entscheid treffen, ob es sich auf den Fotos des Videoidentifizierungsprozesses und des Identifizierungsdokumentes um die gleiche Person handelt? Oder ist es ausreichend, wenn ein Mensch diese Entscheidung trifft? Wir befürchten, dass der Prozess technologisch sehr aufwändig wäre, würde man mit einer Gesichtserkennungssoftware arbeiten. Wir denken, dass eine qualitativ sehr gute Videoaufnahme der Vertragspartei und des Identifizierungsdokumentes ausreicht, um auch einem Menschen den Entscheid, dass beides übereinstimmt, zu ermöglichen.

RZ 46: Wir denken, dass nicht nur die Zustellung per E-Mail, sondern auch ein Dokumentupload in eine vom Finanzintermediär zur Verfügung gestellte technische Plattform möglich sein sollte. Wir bitten darum, die RZ 46 um diesen Punkt zu ergänzen.

Bei Rückfragen stehen wir Ihnen sehr gerne zur Verfügung.

Könnten Sie uns den Erhalt dieser E-Mail bitte kurz bestätigen. Vielen Dank.

Freundliche Grüsse

Hilmar Scheel

Tim Ackermann

CEO bob Finance

COO/CRO bob Finance

Freundliche Grüsse

**Tim Ackermann**  
COO/CRO

---

bob Finance AG  
Claridenstrasse 25  
CH-8002 Zürich  
[www.bobfinance.ch](http://www.bobfinance.ch)  
T: +41 800 345 000  
M: +41 79 244 94 28  
[tim.ackermann@bobfinance.ch](mailto:tim.ackermann@bobfinance.ch)

Besuchen Sie unser neues Produkt bob money, der unkomplizierte Online Kredit mit Sofortentscheid – [bobmoney.ch](http://bobmoney.ch)  
Oder kontaktieren Sie bob via [LinkedIn](#) | [Facebook](#)

\*\*\*Disclaimer\*\*\*

Diese E-Mail-Nachricht und alle allfälligen Anhänge enthalten vertrauliche Informationen, welche nur für den rechtmässigen Empfänger bestimmt sind. Bitte teilen Sie dem Absender unverzüglich mit, falls sie davon ausgehen, dass Ihnen diese E-Mail-Nachricht unrechtmässig zugegangen ist und vernichten Sie diese unverzüglich. Vielen Dank.

Ce message électronique et, le cas échéant, toutes ses pièces jointes, contiennent des informations confidentielles qui s'adressent uniquement au destinataire prévu. Si vous

pensez avoir obtenu ce message par erreur, vous êtes prié de bien vouloir le signaler à l'expéditeur et détruire le message immédiatement. Nous vous en remercions par avance.

Il presente messaggio, inclusi eventuali allegati, contiene informazioni riservate destinate esclusivamente al legittimo destinatario. Se ha ricevuto questo messaggio per errore, la preghiamo di comunicare al mittente l'accaduto e di cancellare dal suo sistema il presente messaggio e gli allegati immediatamente. Grazie.

This message is confidential, for the exclusive use of the intended recipient and may contain privileged information. If you are not the intended recipient, retention, dissemination, distribution, copying or otherwise making use of this message is strictly prohibited. Please be kind enough to notify the sender immediately by e-mail if you have received this message by mistake, and delete it from your system. Thank you. -- E-mails may be intercepted, altered or read by unauthorized persons. If you send us messages by e-mail, we take this as your authorization to correspond with you by e-mail.

A l'attention de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers  
M. Dominik Witz

Objet : Participation à la consultation sur le projet d'identification numérique

Depuis peu la réglementation suisse tient compte de l'activité de « trafic des paiements ». La Société CYBERServices SA exerce cette activité en précurseur depuis 2000. Lorsque la réglementation européenne est entrée en vigueur en 2009, pour ne pas nous différencier de l'ensemble de nos concurrents européens, nous avons souhaité apporter une garantie équivalente à nos clients et nous avons demandé en 2012 à être contrôlé par un OAR.

De plus c'est la reconnaissance par les autorités luxembourgeoises de notre certification suisse qui ont permis à la filiale européenne d'obtenir son statut d'établissement de paiement tout en maintenant toute notre infrastructure IT en Suisse.

Cette reconnaissance et l'image Suisse que nous promulguons est un atout compétitif majeur. Cependant, dans la pratique, l'identification des clients sur la base de documents certifiés conformes en original reste un frein important à notre croissance.

C'est donc au titre de nos plus de 15 ans d'expérience dans le domaine des paiements que nous souhaitons apporter notre contribution à l'évolution réglementaire.

Notre historique :

CYBERServices SA a été créé à Saint Sulpice, près de Lausanne, en 2000. Nous ne sommes pas une start-up mais nous sommes constamment dans « l'esprit start-up » tant notre métier évolue rapidement tout comme, depuis 2009, le cadre réglementaire exigé par la clientèle.

2000 : Création de CYBERServices SA – Suisse

2004 : Ouverture de la filiale CYBERServices France

2005 : Ouverture de la filiale CYBERServices Luxembourg – Statut de Professionnel du Secteur Financier – Contrôlé par la CSSF à Luxembourg

2005 : Ouverture de la filiale CYBERServices Asia (Mauritius)

Juin 2012 : CYBERServices SA (Suisse) devient membre d'un OAR pour son Porte-monnaie électronique

2012 : CYBERServices Asia obtient l'agrément pour le porte-monnaie électronique.

Février 2014 : CYBERServices Luxembourg devient CYBERServices Europe avec un Statut d'Etablissement de paiement. L'agrément a été rapidement passeporté dans l'ensemble des pays Européens.

2015 : Ouverture de Klik and Pay LLC aux Etats Unis.

## Notre métier :

CYBERServices SA suisse a développé la plateforme Klik & Pay qui permet aux e-commerçants d'encaisser les paiements des clients sur leurs sites internet à travers divers instruments de paiement. CYBERServices SA, grâce à ses accords avec des partenaires financiers, encaisse les paiements des consommateurs et les reverse aux e-commerçants.

Klik and Pay propose aux consommateurs de payer sur les sites des e-commerçants par

- Cartes bancaires (Visa/Mastercard, American Express, JCB, Diners, ...),
- Prélèvement sur comptes bancaires: Sofort überweisung, Giropay ou EPS pour les consommateurs allemands et autrichiens,
- Mandat SDD pour les détenteurs de comptes européens,
- Porte-monnaie électronique : Yandex et Qiwi pour le marché russe,
- iDeal pour les consommateurs scandinaves, ...
- Chèques Français et bientôt ACH pour les Etats Unis
- Virements à l'international
- ...

L'ensemble du groupe sert actuellement plus d'un millier de e-commerçants à travers le monde et a traité en 2015 plus de 45'000'000 de CHF

La Société a pour 2016 plusieurs projets qui devraient lui permettre de prendre une place prépondérante dans l'écosystème des prestataires de paiements et de monnaie électronique à travers notamment la création d'une place de marché.

Même si une partie de l'activité est réalisée au niveau des filiales pour l'activité de service de paiements pour les e-commerçants, Klik & Pay reste une initiative Suisse et le porte-monnaie électronique restera l'activité de la maison mère.

## La problématique de l'identification

Concernant spécifiquement le projet de directive sur l'identification numérique, il est évident que la certification conforme de documents en original présente un inconvénient majeur lorsqu'il s'agit de paiement sur Internet et nous souhaitons vivement que la réglementation évolue.

Les défis :

Qu'il s'agisse de l'ouverture d'un « compte de paiement » pour un e-commerçant ou d'un compte Klik & Pay pour un consommateur, la rapidité et la simplicité de mise en œuvre est un facteur clé. Un client qui paye sur Internet doit pouvoir le faire sans délais, sinon il abandonne le paiement.

Sur Internet, les frontières s'effacent et nous devons trouver des outils qui permettent de répondre aux demandes indépendamment des fuseaux horaires dans lesquels se trouvent nos clients.

Les Etablissements européens sont nos concurrents et nos procédures doivent ressembler à celles appliquées par leur législation si nous voulons conserver notre compétitivité ;

Les risques :

Outre les risques informatiques, opérationnels et financiers inhérents à l'activité, la loi fixe les règles en matière de risque juridique et LAB/FT.



Cependant, la loi s'applique à différents métiers alors que les risques sont différents. Une société qui opère dans le trafic des paiements a des risques différents d'un gestionnaire de fortune ou d'une compagnie d'assurance.

Dans le domaine du trafic de paiements sur internet (hors porte-monnaie électronique) le risque varie en fonction de différents facteurs tels que : Le pays du e-commerçant, les produits/services vendus (tangibles ou dématérialisés), les pays d'origine des consommateurs, le montant des transactions et l'instrument de paiement utilisé. Le porte-monnaie électronique présente des risques différents si l'argent transite de compte à compte ou s'il est utilisé pour faire des achats sur Internet chez des e-commerçants identifiés.

Si la loi fixe les objectifs et les limites de la compliance, le niveau de risque résulte de l'analyse des risques et les moyens à mettre en œuvre au sein de l'Entreprise doivent être adaptés spécifiquement à l'environnement et au métier de chaque entreprise.

La vidéo en ligne est un outil utile pour procéder à une identification avant l'ouverture d'une relation d'affaire avec un e-commerçant lorsque la contrainte temps n'est pas une difficulté, mais n'est pas applicable pour l'ouverture d'un porte-monnaie électronique qui doit se faire en temps réel. Il est par ailleurs impossible d'avoir un échange vidéo avec chaque détenteur d'un porte-monnaie.

Chez CYBERServices, il existe un responsable « risques » qui analyse et détermine les outils à mettre en place pour mitiger les risques et respecter les réglementations.

Ainsi, CYBERServices utilise maintenant depuis plus d'un an un logiciel qui permet de comparer chaque jour sa base de données de clientèle avec les listes de sanctions et PEP et de recevoir des alertes au cas où une personne dans notre fichier de clientèle est concernée.

Depuis quelques mois nous testons également une solution française de vérification de documents d'identité (carte d'identité et passeport). L'outil travaille en reconnaissance de caractères et traitement d'images. Les documents soumis font l'objet d'un rapport qui indique si le document a été falsifié. Cette solution, pourrait être interfacée avec notre plate-forme et pourrait permettre en temps réel l'ouverture d'un compte si le document est dûment validé. Les documents non validés feraient l'objet d'une analyse complémentaire avant ouverture éventuelle. La solution est déjà utilisée par des banques françaises pour l'ouverture de crédit, Moneygram, des opérateurs téléphoniques, la police française ... et est en cours de discussion pour Paypal, mais il ne s'agit pas de vidéo. Le service R&D de la Société travaille en France en étroite collaboration avec l'Agence Nationale de Recherche et en partenariat avec l'IRCGN, la Police aux Frontières et l'Ecole Nationale Supérieure de la Police.

C'est pourquoi, ce que nous attendons de la loi, c'est qu'elle fixe les objectifs et les limites mais laisse à l'entreprise une certaine liberté dans le choix des technologies utilisées compte tenu de nos problématiques propres. Et cela dès lors qu'elle maîtrise ses risques et dispose de procédures qu'elle applique pour l'ouverture des comptes et le monitoring des opérations.

Le 17 janvier 2016

Département Compliance

Klik and Pay



**MME** |||



<b>FINMA</b>		
ORG	19. JAN. 2016	SB
r3		
Bemerkung: 		

MME Legal | Tax | Compliance

MME Legal AG

**Office Zug**  
Gubelstrasse 11  
Postfach 613 | CH-6301 Zug  
T +41 41 726 99 66  
F +41 41 726 99 60

**Office Zürich**  
Kreuzstrasse 42  
Postfach 1412 | CH-8032 Zürich  
T +41 44 254 99 66  
F +41 44 254 99 60

Alle Rechtsanwälte sind im  
Anwaltsregister eingetragen

Zuständiger Partner  
**Dr. Luka Müller-Studer, LL.M.**  
luka.mueller@mme.ch

Assistentin  
**Simone Rufer**  
+41 44 254 99 69  
simone.rufer@mme.ch

**Per E-Mail und Einschreiben:**

Eidgenössische  
Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Zürich, 18. Januar 2016  
104527 | 160118 schreiben finma.docx

Ihre Ansprechpersonen

Dr. Luka Müller-Studer, LL.M.  
luka.mueller@mme.ch

lic. iur. Gabriela Hauser-Spühler  
gabriela.hauser@mme.ch

**Stellungnahme FINMA RS "Video- und Onlineidentifizierung"**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir nehmen Bezug auf den Entwurf des FINMA Rundschreibens "Video- und Onlineidentifizierung" und der diesbezüglichen Medienmitteilung der FINMA vom 21. Dezember 2015.

Im Namen des Digital Finance Compliance Vereins (nachfolgend „DFCV“) folgen wir gerne der Einladung, zum Entwurf des Rundschreibens Stellung zu nehmen.

Der DFCV ist als Verein im Schweizerischen Handelsregister eingetragen. Unsere Mitglieder sind führende Unternehmen der Digital Finance Branche. Die Stellungnahme des DFCV erfolgt somit ausschliesslich vor dem Hintergrund von Transaktionen und Dienstleistungen im Bereich der digitalen Wertübertragungen im Finanzsektor.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Herr Dr. Luka Müller-Studer, in seiner Funktion als Vorstandsmitglied des DFCV, steht Ihnen für Fragen oder zur Diskussion jederzeit gerne zur Verfügung (luka.mueller@mme.ch, T +41 41 726 99 76, M +41 79 219 94 21).

Freundliche Grüsse

Luka Müller Studer

Gabriela Hauser-Spühler

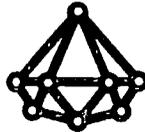
Beilage erwähnt

Stellungnahme  
zum Entwurf des Rundschreibens

„Video- und Onlineidentifizierung- Sorgfaltspflichten bei der Aufnahme  
von Geschäftsbeziehungen über Internet“

des

Digital Finance Compliance Vereins  
(*Digital Finance Compliance Association*)  
mit Sitz in Zug



**DIGITAL FINANCE**  
compliance association

vom  
18. Januar 2016

## Inhaltsverzeichnis

<b>A.</b>	<b>Abkürzungsverzeichnis</b> .....	<b>3</b>
<b>B.</b>	<b>Kurzbeschreibung Digital Finance Compliance Verein</b> .....	<b>4</b>
<b>C.</b>	<b>Stellungnahme</b> .....	<b>5</b>
1.	Zu den Abschnitten I., II. und IV. B des Rundschreibens – Technologieneutralität.....	5
2.	Verifikation gemäss Abschnitt IV. B.....	6
3.	Elektronische Signatur (Dokumente, Unterschrift) .....	7
<b>D.</b>	<b>Zusammenfassung</b> .....	<b>8</b>

## A. Abkürzungsverzeichnis

a.a.O.	am angegebenen Ort
Abs.	Absatz
Art.	Artikel
BTC	Bitcoin
bzw.	beziehungsweise
DF	Digital Finance (Blockchain und/oder Kryptographie basierte Anwendungen zur Speicherung und Übertragung von Werten)
DFCA	Digital Finance Compliance Association
d.h.	das heisst
Erläuterungsbericht	Erläuterungsbericht zum Rundschreiben 2016/xx „Video- und Online-Identifizierung“ vom 21. Dezember 2015
f./ff.	folgende
FINMA	Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
GwG	Bundesgesetz über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung vom 10. Oktober 1997; SR 955.0
GwV FINMA	Verordnung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die Verhinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung vom 3. Juni 2015; SR 955.033.0
lit.	litera
Rz	Randziffer
S.	Seite
sog.	sogenannte
SRO	Selbstregulierungsorganisation
vgl.	vergleiche
XBT	Bitcoin (auch BTC)
XRP	Ripple
Ziff.	Ziffer

## **B. Kurzbeschreibung Digital Finance Compliance Verein**

Der Digital Finance Compliance Verein (Englisch: *Digital Finance Compliance Association* – „DFCA“) mit Sitz in Zug wurde am 28. Mai 2014 ins Handelsregister eingetragen (CHE-288.405.265). Mitglieder der DFCA sind führende Unternehmen der Schweizer *Digital Finance* (DF) Branche.

Ziel der DFCA ist die Entwicklung und Umsetzung eines effizienten und international anerkannten Sorgfaltspflichtkonzepts zur Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung (DFCA AML Konzept) für Mitglieder des Vereins, welche digitale Finanzdienstleistungen erbringen oder welche solche Dienstleistungen entwickeln.

Das DFCA AML Konzept wird am Schweizer AML Standard ausgerichtet. Damit ist sichergestellt, dass die Mitglieder einen hohen und international anerkannten AML Compliance Standard bei der Erbringung ihrer Dienstleistungen einhalten.

Der hohe AML Compliance Standard unterstützt die Unternehmen in der Anerkennung ihrer Dienstleistungen in anderen Ländern. Er erhöht die Rechtssicherheit und fördert das Vertrauen in die Schweizer *Digital Finance* Branche – vor allem im Geschäftsverkehr mit den traditionellen Teilnehmern des Finanzdienstleistungsmarkts (wie z.B. Banken).

Die DFCA will dadurch auch einen Beitrag zur internationalen Vereinheitlichung der AML Standards leisten. Es ist insbesondere das Ziel, international die Schweizer AML Standards durchzusetzen.

Die Entwicklung des Sorgfaltspflichtkonzepts soll risikobasiert und schrittweise erfolgen. Der risikobasierte Ansatz stellt die Angemessenheit und Wirksamkeit einer Regelung sicher und die schrittweise Entwicklung trägt der relativen Neuheit und den vielen Entwicklungsmöglichkeiten der *Digital Finance* Anwendungsformen Rechnung.

Sollte sich die Mitgliederzahl weiter entwickeln, so behält sich der Verein vor, sich als Selbstregulierungsorganisation (SRO) im Sinne von Art. 24. ff. GwG auszugestalten und um eine entsprechende Anerkennung zu ersuchen oder allenfalls mit einer bestehenden anerkannten SRO zusammenzuarbeiten.

Die DCFA ist der Ansicht, dass das schweizerische, durch die FINMA gesteuerte Selbstregulierungskonzept den notwendigen Rahmen und Raum für eine angemessene, detaillierte und mit der technischen Entwicklung schritthaltende Compliance Regulierung bietet. Das Selbstregulierungskonzept ist anpassungsfähig und eignet sich damit für die Regulierung der sich rasch entwickelnden Finanzindustrie in einem sich rasch entwickelnden technologischen Umfeld.

Die Schweiz zeichnet sich durch Stabilität, eine lange Tradition im Finanzdienstleistungsbereich und hohe Technologieaffinität aus. Aufgrund dieser Gegebenheiten und unter Berücksichtigung der hohen Compliance Anforderungen sowie einem anpassungsfähigen Selbstregulierungskonzept, bietet sich in der Schweiz eine ideale Ausgangslage, um zu einem weltweit anerkannten Standort für die Entwicklung der *Digital Finance* Branche zu werden.

## C. Stellungnahme

### 1. Zu den Abschnitten I., II. und IV. B des Rundschreibens – Technologieneutralität

- 1 Das neue Rundschreiben „Video- und Online-Identifizierung“ („Rundschreiben“) ist ein Baustein für die fortschreitende Digitalisierung der Erbringung der Finanzdienstleistungen. Sie soll den neuen Formen von Identifizierungsmöglichkeiten Rechnung tragen, die sich durch die Verwendung verschiedener digitaler Kommunikationskanäle (E-Mail, Mobile, Webinterface) sowie des digitalen Abdruckes ergeben, den die Nutzer (Users) der verschiedenen Kommunikationsprotokolle (Internet, GSM und Blockchain) hinterlassen.
- 2 Die Auslegung im Rundschreiben soll aber auch den Schweizer Finanzdienstleistern eine Grundlage schaffen, im zunehmend Technologie beherrschten internationalen Wettbewerb der Finanzdienstleister einen Spitzenplatz einzunehmen.
- 3 Bei der Ausgestaltung der digitalen Handhabung der Identifikation, welche herkömmlicherweise nach formellen Aspekten wie der Schriftlichkeit und Prüfung eines Identifikationsausweis orientiert ist, sind zwei Erkenntnisse wichtig: (1) aus der Nutzung der digitalen Möglichkeiten können mehr identifikationsrelevante Informationen gesammelt werden, als aus einer beglaubigten Passkopie; und (2) durch die technische Entwicklung (Digitalisierung) wird es verschiedene (und andersartige) Kundenbeziehungen geben, die sich von einer typischen Bankkontobeziehung unterscheiden, auf welche das herkömmliche Identifikationssystem ausgerichtet war.
- 4 In der Konsequenz bedeutet das, dass die Auslegung auch Identifikationsformen zulassen sollte, die zwar auf der Grundlage eines Identifikationsausweises basieren, aber auch andere Verifizierungsfornen zulassen, als eine an der Echtheit des Ausweises bzw. der Unterschrift orientierte Erfassung der Identität.
- 5 Solche alternativen Verifizierungen sollten vor allem auch unter dem Aspekt der Risikogewichtung für weniger risikoreiche Kundenverhältnisse zugelassen werden (z.B. für Kundenbeziehungen mit Transaktionen unter CHF 100'000 p.a. bzw. unter CHF 15'000 in einer Transaktion).
- 6 Im Vordergrund sollte die Feststellung der Identität des Kunden stehen und weniger die Frage, wie die „Echtheit“ einer digitalen Kopie eines Identifikationsausweises und die Unterschrift auf einem digitalen Formular zertifiziert werden kann. Diese letztlich formellen Aspekte können u.U. eine Rolle spielen bei allfälligen Zweifeln über die Identität, welche weitere Abklärungen erfordern oder bei besonderen Kundenverhältnissen (z.B. sofern ein zusätzliches Risikomerkmal vorliegt).
- 7 Bei tiefen Transaktionsvolumen und ohne Vorliegen eines Risikomerkmals sollte eine Identifikation über eine einfache digitale Kopie eines Identifikationsausweises zusammen mit einer zusätzlichen Verifikation der Identifikation ausreichend sein.
- 8 Die Auslegung sollte nicht nur technologieneutral sondern auch anwendungsneutral erfolgen. Die Anbieter von neuen Applikationen im Bereich der kryptographischen und/oder Blockchain basierten Speicherung und Übertragung von Werten (DF Dienstleistungen), die zur Erfüllung ihrer Dienstleistungen keine Bankbeziehung benötigen, sollen somit keinen Wettbewerbsnachteil gegenüber den Anbietern im angestammten Finanzdienstleistungsbereich (z.B. Banken) erfahren.

- 9 Der DF Dienstleistungsbereich ist noch relativ jung, etabliert sich jedoch zusehends. Heute sind in der Schweiz bereits schon verschiedene Unternehmungen mit Sitz oder Zweigniederlassung in der Schweiz in diesem Bereich tätig. Sie werden sich weiter zu einem wichtigen Marktteilnehmer im Finanzdienstleistungsbereich entwickeln. Es ist deshalb wichtig, dass die Aufsichtsbehörde mit ihrer Auslegung diesen neuen Anwendungsformen im Finanzdienstleistungsbereich Rechnung trägt und keine Auslegung vornimmt, welche die neuen Marktteilnehmer benachteiligt, indem sie Abhängigkeiten von den bereits etablierten Marktteilnehmern schafft.<sup>1</sup>
- 10 Die Auslegung sollte auch hinreichend flexibel sein, damit sie mit der rasanten Entwicklung in der Digitalisierung der Finanzdienstleistungen Schritt halten kann. Sie sollte auch Raum lassen für weitere Konkretisierung durch Selbstregulierung.

## 2. Verifikation gemäss Abschnitt IV. B

- 11 Unter dem Titel „weitere Formen der Online-Identifizierung“ sind unter Abschnitt IV. B Verifikationsmethoden abgehandelt, welche die Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg erleichtern sollen.
- 12 Gemäss lit.a und lit. b sind elektronische Ausweiskopien der echtheitsbestätigten Kopie des Ausweisdokuments (Art. 45 Abs. 2 i.V.m. Art. 49 GwV-FINMA) gleichgestellt, sofern diese gemäss den Verfahren unter Einhaltung der Voraussetzungen gemäss Rz 32-37, 38-39 oder 40-41 erstellt werden.
- 13 Sowohl die elektronische Ausweiskopie mit Echtheitsprüfung durch den Finanzintermediär (Abschnitt IV. B a)) wie auch die elektronische Ausweiskopie mit qualifizierter elektronischer Signatur (Abschnitt IV. B b)) erfordern u.a. als Verifikationsinstrument, dass sich der Finanzintermediär von der Vertragspartei Geld von einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank in der Schweiz (Abschnitt IV. B a)) überweisen lässt. Im Falle der elektronischen Ausweiskopie mit qualifizierter elektronischer Signatur (Abschnitt IV. B b)) kann die Überweisung auch von einem Konto bei einer Bank in einem Land mit gleichwertiger Geldwäschereiregulierung und -aufsicht erfolgen. Zudem sind TAN-Verfahren und die Überprüfung der Wohnsitzadresse erforderlich (Rz 34-37, Rz 39).
- 14 Das beschriebene Verifikationserfordernis der Banküberweisung unterstellt, dass alle Finanzdienstleister ihre Geschäftsbeziehung mit einer Überweisung auf ein Bankkonto eingehen bzw. im Rahmen ihrer Geschäftsbeziehung mit dem Kunden eine Banküberweisung erhalten. Für Unternehmen im DF Bereich trifft dies oftmals nicht zu. Sie benötigen, wie bereits oben erläutert (Rz 1 ff.), vielfach keine Bankbeziehung für die Erbringung ihrer Dienstleistungen. Mit der vorgeschlagenen Auslegung wären diese Unternehmen einzig zur Verifizierung der Identifikation auf eine Überweisung von einem anderen Finanzdienstleister (Bank) abhängig. Das kann nicht sein.
- 15 Für Dienstleister im DF Bereich sollten daher auch andere alternative Verifikationsmethoden offen stehen, damit diese im Vergleich zu den traditionellen Finanzdienstleistern nicht einen Wettbewerbsnachteil erfahren.

---

<sup>1</sup> Die Nachteile einer solchen, nicht von der FINMA geschaffenen, Abhängigkeit zeigt sich schon im Umstand, dass nahezu kartellartig fast keine Bank für ein Unternehmen im Bereich der Blockchain Anwendungen eine Bankbeziehung eingeht.

- 16 Eine alternative Verifikation könnte auf unterschiedlichste Weise erfolgen (Erfassung Mobile Nummer, Device ID bzw. Device Fingerprint, Internet ScreenShot bspw. von LinkedIn, Facebook oder anderen ID Webprofilen, IP Adressen, E-Mail Adressen oder eine Kombination von verschiedenen Elementen). Mit diesen Methoden kann eine vergleichbare, wenn nicht sogar zum Teil aussagekräftigere, Verifikation der Identifikationsinformationen erreicht werden.
- 17 Wir schlagen deshalb vor, eine Methodenvielfalt zur Verifikation zuzulassen. Es wäre daher wünschenswert, wenn das Rundschreiben Raum für neue Verifikationsmethoden liesse, was mitunter auch der Innovation in der Branche förderlich wäre.
- 18 Neben der Methodenvielfalt sollte es auch möglich sein, die Verifikationsmethoden abhängig von der Risikogewichtung des Kundenverhältnisses zu machen. Gerade die neuen Zahlungsformen im DF Bereich werden bspw. für kleinere und kleinste Zahlungen (*Micropayments*) verwendet. Sie erleichtern dabei den Handel mit Waren und Dienstleistungen und unterstützen damit insgesamt die Wirtschaft.
- 19 Zudem können sie für Entwicklungsländer (mit in der Regel kleinen Transaktionsbeträgen und zum Teil Überweisungen aus dem Ausland von unterstützenden Verwandten) aufgrund der kleinen Transaktionskosten eine wichtige Rolle spielen.
- 20 Werden nun dieselben Massstäbe für alle Transaktionen, unabhängig von der Transaktionshöhe, angewendet und denselben umfangreichen Sorgfaltspflichten unterstellt, würde man eine wichtige Funktion der neuen Zahlungsformen verhindern, ohne dabei der Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung zu nützen.

### **3. Elektronische Signatur (Dokumente, Unterschrift)**

- 21 Laut Erläuterungsbericht zur Vorlage ist das Einholen einer Ausweiskopie von der Datenbank eines anerkannten Anbieters von Zertifizierungsdienstleistungen nach ZertES (Bundesgesetz über die elektronische Signatur, SR 943.03) in Kombination mit einer elektronischen Authentifizierung durch die Vertragspartei der Einholung einer Echtheitsbestätigung (Art. 49 Abs. 2 GwV-FINMA) gleichgestellt (vgl. Erläuterungsbericht, S. 5).
- 22 Das Rundschreiben erwähnt die elektronische Signatur in den Abschnitten IV. B b) (elektronische Ausweiskopie mit qualifizierter elektronischer Signatur) und V. A (zertifizierte Unterschrift auf Online-Formular) sowie im Zusammenhang mit der technologieneutralen Auslegung von Art. 28 Abs. 1 GwV-FINMA.
- 23 Die Anwendungen im DF Bereich sind grenzüberschreitend. Die Vertragsparteien sind nicht nur in der Schweiz sondern auch im Ausland wohnhaft. Die Beschränkung auf einen Schweizer Anbieter ist im digitalen Kontext folglich nicht praktikabel. Anstelle der qualifizierten elektronischen Signatur werden – soweit das Rundschreiben hierzu Raum lässt - zum Vornherein andere elektronische Methoden zur Anwendung gelangen müssen (vgl. Abschnitt V.A. zertifizierte Unterschrift auf Online-Formular, Rz. 44).
- 24 Nachdem der Bundesrat in seiner Mitteilung vom 13. Januar 2016 verlauten liess, dass er für staatlich anerkannte elektronische Identitäten (eID) auf vom Markt entwickelte Systeme setzt, ist im Weiteren in Bezug auf die Einholung einer Echtheitsbestätigung davon auszugehen, dass inskünftig staatlich anerkannte eIDs als elektronischer Identitätsnachweis dem physischen Reisepass oder einer ID gleichgestellt sind, ohne dass weitere Verifikationshandlungen notwendig wären.

#### D. Zusammenfassung

- 25 Zusammenfassend halten wir fest, dass die DFCA den von der FINMA gewählten Auslegungsansatz begrüsst.
- 26 Die Fokussierung der Auslegung auf die Darstellung eines digitalen Äquivalents einer Ausweiskopie bzw. einer Unterschrift ist zu eng.
- 27 Im Vordergrund sollte vielmehr die Nutzbarmachung alternativer digitaler Möglichkeiten zur Identifikation der Vertragspartei stehen. Vor dem Hintergrund der Erkenntnis, dass die digitale Spur einer Vertragspartei für eine wirksame Geldwäschereibekämpfung mehr Identifikationsinformationen enthält, als eine digitale, verifizierte Kopie eines Ausweises, sollte die Auslegung alternative adäquate Verifikationsmethoden zulassen. Im Vordergrund soll dabei nicht der formelle Ansatz einer korrekten digitalen Kopie sondern die einwandfreie Identifikation stehen. Die Aufzählung der Methoden sollte deshalb nicht abschliessend sein.
- 28 Die Vorgaben der Identifikation und Verifikation sollten sich zudem nach dem Risiko der Kundenbeziehung ausrichten und Erleichterungen bis zu einer gewissen Transaktionsschwelle vorsehen. Die Höhe der Betragsschwelle kann der Selbstregulierung überlassen werden.
- 29 Die Verifikation mittels Geldüberweisung von einem Bankkonto ist für DF Bereiche ohne Bankkontoüberweisungen untauglich. Es müssen alternative Verifikationsmöglichkeiten möglich sein.
- 30 Konkret sollte die Auslegung ermöglichen: (a) die Vertragspartei bis zu einer Transaktionsschwelle von CHF 15'000 in einer einmaligen Transaktion und CHF 100'000 kumuliert in einem Jahr mittels ID Ausweis Scan zu identifizieren und die Identifikationsinformationen sowie den Zugriff mit zusätzlichen Methoden wie Mobile Nummer Verifikation (Zustellung TAN), E-Mail Adresse, Web Profilen, IP Adresse, Device ID, zu verifizieren etc.; (b) über diese Schwelle oder bei Vorliegen zusätzlicher Risikomerkmale eine zusätzliche Verifikation von der Vertragspartei zu verlangen.
- 31 Die Beschränkung auf Schweizer Anbieter, die digitale Signaturen authentifizieren dürfen, ist nicht praktikabel.

Wir hoffen, dass unsere Vorschläge und Anliegen auf Ihr wohlwollendes Interesse stossen. Gerne stehen wir Ihnen für alle Fragen und Rückfragen jederzeit gerne zur Verfügung.

  
Luka Müller Studer

  
Gabriela Hauser-Spühler

**Dukascopy Bank SA**

International Center of Cointrin (ICC)  
Route de Pré-Bois 20, CH-1215 Geneva 15

Tel: + 41 22 799 4888  
Fax: + 41 22 799 4880

http: www.dukascopy.com



<b>FINMA</b>		
ORG	19. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung: 		

Autorité fédérale de surveillance  
des marchés financiers FINMA  
Att. M. Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Berne

dominik.witz@finma.ch

Genève, le 18 janvier 2016

**Consultation relative à la Circulaire FINMA 2016/xx Identification vidéo et en ligne**

Cher Monsieur Witz,

Nous nous référons à la procédure de consultation ouverte par la FINMA le 21 décembre 2015 concernant le projet de circulaire susmentionné (ci-après "la Circulaire").

Dukascopy Bank partage totalement l'opinion et les commentaires émis par l'Association Suisse des Banquiers le 15 janvier 2016. Par la présente lettre, nous aimerions communiquer des commentaires additionnels en tant qu'établissement principalement actif dans les affaires en ligne.

De manière générale, notre établissement remercie la FINMA et la félicite pour son initiative visant à faciliter l'ouverture de relations d'affaires par voie numérique. En nous référant au communiqué de presse de la FINMA du 21 décembre 2015, nous notons que la Circulaire vise à:

- faciliter l'identification des clients par vidéo et en ligne;
- faciliter l'établissement de relations d'affaires par des canaux digitaux;
- créer une réglementation neutre concernant la technologie utilisée;
- créer une réglementation ne créant pas d'obstacles inutiles.

Pour les raisons détaillées ci-après, Dukascopy Bank estime que, dans sa teneur actuelle, la Circulaire ne permettra pas d'atteindre les objectifs visés par la FINMA et que la Circulaire érige des obstacles inutiles.

La réglementation proposée par la FINMA n'est pas adaptée aux pratiques actuelles dans les affaires en ligne et constituera un obstacle à l'innovation, surtout en comparaison internationale. Tout au plus, la Circulaire permettra l'utilisation d'Internet à titre de canal d'affaires accessoire.

Avec cette Circulaire, notre établissement qui a basé son modèle d'affaires sur l'utilisation d'Internet, ne bénéficiera toujours pas de conditions-cadres adéquates pour maintenir et développer ses affaires. Nous ne voyons pas de raison de ne pas suivre l'exemple de la réglementation anglaise ou américaine qui ont fait leurs preuves.

Enfin, nous voyons de possibles conflits entre la Circulaire, la LBA, l'OBA-FINMA et la Convention de diligence des banques.

## **1) Absence d'approche orientée risques – frein à l'innovation**

A ce jour, la réglementation suisse relative à l'identification des clients est inutilement restrictive et désuète, comparée aux réglementations en vigueur depuis des années sur les places financières concurrentes comme en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Notamment, en Suisse, il n'est pas possible d'identifier un client entièrement en ligne. Comme étape incontournable du processus, les clients doivent se déplacer et présenter un document d'identité original soit auprès de l'établissement auprès duquel ils ouvrent le compte, soit auprès d'un notaire ou d'un autre tiers autorisé qui fera une copie du document d'identité et attestera qu'elle est conforme à l'original. La copie certifiée doit ensuite être envoyée en original par courrier postal, un processus long et coûteux qui décourage nombre de prospects d'ouvrir le compte.

En comparant ses statistiques avec celles de sa filiale européenne, Dukascopy Bank a calculé que le volume d'affaires manquées à cause de l'inadéquation de la réglementation suisse atteint environ 50%, soit CHF 15 millions de chiffre d'affaires annuel, un manque à gagner considérable pour notre établissement.

Pour revenir à la Circulaire, nous relevons que malgré le fait qu'elle intègre des identifications digitales, celle-ci crée des obstacles inutiles en listant des contrôles d'identité de manière exhaustive et détaillée, ce qui interdit toute approche alternative.

En procédant ainsi, la FINMA restreint le choix, fige la situation et empêche l'innovation pour des années.

Dukascopy Bank désire investir dans de nouvelles technologies comme la reconnaissance de l'œil, des empreintes digitales, la géo-localisation via téléphone portable, la confirmation d'identité grâce aux réseaux sociaux et aux listes de contacts des téléphones portables, etc. Notre établissement aimerait avoir le droit d'utiliser un système d'identification multi-niveaux développé par lui-même, qui répondra globalement à ses besoins de confirmation, non seulement au sujet de l'identité du client, mais aussi concernant son domicile effectif et l'origine des fonds déposés.

Se focaliser sur une technologie ne contrôlant que le document d'identité est une approche étroite et formaliste des nouvelles technologies, qui laisse l'intermédiaire financier avec des questions et des risques non résolus.

De plus, la Circulaire empile les contrôles et les restrictions comme nulle autre dans les places financières comparables, notamment en Europe ou aux Etats-Unis, nos principaux concurrents. En ce faisant, la Circulaire impose des restrictions et des contraintes qui paraissent inutilement excessives et qui feront obstacle à la compétitivité des intermédiaires financiers actifs depuis la Suisse.

Enfin, la Circulaire impose dans le détail le même niveau de contrôles d'identité à l'ensemble des intermédiaires financiers, quand bien même les transactions qu'ils traitent et les risques de blanchiment qui en découlent sont inévitablement très différents. La Circulaire ne tient pas compte de cette diversité, ce qui est particulièrement pénalisant pour la compétitivité des acteurs présentant un faible risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, comme le nôtre (comptes de CHF 15'000 en moyenne, ne servant qu'au trading et ne permettant pas de transferts de/vers des tiers).

De ce point de vue, bien que la Circulaire puisse paraître moderne au premier regard, celle-ci reflète le choix technologique de ses auteurs et manque de l'ouverture nécessaire à l'égard d'approches alternatives et à l'innovation. Une telle réglementation ne permet pas de se battre à armes égales avec nos principaux concurrents étrangers.

## **Recommandations**

Nous recommandons à la FINMA d'adopter au sujet de l'identification en ligne une approche moderne orientée risques qui permette aux intermédiaires financiers utilisant les canaux digitaux de déterminer eux-mêmes, de manière responsable, dans le cadre délimité par la réglementation, la nature et l'étendue des contrôles qu'ils appliquent pour vérifier l'identité d'un client. Il sied de rappeler que le respect de la réglementation anti-blanchiment est vérifié par des auditeurs.

Dans ce but, idéalement, la Circulaire devrait être écrite de manière moins détaillée, ouvrir la porte à des alternatives développées par les intermédiaires financiers ou, pour le moins, donner un choix parmi un catalogue de contrôles possibles définis de manière suffisamment large.

Le niveau d'exigence imposé en termes de contrôles minimaux ne devrait pas excéder celui exigé par les places financières concurrentes.

### **2) Imposer inutilement de nouveaux contrôles et l'utilisation d'une technologie dans l'exécution de ces nouveaux contrôles**

Nous nous référons en particulier aux chiffres marginaux 6, 7, 16 et 32 de la Circulaire.

Nous notons que la Circulaire impose, dans un certain niveau de détail, l'obligation de vérifier l'authenticité d'un document d'identité à l'aide d'une technologie détectant les contrefaçons. En vertu de la Circulaire, cette obligation s'applique à toute identification en ligne, qu'elle soit faite par vidéo ou non. Une telle obligation va bien au-delà des devoirs actuels des intermédiaires financiers découlant de la législation anti-blanchiment en vigueur.

Accroître les devoirs des intermédiaires financiers complique automatiquement les procédures d'ouverture de compte, accroît les coûts et les inefficiences. Ceci va à l'encontre des objectifs de la Circulaire.

Par ailleurs, alors que la FINMA déclare l'équivalence entre vidéo et rencontre entre personnes présentes, la vérification d'authenticité imposée par la Circulaire en cas d'identification par vidéo ne semble pas justifiée par la loi suisse et nous semble aller à l'encontre du principe d'égalité de traitement. En effet, lorsque le client rencontre l'intermédiaire financier en personne, le risque que le document d'identité présenté soit faux existe également.

Nous notons également que les exigences imposées par la Circulaire n'ont pas besoin d'être satisfaites lorsque l'identification du cocontractant et du bénéficiaire économique est confiée à un tiers en vertu de l'article 28 et suivants de l'OBA-FINMA, alors qu'en pareille situation le risque pour la Banque est théoriquement plus élevé.

Un autre aspect de la Circulaire qui a retenu notre attention est le fait que non seulement elle fixe de nouvelles exigences mais celle-ci impose également que ces nouveaux contrôles soient exécutés à l'aide d'une technologie. Le recours imposé par la Circulaire à la technologie paraît injustifié, en particulier quand il s'agit de vérifier des photographies, ce qui est généralement réalisé avec succès par l'œil humain. En cas de doute sur une photographie ou un justificatif d'identité, l'intermédiaire financier devrait, par exemple, pouvoir simplement demander un ou plusieurs justificatifs d'identité supplémentaires.

La détection des faux documents d'identité vise à lutter contre la fraude que les intermédiaires financiers combattent déjà de plusieurs manières, par exemple en clarifiant l'origine des fonds déposés sur le compte. Nous ne voyons pas dans ces nouveaux contrôles exigés par la Circulaire le comblement nécessaire d'une lacune qui existerait dans la législation suisse en vigueur.

Nous ne croyons pas que l'introduction de ces nouveaux contrôles et technologies de contrôles découle d'une analyse objective des risques de blanchiment et prend adéquatement en compte le rapport coût/bénéfice de telles mesures, ce qui va à l'encontre du principe de proportionnalité.

Nous notons que, paradoxalement, ces nouvelles contraintes visent exclusivement les canaux digitaux que la Circulaire entend libérer d'obstacles inutiles.

Nous n'avons pas trouvé d'équivalent à l'étranger y compris dans la très récente 4<sup>ème</sup> Directive européenne sur le blanchiment d'argent entrée en vigueur en 2015.

Concernant la vidéo, nous retrouvons dans la Circulaire le modèle de réglementation détaillée mis en place en Allemagne par la BaFin, à une différence notable près que la BaFin n'exige pas explicitement le recours à une technologie. Toutefois, nous voyons difficilement comment les exigences élevées fixées par la BaFin, en termes de contrôle du justificatif d'identité, pourraient être satisfaites sans recourir à la technologie. Il est à noter qu'en comparaison européenne, la réglementation allemande se montre peut-être la plus restrictive à l'égard des identifications en ligne. A notre connaissance, la place financière allemande n'a pas une position de leader au niveau international. Il y a donc lieu de se demander si la réglementation allemande constitue un bon modèle pour la Suisse.

Les intermédiaires financiers actifs depuis la Suisse resteront largement handicapés dans leur compétitivité à cause des exigences et du cadre rigide fixés par la Circulaire.

### **Recommandations**

Adopter une approche orientée risques, ce qui impliquerait que le recours à la technologie pour effectuer les contrôles d'identité devrait être laissé à l'appréciation des intermédiaires financiers, qui devraient pouvoir déterminer eux-mêmes, s'ils ont besoin d'une technologie et, dans l'affirmative, de quelle technologie ils ont besoin.

Les contrôles simples comme le contrôle des photographies ne devraient pas obligatoirement devoir être effectués à l'aide d'une technologie.

Concernant la technologie vidéo utilisée, celle-ci ne devrait pas obligatoirement intégrer des fonctionnalités de détection des faux documents d'identité ou, pour le moins, pas forcément via l'approche imposée par la Circulaire.

### **3) Identification en ligne (sans vidéo) : restriction injustifiée au marché suisse et empiement excessif de contrôles**

Nous nous référons aux chiffres marginaux 32, 33 et 34 de la Circulaire.

Il est important de souligner qu'à l'heure actuelle, en matière d'identification via Internet, le standard de l'industrie est l'identification en ligne sans vidéo (ci-après dénommée « l'identification en ligne simple ») qui est très supérieur à l'identification vidéo en termes d'efficacité, de simplicité et de convenance tant pour le client que pour l'intermédiaire financier. Bien que la technologie puisse désormais éviter un déplacement, l'identification vidéo reste une « rencontre » avec les limitations et contraintes suivantes :

- tant le client que l'identificateur doivent trouver suffisamment de disponibilité au même moment. Le week-end et les jours fériés sont a priori exclus pour une identification vidéo en Suisse;
- tant le client que l'identificateur doivent disposer d'une technologie adéquate ;
- la connexion Internet doit être suffisamment bonne et stable pour supporter la vidéo durant toute la durée nécessaire à l'identification ;
- le client doit disposer d'une affinité suffisante avec la technologie pour parler avec l'identificateur face à une caméra et suivre les instructions de l'identificateur.

Nous ne voyons pas de raison de faire de l'identification vidéo le seul ou le principal canal d'identification digitale autorisé en Suisse. Cette situation serait très préjudiciable aux affaires en ligne depuis la Suisse, y compris pour notre établissement qui a absolument besoin de pouvoir utiliser l'identification en ligne simple pour être compétitif.

Concernant l'identification en ligne simple, la Circulaire requiert trois contrôles minimums obligatoires lorsque la réglementation étrangère n'en demande qu'un, lorsque cela est compatible avec l'analyse des risques. Ces exigences inutilement excessives n'offrent pas des conditions-cadres compétitives en Suisse.

Parmi ces contrôles, la Circulaire exige la confirmation de l'identité du client par un premier dépôt sur le compte via un transfert depuis un compte bancaire suisse au nom du client. **De facto, cette exigence exclut quasiment toute identification en ligne simple pour la clientèle étrangère. Pour notre établissement dont l'essentiel des clients résident hors de Suisse, cette limitation au marché suisse rend la Circulaire largement sans intérêt.**

En excluant l'identification vidéo simple pour les affaires transfrontières, qui sont pourtant une spécialité suisse, la Circulaire favorise très fortement l'identification vidéo. De ce point de vue, la Circulaire n'est pas neutre sur le plan de la technologie utilisée, contrairement au but exprimé par la FINMA.

Nous ne croyons pas que cet empilement de contrôles et cette limitation au seul marché suisse découlent d'une analyse objective des risques de blanchiment et prend adéquatement en compte le rapport coût/bénéfice de telles mesures qui, de notre point de vue, ne respectent pas le principe de proportionnalité, en particulier pour le type d'affaires majoritairement transfrontières conduites par notre établissement.

L'absence qui en découlerait en Suisse, de réelle ouverture à l'égard de l'identification en ligne simple, continuerait d'handicaper lourdement les intermédiaires financiers utilisant les canaux digitaux depuis la Suisse.

La facilitation et l'élimination des obstacles inutiles voulues par la FINMA ne seraient pas atteintes.

Compte tenu de ce qui précède, du rejet par la FINMA en 2011 et en décembre 2015, de ses requêtes en allègement selon l'article 3 al 2 OBA-FINMA, notre établissement ne voit pas quand le désavantage compétitif sérieux et inutile dont il souffre à cause de la réglementation suisse, prendra fin.

### **Recommandations**

Un contrôle au minimum et pas d'avantage, si possible selon l'analyse des risques, à choisir parmi une liste illustrative et non limitative, de contrôles possibles de l'identité, devrait être imposé par la Circulaire.

En matière d'identification en ligne simple, la réglementation suisse devrait s'inspirer des règles simples, orientées risque, équilibrées et adaptées aux réalités des affaires en ligne appliquées sur les principales places financières concurrentes par exemple britannique et américaine. Cela implique notamment que les intermédiaires financiers suisses devraient pouvoir considérer comme confirmation valable de l'identité des clients, des transferts provenant de banques situées dans des juridictions appropriées, soumises à des réglementations anti-blanchiment et à une surveillance adéquates.

### **4) Copie électronique de document d'identité avec signature électronique**

Nous nous référons aux chiffres marginaux 38 à 41 de la Circulaire.

Nous sommes naturellement favorables à de telles nouvelles possibilités.

Toutefois, nous aimerions relever que les services de certification électronique restent à ce jour très peu utilisés par le public, ce qui tend à montrer leur inadéquation par rapport aux besoins. La raison peut en être que la certification électronique requiert de rendre visite à un prestataire de service de certification, ce qui représente finalement le même inconvénient que de rendre visite à un notaire. Par conséquent, la certification électronique ne peut avoir qu'une application et un intérêt très limités dans les affaires en ligne. Ceci ne peut pas être une alternative possible à l'identification en ligne simple.

## **5) Autre risque concernant la neutralité de la Circulaire sur le plan de la technologie**

Nous nous référons aux chiffres marginaux 5, 6 et 7 de la Circulaire.

Des informations reçues de Swisscom indiquent que ce prestataire suisse de services de télécommunication a été associé à l'élaboration de la Circulaire et que Swisscom s'apprête à offrir un service d'identification vidéo.

Certaines exigences techniques ou légales figurant dans la Circulaire, comme l'obligation d'intégrer la détection des documents d'identité falsifiés dans la technologie vidéo utilisée pour procéder à l'identification, pourraient inutilement refléter les caractéristiques de la technologie offerte par Swisscom, au risque de favoriser cette dernière indument.

En conséquence, les intermédiaires financiers actifs depuis la Suisse pourraient rencontrer des difficultés inutiles à développer leur propre technologie répondant aux standards exigés par la Circulaire ou à trouver des solutions techniques alternatives à celle offerte par Swisscom.

Enfin, le fait d'avoir drastiquement restreint au marché suisse l'applicabilité de l'identification en ligne simple, renforce l'impression que la solution Swisscom basée sur la vidéo pourrait bénéficier en Suisse d'un avantage indu et inutile.

### **Recommandations**

Nous recommandons de supprimer la dernière phrase du chiffre marginal 5 qui contient des exigences difficiles à apprécier et de simplement renvoyer à la législation suisse en vigueur.

Des chiffres marginaux 6 et 7, nous recommandons de supprimer le listage des éléments de sécurité devant être vérifiés automatiquement par le système vidéo. Le système vidéo utilisé ne devrait pas nécessairement intégrer des contrôles automatisés des documents d'identité, afin de respecter le principe de neutralité à l'égard de la technologie utilisée.

Au chiffre 5 marginal, au lieu de "geeignete Technologien " nous suggérons "geeignete Mittel".

Au chiffre marginal 6, au lieu de " Echtheit der Identifizierungsdokumente" nous suggérons "Verifizierung der Identifizierungsdokumente".

Comme suggéré au chapitre 3 de notre lettre, l'identification en ligne simple devrait également être permise pour nouer des relations d'affaires transfrontières afin de ne pas inutilement faire obstacle à ce type d'identification en ligne qui est le plus utilisé dans le monde et qui répond le mieux aux attentes de la clientèle.

Les intermédiaires financiers devraient avoir le choix d'utiliser ou non une technologie pour effectuer des contrôles de l'identité et devraient aussi avoir le libre choix d'une technologie plutôt qu'une autre.

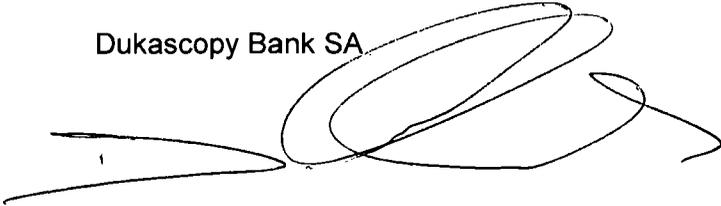
## **6) Formulaire A sous forme électronique**

Nous saluons la confirmation apportée par la Circulaire qu'un formulaire A sous forme électronique suffit. De notre point de vue il s'agit d'une contribution précieuse de la Circulaire à la levée des obstacles inutiles à l'identification en ligne.

Nous restons volontiers à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et pour discuter de l'identification en ligne, un sujet crucial pour notre établissement.

Nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur Witz, nos salutations distinguées.

Dukascopy Bank SA

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Laurent Bellières  
CFO-CRO

A handwritten signature in black ink, featuring a large loop at the beginning followed by a series of connected, fluid strokes.

Veronika Duka  
co-CEO-CAO

Per E-Mail:  
Dominik.witz@finma.ch  
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Zürich, 18. Januar 2016

**Betreff: Anhörung FINMA-RS 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“**

Sehr geehrter Herr Witz

Wir danken für die Zustellung der Anhörungsunterlagen und für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Gerne lassen wir Ihnen in der Beilage die Bemerkungen und Anregungen der Fachkommission Bankenprüfung von EXPERTsuisse zum Rundschreibenentwurf zukommen.

Freundliche Grüsse  
EXPERTsuisse



Dr. Thorsten Kleibold  
Mitglied der Geschäftsleitung



Rolf Walker  
Präsident Fachkommission Bankenprüfung

<b>Rz</b>	<b>Text Entwurf Rundschreiben</b>	<b>Anmerkung</b>
3	II. Geltungsbereich	In Rz 3 wird auch auf das Reglement der SRO-SVV verwiesen. Wie verhält es sich mit entsprechenden Reglementen anderer SROs? Warum wird ausschliesslich das Reglement der SRO-SVV genannt?
11	Gesprächsleitfaden	Wir empfehlen zur Sicherstellung eines minimalen einheitlichen Vorgehens Mindestanforderungen an den Gesprächsleitfaden zu definieren.
13	Dabei bedient er sich auch <b>elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen</b> .	Die anzuwendenden elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen werden nicht näher erläutert. Wir empfehlen die diesbezüglichen Erwartungen detaillierter auszuführen.
14	Er stellt dabei sicher, dass die Datenschutzbestimmungen der Schweiz sowie des <b>Domizillandes der Vertragspartei</b> vollumfänglich eingehalten werden.	Wie verhält es sich, wenn sich der potenzielle Kunde zum Zeitpunkt des Identifizierungsvorgangs ausserhalb des Domizillandes der Vertragspartei (und der Schweiz) aufhält? Müssten diesbezüglich ergänzende Ausführungen erfasst werden?
16	Des Weiteren vergewissert er sich an Hand von <b>technischen Hilfsmitteln</b> über die Echtheit des Identifizierungsdokuments.	Welche technischen Hilfsmittel werden hier angesprochen? Eine Präzisierung wäre hilfreich.
21	<b>c) Abbruch des Identifizierungsvorgangs</b>  <ul style="list-style-type: none"> <li>• ...</li> <li>• wenn er Hinweise auf <b>erhöhte Risiken</b> erlangt; oder</li> <li>• ...</li> </ul>	Sind hier die allgemeinen – vom Finanzintermediär teils selbst definierten - Kriterien für Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken bzw. Transaktionen mit erhöhten Risiken gemeint oder aber spezifische Risikoelemente mit Bezug auf die Identifikation auf elektronischem Weg wie bspw. Hackerangriffe, unerklärbar hohe Datenvolumen, unerklärbare Interferenzen etc.? Gilt erstes, ist die elektronische Identifizierung für sämtliche Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken gemäss Definition des Instituts verunmöglicht. Eine entsprechende Präzisierung wäre hilfreich.
28	Können die unter den <b>Abschnitten IV bis VI IV</b> beschriebenen Bedingungen nicht vollumfänglich eingehalten werden	Verweis anzupassen.
16, 33, 34, 39	<b>Er lässt ... / Er stellt ... / Er überprüft ...</b>	Im Interesse der Klarheit empfehlen wir in diesen Abschnitten nicht ein Bezug über den Begriff „er“ vorzunehmen, sondern ausdrücklich „der Finanzintermediär“ zu erwähnen.
35	Ferner überprüft er deren Wohnsitzadresse anhand:  <ul style="list-style-type: none"> <li>• einer <b>Energie-, Wasser-, oder Telefonrechnung</b> (Utility Bill);</li> </ul>	Im Erläuterungsbericht wird eine Strom- oder Telefonrechnung als Beispiel genannt, anhand derer die Wohnsitzadresse überprüft werden kann. Das Rundschreiben hält jedoch nur allgemein den Begriff „Rechnung“ fest, womit im Prinzip irgendeine Art von Rechnung ein zulässiges Dokument zum Nachweis wäre. Lediglich der englische Begriff „Utility Bill“ schränkt dies ein, ist jedoch nicht ein allgemein geläufiger Begriff. Wir empfehlen die Einschränkung bereits beim Rechnungsbegriff selbst anzubringen oder alternativ der Verweis auf eine „Utility Bill“ zu löschen.
48	<del>Der Finanzintermediär beauftragt seine Prüfgesellschaft im Rahmen der ordentlichen aufsichtsrechtlichen Prüfung und in Übereinstimmung mit der für den jeweiligen Zulassungstypus definierten Standardprüfstrategie mit der Kontrolle, ob die von diesem Rundschreiben verlangten Prozesse eingehalten und die geforderten Dokumente und Unterlagen in der jeweils geforderten Form vorliegen.</del>  <b>Die bankengesetzlichen Prüfgesellschaften prüfen die Einhaltung dieses Rundschreibens nach Massgabe des FINMA-RS 13/3 „Prüfwesen“ und halten das Ergebnis ihrer Prüfungshandlungen im Prüfbericht fest.</b>	Das Wort „beauftragt“ impliziert, dass der Finanzintermediär für die Prüfung dieses Rundschreibens einen besonderen Auftrag erteilen muss. Die Abdeckung über die aufsichtsrechtliche Prüfung erfolgt jedoch im Rahmen der generellen Regeln zum Prüfwesen. Aus diesem Grund sollte dieser Abschnitt vereinfacht und dem Wortlaut in den übrigen Rundschreiben angeglichen werden (Beispiel FINMA-RS 08/24 Rz 127).



**per E-Mail**

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Zug, 18. Januar 2016

**Stellungnahme zum Entwurf des FINMA-Rundschreibens 2016/xx zur Video- und Online-Identifizierung**

Sehr geehrter Herr Witz

Für die Einladung zur Stellungnahme zum Entwurf des Rundschreibens 2016/xx Video- und Online-Identifizierung („E-RS“) danken wir Ihnen und nehmen diese gerne wahr wie folgt.

Grundsätzlich begrüssen wir die für den sich zurzeit in einer Reorganisationsphase befindlichen Finanzmarkt wichtigen Regeln zu den Rahmenbedingungen im Umgang mit den aktuellen technischen Möglichkeiten im Kontext mit den sich stetig entwickelnden Kundenbedürfnissen. Entsprechend erachten wir den Wert einer Regelung dieser Rahmenbedingungen durch die FINMA als sehr hoch, auch wenn wir bedauern, dass diese nicht in die Revision der GwV-FINMA einfließen. Dennoch bringen wir im Sinne konstruktiver Kritik gerne die folgenden Bemerkungen zum E-RS an:

**I. Allgemeine Bemerkungen**

Um in technischen Bereichen adäquate Regeln vorzugeben, erachten wir als zielführend, dass die FINMA sich darauf beschränkt, Rahmenbedingungen und Anforderungen zu definieren, und die konkrete Umsetzung den Marktteilnehmern überlässt. Diese sind anschliessend von der FINMA oder einer Revisionsstelle auf ihre Konformität mit den Rahmenbedingungen und Anforderungen zu prüfen. Obwohl der E-RS grundsätzlich diesen Ansatz verfolgt, lässt er sich wiederholt verleiten, konkrete technische Umsetzungsvorgaben zu statuieren. Dass dies nicht taugt, zeigt nicht zuletzt das im E-RS ebenfalls aufgegriffene ZertES, welches im Produkt der elektronischen Signatur als gescheitert bezeichnet werden muss. Rahmenbedingungen zur Einbindung von technologischen Möglichkeiten in einen regulierten Bereich müssen auf die sich verändernden und auf die neu entstehenden Optionen der Einbindung ohne stete Nachjustierung Anwendung finden können, um tauglich zu sein, ganz im Sinne der genannten Technologieneutralität.

Im Gegenzug muss der Regulator einen gewissen Kontroll- und Beurteilungsaufwand betreffend die Tauglichkeit der jeweils angewendeten Technologie akzeptieren. Dies verhindert, dass allenfalls zurzeit existierende und der FINMA angepriesene Technologien eingebunden werden, obwohl sie nie Marktdurchdringung erreichen werden.

Obwohl das Bedürfnis nach entsprechender Regelung oft seitens von SRO an die FINMA getragen wurde, findet sich kein entsprechender Anwendungshinweis zugunsten der SRO. So wie dieses Rundschreiben keine Revision der GwV-FINMA notwendig macht, muss es jeder SRO freigestellt bleiben, diese Neuerungen ohne Revision ihrer Reglemente und ohne Genehmigung durch die FINMA ihren Mitgliedern zugänglich zu machen, solange die Anwendung ohne Erweiterung erfolgt.

Da der E-RS teilweise Regeln erlässt, welche nicht ausschliesslich den Video- und Onlineidentifizierungsprozess betreffen (vgl. etwa Ad RZ 46 unten), sollte ein adäquater Titel für den E-RS gewählt werden, welcher dessen Anwendbarkeit umfassend wiedergibt.

Zudem darf der Charakter des den E-RS treibenden Gedanken der Erleichterung des Prozesses der Geschäftsbeziehungseröffnung nicht durch anspruchsvollere Regeln gegenüber dem herkömmlichen Eröffnungsprozess unterlaufen werden. Die im E-RS statuierten Regeln erscheinen uns den Identifikationsprozess komplexer zu machen, was vermutlich nicht die eigentliche Absicht des Regulators hinter dem E-RS sein dürfte.

## **II. Aspekte zu einzelnen Randziffern**

### Ad RZ 3

Die vorne erwähnte Zulässigkeit der analogen Adaptierung der neuen Regulierung durch SRO ohne zusätzliche Bewilligung der FINMA sollte hier ebenfalls festgehalten werden, damit die SRO oder deren Mitglieder gegenüber den Finanzintermediären nach Art. 2 Abs. 2 GwG resp. den DUFI nicht schlechter gestellt sind.

### Ad RZ 5

Die „vertrauliche und sichere Übertragung“ von Datenströmen ist keine Thematik des GwG-Schutzbereichs und sollte daher im E-RS gestrichen werden.

### Ad RZ 7 f.

Im Sinne der Technologieneutralität sollte auf die Nennung der einzelnen überprüfbaren Elemente von hierzulande momentan verwendeten Dokumenten verzichtet werden. Die Formulierung sollte dahin gehen, dass die eingesetzten Mittel eine Überprüfung von einer zu bestimmenden Anzahl der Sicherheitsmerkmale des Identifizierungsdokuments ermöglichen muss.

### Ad RZ 8

Im Sinne einer stringenten Verwendung von Begriffen sollte das „offizielle Ausweisdokument“ zu „Identifikationsdokument“ analog der Begrifflichkeit in der GwV-FINMA mutiert werden.

### Ad RZ 9

Die einwandfreie Identifizierung setzt eine verwertbare Qualität des Identifikationsdokuments voraus. Der 2. Satz von RZ 9 ist daher obsolet und sollte gestrichen werden.

#### Ad RZ 10

Eine Audioaufzeichnung ist weder in der geltenden Regulierung noch in zurzeit bekannten Regulierungsprojekten auf Gesetzesstufe vorgeschrieben. Eine rechtlich heikle Audioaufzeichnung sollte daher zugunsten von Gesprächsnotizen fallen gelassen werden, zumal der Finanzintermediär den Identifikationsprozess bereits visuell dokumentieren muss (vgl. RZ 15).

#### Ad RZ 13

Die unscharfe Anforderung der Bewertung von elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen ist weder bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung gefordert noch begrifflich fassbar. Diese Anforderung sollte gestrichen werden.

#### Ad RZ 14

Vgl. Ad RZ 5. Es ist nicht Aufgabe des GwG oder der dessen Einhaltung überwachenden Behörde, Datenschutzbestimmungen, schon gar nicht ausländischen, zur Nachachtung zu verhelfen. Diese Bestimmung sollte gestrichen werden.

#### Ad RZ 17

Randziffer 17 gibt eine technische Umsetzungsanweisung, welche nicht technologieneutral ist, und verhindert dadurch, dass der Markt bessere Technologien entwickeln und in den Identifikationsprozess einbauen kann. Diese Bestimmung sollte gestrichen werden.

#### Ad RZ 21

Die Thematik der Risikoanalyse ist nicht Teil des Identifikationsprozesses bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung.

#### Ad RZ 24 f.

Diese Bestimmungen sind weniger präzise als die Bestimmungen von Art. 41 GwV-FINMA. Da die Absicht von Randziffer 24 f. lediglich diejenige von Art. 41 GwV-FINMA ist, und da diese Bestimmungen der GwV-FINMA kein Hemmnis im Online-Procedere sind, wäre hier ein einfacher Verweis sinnvoller.

#### Ad RZ 33

Die Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit notwendiger Koppelung an eine Banktransaktion erscheint unverhältnismässig, auferlegt sie doch dem Kunden des Finanzintermediärs die Pflicht, ein Konto bei einer Bank in der Schweiz zu haben. Diese Anforderung geht zudem massiv weiter als diejenigen bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung. Entsprechend sollte diese Randziffer gestrichen werden. Möchte die FINMA von einer Verifizierung mittels Banktransaktion und TAN trotz der geäusserten Bedenken nicht verzichten, sollten diese Instrumente zumindest alternativ und nicht kumulativ angewendet werden müssen.

#### Ad RZ 34

Vgl. Ad RZ 17.

#### Ad RZ 38 f.

Auch wenn lediglich als Option ausgestaltet, ist diese Möglichkeit nicht technologieneutral, da sie zur Verwendung einer bestimmten Technologie zwingt. Die Randziffern 38 und 39 sollten daher im Sinne der Einheitlichkeit gestrichen werden.

#### Ad RZ 44

Vgl. Ad RZ 17.

Ad RZ 46

Da der Erlass der eigenhändigen Unterschrift im Original auf der Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung keine Rechtfertigung in den Regeln zur Online-Identifizierung findet, bzw. nicht finden kann, ist festzustellen, dass dies einer generellen Regelung zur Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung entspricht. Obwohl der Erläuterungsbericht zum E-RS dies nicht explizit festhält, muss dies die folgerichtige Deutung der Bestimmung sein. Entsprechend wäre es hilfreich, wenn dies entsprechend so festgehalten wird.

Der VQF und das Forum SRO haben diese Stellungnahme gemeinsam erarbeitet. Nicht zuletzt angesichts der knappen Frist zur Einreichung einer Stellungnahme werden die Bemerkungen zu einzelnen Randziffern lediglich summarisch wiedergegeben. Für weitergehende Ausführungen stellt sich der VQF gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

sig. Dr. Martin Neese  
Präsident

sig. Caroline Kindler  
Geschäftsführerin

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht  
FINMA  
z.Hd. Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
CH – 3003 Bern

Aarau, 18. Januar 2016

**Consultation „Rundschreiben 2016/xx “Video- und Onlineidentifizierung”**

**Dear Mr. Witz**

Gemalto is the number one producer of ID documents and provider of digital security solutions to banks and mobile communication operators. In Switzerland Gemalto is represented by Trüb, a 100% daughter of Gemalto, which is well known amongst others as the producer of the Swiss Identity Card. Gemalto deploys KYC service for financial institutions and mobile communication operators in many countries and would like to participate in the consultation process for the “Rundschreiben 2016/xx “Video- und Onlineidentifizierung” issued by FINMA on December 21<sup>st</sup> 2015. We have been carefully studying the documents provided by FINMA. Below please find our recommendations on the document verification.

Document reference: CIRCULAR 2016/xx Video and online identification, paragraph 6, 7, 8

Recommendation 1: As worldwide number one provider of ID documents we see a trend towards the integration of electronic data (i.e. provided on chip) in such documents. Therefore we would recommend that FINMA includes the verification of electronic data elements (i. e. the chip) as an alternative to the mandatory check of holograms or the additionally under paragraph 7 listed elements.

Recommendation 2: Imposing holograms as the unique feature to be checked will exclude all ID documents which have no hologram but also can be checked reasonably online. The check of security features such as visible patterns and electronic check could bring comparable confidence. Therefore we recommend not too limit the online verification of the document to a mandatory check of the hologram but accept alternative checks of security features.

If you have any questions to our recommendation please be feel welcome to contact us.

Kind regards

**Gemalto AG**



Hans-Jörg Widiger  
Leiter Banking & Access  
Mitglied der Geschäftsleitung



Ivo Hartmann  
Key Account Manager  
Banking & Access



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Attn. Mr. Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Geneva, 15 January 2016

FINMA		
ORG	18. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung:		FLP

**Statement regarding FINMA's Draft Circular on Video- and Online-Procedure**

Dear Sirs,

We welcome the initiative of the FINMA in regard of this topic. We definitely believe that we are living in a technological and internet driven world and financial and banking activities have to be in line with this reality.

While your circular is going in the right direction, we think nonetheless that expected results and means as described in your text could be further improved in terms of innovation and results, if we compare to international practice.

We then encourage the FINMA to be more ambitious and use this positive momentum to align Swiss regulatory framework with international standards. This is also the best way, in our view, to defend and promote the Swiss financial place's competitiveness.

We are submitting to you our comments on the FINMA's Draft of 21 December 2015 regarding the Circular on "Video- and Online-Identification" (the "**Draft Circular**"). Unless otherwise defined herein, all defined terms used in this letter shall bear the same meaning as in the Draft Circular and the explanatory report by FINMA on the Draft Circular, dated 21 December 2015



(the "**Report**") respectively. Further, references to "**Note(s)**" mean the relevant note(s) in the Draft Circular.

#### General Remark:

We recommend to clarify in the Draft Circular that video-identification (*Video-Identifizierung*) is only one possible form (among others) of online-identification (*Online-Identifizierung*), which should be clear if one reads the title of Section IV of the Draft Circular [*Weitere Formen der Online Identifizierung*], but could be misunderstood if one reads the title of the Draft Circular [*Video- und Online-Identifizierung*]).

For the purpose of clarification, **Note 4 may be amended** as follows (amended part underlined): "*Der Identifizierung bei persönlicher Vorsprache gleichgestellt ist die Videoidentifizierung als eine von mehreren möglichen Formen der Online-Identifizierung, soweit sie die folgenden Grundsätze erfüllt:*".

#### Notes 5 to 12

One must keep in mind that IT implementation can prove to be very difficult, even more if we have to comply with several legal and IT environments. Therefore, we believe that the aim of note 5 should be rather oriented in the way that the financial intermediary ensures that IT tools and technologies used shall comply with proper rules of business conduct and confidentiality.

The MRZ code should be identified as one possible form of identifying an ID and not mandatory as described in note 6. Firstly, because this has never been requested by the actual legislation and secondly, because not everyone has an ID document with such MRZ. For example, you could consider the old "blue" Swiss driving license or the more common Italian ID card still in paper. We therefore suggest that identification via MRZ code should be described as one mean, but not mandatory.

#### Notes 13 to 28:

We are not sure that this circular is the right place for a reference to any psychological behaviour, or that a person working in finance should necessarily have skills of the mentioned psychological observations and therefore suggest deleting the penultimate phrase of note 13.

The purpose of the video-identification procedure is to substitute the identification procedure of a personal meeting (cf. page 6 of the Report). In a personal meeting-procedure the bank (i) meets the contracting party in person (the "meeting" as a visual and verbal process), (ii) identifies the contracting partner by inspecting an official ID with a photograph (the "identification"), and (iii) puts on record a copy of the identification document (the



"documentation") (cf. article 45 para. 1 of the GwV-FINMA, Art. 9 VSB 16; pages 4 and 5 of the Report).

In a video meeting-procedure these three elements of the procedure are substituted by equivalent elements of the procedure: (i) a video conference (as an equivalent form of a meeting), (ii) the taking of photographs at the video conference (as an equivalent form of identification), and (iii) the putting on record of the video-recording and the photographs (as documentation). With these three steps, all requirements of the personal meeting are sufficiently substituted.

Furthermore, a better distinction should be made between the identification of the contracting party – account holder and the beneficial owner, especially in connection with art. 44 and 60 of the FINMA AMLO.

It makes no sense to require the financial intermediary to also verify the contracting party by means of a TAN (Note 17). The TAN can be a useful to substitute any elements of the procedure if meeting or identification requirements cannot be sufficiently satisfied. Or it may be a way to verify any access permission of a client. However, generally, a TAN is no adequate tool to enhance the identification process in the context of anti-money laundering prevention. In particular, there is no need for any TAN verification if the above-mentioned steps (Notes 13-16 and 18) have been taken. Therefore, **we suggest deleting Note 17** entirely.

We do not understand why it necessarily needs "technical means" (*technische Hilfsmittel*) for the verification process according to Note 16. Instead of being equivalent, this new procedure introduces higher standards, requiring additional measures with a level of details that cannot be found in actual legislation and by using technical means or tools. Technical means can speed up the process. However, they do not necessarily improve the quality of the identification process and the error rate is often higher. This control can be done by the employee who can easily compare the picture on the ID, and the person he is talking with in the videoconference. This is the same procedure when they meet in person. Therefore, **we suggest removing the requirement of technical means from Note 16**, or keep it as an alternative only to human verification.

As of today, there is no distinction for a corporate applicant ("Juristische Person") whether they are entering into a relationship by correspondence or in presence. Therefore, Section III B is somewhat misleading and it should be clarified that this Section only applies to the identification of the individuals that represent the corporate.

We understand from note 28 that if video conference identification fails, the standard way of identification by correspondence can be applied. This seems quite strict and seems not coherent with Section IV. We recommend to amend note 28 in consideration of rules of Section IV or simply delete it.



#### Notes 29 to 37:

In Notes 28, 29 and 30, the Draft Circular introduces the term "*einfache Ausweiskopie*". We do not understand in what context this term is to be used. Is the purpose of Note 29 only to make it clear that the relevant documents can be sent to the financial intermediary by electronic means? If this is the case, please **consider deletion of Section IV.A (or clarification of its purpose)**, since Note 31 already says "*Elektronisch erstellte und dem Finanzintermediär eingereichte Kopien [...]*". It should be clear from that sentence that the documents can be provided also by electronic means.

Both, the title of Section IV.B of the Draft Circular and Note 31 use the term "certified copy" (*echtheitsbestätigte Kopie*). Generally, that term is used in the context of the account relationship opened by correspondence or internet (*Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg oder über Internet*; cf. Art. 10 VSB 16). It is not entirely clear whether Section IV.B may also be applicable in the context of a video-identification or whether its scope of application is limited to the account relationship opened by correspondence or internet.

In a video conference procedure, the financial intermediary is required to take a photograph of the ID and of the individual according to Notes 4 et seqs. We suggest clarifying the wording to ensure that screenshots can be considered equivalent. In our view, the financial intermediary has to be allowed to substitute the taking of the photograph of the ID and/or the individual by a relevant document obtained according to the procedure set out in Note 32. Accordingly, **we suggest clarifying in Section IV.B or in Section III.** that the duty to take photographs of the ID and the individual during a video conference as set out in Notes 6 to 8 may be substituted by documents obtained in accordance with the procedure set out in Note 32 (without taking into account Notes 33 to 37). For example, the following sentence may be added at the end of Note 5: "*Können solche Fotografien nicht oder nicht genügend erstellt werden, kann der Finanzintermediär alternativ auch Fotografien gemäss den Vorgaben nach Rz 32 einholen.*". Furthermore, note 32 suggests that the contracting party supplies photographs of themselves. As it may be difficult to standardise the size, quality and format of such photos taken by applicants, this may lead to unnecessary delays and complications – we therefore suggest to consider deleting the relevant part of the note ("und von ihr selbst").

The procedure described in Section IV.B shall substitute the account opening process by correspondence. However, in fact, the process becomes even more burdensome if cumulatively (i) a photo of the individual (ii) a verification with technical assistance (Note 32), (iii) a money transfer from a Swiss bank (Note 33), (iv) a TAN (Note 34), and (v) a utility bill etc. (Notes 35-37) are required. We consider the technical verification (Note 32) and the utility bill etc. (Notes 35-37) to be sufficient to identify the counterparty and the counterparty's domicile.

We do not see why the Draft Circular provides for a more restricted regime compared to other countries. The purpose of the online-process should be to allow for remote account opening without making the process unduly complicated. The requirements in Notes 33 and 34 in fact limit the remote account opening to the Swiss market, since foreign counterparties may not be in a position to transfer money from a Swiss bank account (Note 33), because they may not have



such an account, and a TAN application (Note 34) may be restricted if a counterparty uses non-Swiss phone numbers.

Further, we do not see why a wire transfer from a Swiss bank account would be required at all, since the wire transfer per se does not allow for the identification of the counterparty nor of its domicile (also, notwithstanding the foregoing, it is incomprehensible why banks of other FATF/GAFI-compliant member states are excluded). Also, as set out above, a TAN is no adequate tool to enhance the identification process in the context of anti-money laundering prevention. Therefore, **we suggest deleting Notes 33 entirely and the first phrase of Note 34.**

As already set out above (with regard to Note 16), the technical verification in Note 32 should be no requirement for the verification process, since it does not necessarily enhance its quality. **We suggest amending Note 32** accordingly.

Moreover, where a financial intermediary's policy is to categorically decline third party payments, it should be able to open the account as per note 32 using simple copies only as this reduces the threat of fraud and represents a much simpler client journey in the account opening process.

Conditions of notes 35 to 37 should be alternative and not cumulative. We suggest to add "or" at the end of each note.

Finally, Note 36 should correctly say "postal delivery" (*Postzustellung*) instead of "exchange of correspondence" (*Schriftenwechsel auf dem Korrespondenzweg*) in accordance with Art. 10 VSB 16. These terms are not interchangeable, since an exchange of correspondence would also require the response from the counterparty. **We suggest amending Note 36** accordingly.

#### Notes 42 to 46:

The second sentence in Note 42 could be misunderstood to mean that the procedure according to Section V. of the Draft Circular would not be available if the information about the beneficial owner is used in the context of a video-identification procedure. However, this cannot be its meaning, since the purpose of the video-procedure as a remote identification process would be undermined. **We suggest deleting the second sentence in Note 42** entirely (i.e. the deletion of the sentence "*Die Erklärung ist im Kontext [...] notwendig machen*").



Many thanks for your attention.

Sincerely,

IG BANK SA

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Bajjali', written over a horizontal line.

F. Bajjali  
CEO

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Santangelo', written over a horizontal line.

F. Santangelo  
Head of Legal & Compliance

**From:** Philipp Pointner [mailto:philipp.pointner@jumio.com]  
**Sent:** Monday, January 18, 2016 5:59 PM  
**To:** Witz Dominik  
**Subject:** Stellungnahme zu Rundschreiben Video- und Online Verifizierung

Sehr geehrter Herr Witz,

Im Namen von Jumio möchte ich gerne folgende Stellungnahme abgeben:

Der Entwurf zum Rundschreiben für Video- und Online Verifizierung wird von Jumio ausserordentlich begrüßt.

In der Gesetzgebung verankerte Technologieneutralität im Bereich der Kundenverifizierung ist aus unserer Sicht eine sehr wichtige Entwicklung für die Finanzwirtschaft. Gleichzeitig muss auch weiterhin Geldwäsche und Terrorfinanzierung in gleicher Qualität verhindert werden.

Jumio hatte in den letzten Jahren eine Vorreiterrolle im Bereich der Online-Identitätsprüfung und konnte in Zusammenarbeit mit Banken, Fluglinien und vielen anderen Branchen erfolgreich demonstrieren, dass es möglich ist einen effizienten, kundenfreundlichen Prozess zu schaffen, der das geforderte Maß an Sicherheit gewährleistet.

Wir haben ihren Entwurf aufmerksam studiert. Betreffend des Bereichs "Weitere Formen der Online-Identifizierung" (Jumio bietet keine Video Identifizierung an) sind wir der Ansicht dass die Änderungen sich sehr Vorteilhaft auswirken werden.

Speziell die Forderung nach einer "Fotografie der eigenen Person" wir von uns sehr begrüßt, denn sie stellt aus Jumios Sicht einen entscheidenden Bestandteil der Vertrauenskette dar.

Jumio freut sich auf weitere Zusammenarbeit in der Zukunft mit FINMA und den Schweizer Finanzintermediären.

Mit freundlichen Grüßen  
Philipp Pointner

VP Product  
Jumio

Luzerner Kantonalbank AG  
Rechtsdienst & Compliance  
Pilatusstrasse 12  
Postfach  
6002 Luzern

Telefon 0844 822 811  
Telefax 041 206 29 16  
info@lukb.ch, www.lukb.ch  
CHE-116.303.553 MWST

## **Elektronisch**

**FINMA**  
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht  
z.H. Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Datum	18. Januar 2016 DR-Fep
Telefon direkt	041 206 24 86 Peter Felder
Telefax direkt	041 206 29 16
E-Mail	peter.felder@lukb.ch

## **Stellungnahme zum Entwurf eines Rundschreibens betr. Video- und Online-Identifizierung vom 21. Dezember 2015**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf Ihre Einladung zur Stellungnahme zum Entwurf eines Rundschreibens betr. Video- und Online-Identifizierung vom 21. Dezember 2015.

Gerne nehmen wir dazu wie folgt Stellung:

Die FINMA will mit dem neuen Rundschreiben die aufsichtsrechtlichen Rahmenbedingungen für die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen im Finanzbereich über digitale Kanäle schaffen. Sie geht dabei davon aus, dass Sorgfaltspflichten technologieneutral erfüllt werden können.

Es ist auf Seiten der Finanzintermediäre ein Bedürfnis, dass die Sorgfaltspflichten der Geldwäschereiregulierung auch auf Online-Kanälen wahrgenommen werden können. Aus Sicht einer Universalbank besteht dabei das Bedürfnis, dass die regulatorischen Anforderungen möglichst einfach und praktikabel erfüllt werden können.

### **1. Allgemein**

#### **1.1. Identifikation von Kunden per Video möglich**

Generell begrüßen wir, dass mit dem neuen Rundschreiben die Möglichkeit der Aufnahme von Geschäftsbeziehungen über elektronische Kanäle verbessert wird und es künftig erlaubt sein wird, Kunden auch Videoübertragung zu identifizieren. Wir sind jedoch der Meinung, dass der aufgezeigte Weg technisch anspruchsvoll ist. Damit einher geht nicht, wie von Seiten der Finanzinstitute gewünscht, eine Erleichterung, sondern das im Rundschreiben aufgezeigte Verfahren ist aus unserer Sicht verglichen mit beispielsweise der bewährten Identifizierung aufgrund persönlicher Vorsprache deutlich aufwändiger und restriktiver. Wir nehmen zu den einzelnen Randziffern nachfolgend detailliert Stellung.

## **2.2. Elektronische Echtheitsbestätigung**

Wir begrüßen, dass als Ergänzung der bisherigen Regeln der VSB neu die Möglichkeit geschaffen wird, sich Echtheitsbestätigungen von Ausweiskopien und Kundendokumenten auch auf digitalem Weg zustellen zu lassen. Wir erachten die Bestimmungen über den Korrespondenzverkehr und die Möglichkeit, sich Dokumente auch auf elektronischem Weg zustellen und bestätigen zu lassen als wertvolle Erweiterung der digitalen Kommunikationsmöglichkeiten.

Wichtig ist aus unserer Sicht, dass die Verfahrensanforderungen beschränkt bleiben auf die Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung (Formulare A, R, K, T, I, S) und nicht auf alle Arten von Korrespondenz anwendbar erklärt werden.

## **2. Stellungnahme zu den einzelnen Randziffern**

### **Bemerkungen zu Randziffern 6 und 7**

Die in diesen Randziffern beschriebenen Verfahren sind sehr detailliert und verglichen etwa den Anforderungen, die die deutsche BaFin aufstellt, sehr komplex. Technisch gesehen machen die beschriebenen Verfahren zwar durchaus Sinn, jedoch stellen diese gegenüber den klassischen Identifizierungsverfahren keine wirkliche Erleichterung dar. Insbesondere mit den Randziffern 6 und 7 werden Anforderungen gestellt, für die heute nach unserem Dafürhalten keine praktikablen technischen Mittel zur Verfügung stehen. Insbesondere Randziffer 7 stellt aus unserer Sicht äusserst hohe technologische Anforderungen, die bedingen, dass sowohl der interessierte Kunde als auch das Finanzinstitut über entsprechende Soft- und Hardware verfügen müssen. Dies bringt aus unserer Sicht keine grosse Vereinfachung, insbesondere nicht im Retailgeschäft.

Zum Vergleich schreibt die BaFin in ihrer Publikation folgendes:

"Im Rahmen der Videoübertragung sind von dem jeweiligen Mitarbeiter Fotos / Screenshots anzufertigen, auf denen der Vertragspartner sowie Vorder- und Rückseite des von diesem zur Identifizierung verwendeten Ausweisdokumentes und die darauf jeweils enthaltenen Angaben deutlich erkennbar sind. Der Kunde hat ferner während der Videoübertragung die vollständige Seriennummer seines Ausweisdokuments mitzuteilen. Das Gespräch zwischen dem Mitarbeiter und dem Vertragspartner ist zudem akustisch aufzuzeichnen. Eine Identifizierung des Vertragspartners mittels Videoübertragung ist nur zulässig, wenn sich dieser zu Beginn mit den Aufzeichnungen ausdrücklich einverstanden erklärt hat. Nur Ausweisdokumente, die über optische Sicherheitsmerkmale verfügen, welche holographischen Bildern gleichwertig sind, können im Rahmen dieses Verfahrens als Identifikationsnachweis dienen. Der Mitarbeiter muss sich vom Vorhandensein dieser optischen Sicherheitsmerkmale visuell überzeugen und sich damit hinsichtlich der Authentizität des Ausweises vergewissern. Hierzu muss der zu identifizierende Vertragspartner den Ausweis vor der Kamera nach Anweisung des Mitarbeiters horizontal bzw. vertikal kippen. Der Mitarbeiter muss ausserdem überprüfen, ob das Ausweisdokument unversehrt laminiert ist und kein aufgeklebtes Bild enthält. Eine korrekte Ziffernorthographie muss vorliegen. Der Mitarbeiter muss sich zudem davon überzeugen, dass das Lichtbild und die Personenbeschreibung auf dem verwendeten Ausweisdokument zu dem zu identifizierenden Vertragspartner passen. Lichtbild, Ausstellungsdatum und Geburtsdatum müssen ebenfalls zueinander passen."

Wir verstehen die Publikation der BaFin so, dass eine Identifizierung via Videoübertragung auch ohne zusätzliche Software zur automatischen Erkennung von Ausweisen möglich ist. Wir würden eine Lösung analog derer der BaFin und ohne zusätzliche, Anforderungen bezüglich Software (die heute noch nicht zur Verfügung steht), bevorzugen.

### **Bemerkungen zu Randziffer 10**

RZ 10 bestimmt, dass vom Gespräch eine Audioaufzeichnung gemacht werden muss. Wir gehen demnach davon aus, dass die Videosequenz selbst nicht aufgezeichnet werden muss und sich der Finanzintermediär auf Screenshots oder Fotografien (vgl. RZ 15) verlassen kann. Dies wäre zu präzisieren.

### **Bemerkungen zu Randziffer 13**

Diese RZ ist aus unserer Sicht wenig praktikabel, wenig realitätsnah und stellt zu hohe Anforderungen: RZ 13 geht davon aus, dass die Vertragspartei sich beim Finanzintermediär meldet und ihre Angaben elektronisch (z.B. auf einem Portal des Finanzintermediärs) hinterlegt. Anschliessend vereinbaren die Parteien eine Videokonferenz. Anlässlich der Videokonferenz muss der Finanzintermediär "mittels technischer Hilfsmittel" oder "anhand von gezielten Fragen" die Angaben der Vertragspartei überprüfen. Er muss sich dabei auch "elementaren Verhaltenspsychologischen Beobachtungen" bedienen.

Wir würden eine einfachere Beschreibung (z.B. analog der einfachen Prozessbeschreibung der BaFin) ohne die Anforderung an undefinierte "elementare verhaltenspsychologische Beobachtungen" bevorzugen.

### **Bemerkungen zu Randziffer 14**

Aus strafrechtlichen und datenschutzrechtlichen Gründen ist klar, dass vorgängig zur Videoidentifizierung und Audioaufzeichnung das Einverständnis der Vertragspartei eingeholt werden muss. Nicht nachvollziehbar ist aus unserer Sicht, dass der Finanzintermediär in diesem Fall auch sicherstellen muss, dass die Datenschutzbestimmungen der Schweiz und des Domizillandes der Vertragspartei vollumfänglich eingehalten werden. Dass dem Finanzintermediär von der FINMA auferlegt wird, im äussersten Fall weltweit sämtliche Datenschutzbestimmungen vollumfänglich einzuhalten ist aus unserer Sicht weit über das Ziel hinausgeschossen und klar wettbewerbsnachteilig. Wiederum erlauben wir uns den Vergleich auf die Regulierung der BaFin, welche keinerlei derartiger Zusatzanforderungen vorsieht. Es muss aus unserer Sicht genügen, dass der Kunde den Schutz des Schweizerischen Datenschutzgesetzes geniesst.

### **Bemerkungen zu Randziffer 16**

Wir können nicht nachvollziehen, warum die Überprüfung nicht auch manuell und ohne Einsatz technischer Hilfsmittel vollzogen werden kann. Dies wäre aus unserer Sicht zu vereinfachen. Zum Vergleich erlauben wir uns wiederum auf die BaFin zu verweisen, die folgendes verlangt: "Der Mitarbeiter muss sich vom Vorhandensein dieser optischen Sicherheitsmerkmale visuell überzeugen und sich damit hinsichtlich der Authentizität des Ausweises vergewissern."

### **Bemerkungen zu Randziffer 24**

Um Missverständnisse für die einzelnen Finanzintermediäre zu vermeiden, würden wir es begrüssen hier auf die VSB oder auf die anwendbare SRO-Bestimmung zu verweisen.

### **Bemerkungen zu Randziffer 32-37**

Wir begrüssen, dass elektronisch erstellte und dem Finanzintermediär eingreichte Kopien den echtheitsbestätigten Ausweiskopien gleichgestellt werden können. Wir sind jedoch auch hier der Meinung, dass auf die Anforderung des Einsatzes von Technologie verzichtet werden sollte und stattdessen auch die manuelle Überprüfung möglich sein müsste. Zudem erachten wir die Anforderung einer Geldüberweisung von einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank in der Schweiz von RZ 33 als unnötige zusätzliche Hürde und im Widerspruch zur einfacheren Regelung in RZ 39, wo eine Überweisung ab einem auf die Vertragspartei lautenden Konto bei einem Finanzintermediär aus einem Land mit gleichwertiger Geldwäschereiregulierung stammen kann.

### **Bemerkungen zu Randziffer 43**

Mit der Einschränkung auf die qualifizierte elektronische Signatur gemäss ZertES findet eine Einschränkung der Möglichkeit, eine zertifizierte Unterschrift zu verwenden, auf Vertragspartner in der Schweiz statt. Wir würden diesbezüglich begrüssen, dass auch europäische Zertifikate anerkannt werden könnten, weil ansonsten der Finanzintermediär üblicherweise das Verfahren gemäss RZ 44 wählen wird.

Wir danken Ihnen für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Für allfällige Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Luzerner Kantonalbank



Louis Fischer  
Leiter Rechtsdienst & Compliance



Peter Felder  
Rechtsdienst & Compliance

**From:** Marc Riedi [mailto:Marc.Riedi@paysafe.com]  
**Sent:** Friday, January 08, 2016 5:36 PM  
**To:** Witz Dominik  
**Cc:** Donati Luciano  
**Subject:** Stellungnahme FINMA-Rundschreiben 2016/xx "Video- und Onlineidentifizierung"  
**Importance:** High

Sehr geehrter Herr Witz

Besten Dank für die Möglichkeit zur Stellungnahme zum FINMA-Rundschreiben Video- und Onlineidentifizierung bis spätestens 18. Januar 2016.

Ich beziehe mich auf drei Aspekte, die paysafecard.com Schweiz GmbH (PSC-CH) gerne geklärt/präzisiert im Rahmen der Anhörung bekommen würde:

- Identitätsprüfung RZ 17: ist es zwingend nötig die Verifizierung mittels TAN zum Abschluss des Identifizierungsprozesses vorzunehmen oder könnte dieser nicht auch bereits zu Beginn bzw. im Verlaufe des Video- und Onlineidentifizierungsprozesses stattfinden bzw. eingebaut werden?

Wir stellen uns vor, dass sowohl die vom Kunden angegebene E-mail Adresse als auch Handy-Nummer verifiziert werden muss. Um die (zeit-)aufwändigen Arbeiten ökonomischer zu gestalten würde es PSC-CH begrüssen, diese Prüfung möglichst früh im Prozessablauf einzubauen.

- Scan des unterzeichneten Formulars RZ 46: Kann das von der Vertragspartei ausgedruckte, physisch unterzeichnete, eingescannte oder fotografierte und dem FI übermittelte Formular für die wirtschaftliche Berechtigung alternativ zur E-Mail Zustellung nicht auch gleichwertig direkt auf der Web-Seite des FI hochgeladen werden (mittels sog. upload) und so dem Kundendossier zugeordnet werden? Somit könnte die Technologieneutralität besser gewährt bleiben.

- Bezug Dritter RZ 47: Gibt es irgendwelche Auflagen/Vorschriften wo (geographisch) die Anlagen (Server, Datenbank) bzw. ausführenden Personen (VideoCallCenter) des Unternehmens (Dritte) domiziliert sein müssen, an welche die Durchführung der Identifizierung der Vertragspartei gemäss Abschnitt III und IV sowie die Feststellung der wirtschaftlich berechtigten Person gemäss Abschnitt VI beauftragt bzw. ausgelagert wird?

Mit anderen Worten es gilt aus der Warte von PSC-CH durch die FINMA zu klären,

- ob Drittfirmen eine operative Tätigkeit für die Erbringung dieser Dienstleistung zu 100% in der Schweiz aufweisen müssen ;
- ob Teilaspekte durch den Dritten auch im Ausland durchgeführt bzw. gehosted werden dürfen (und wenn ja welche?);
- oder ist für die FINMA dieser Aspekt vollkommen offen und könnte selbst eine 100%-ige Ansiedelung und Abwicklung der Tätigkeiten des Dritten im Ausland möglich sein? (wenn ja, welche spezifischen Anforderungen die gemäss FINMA erfüllt sein müssten, kämen hierbei zu tragen?)

Im Namen von PSC-CH und ihren Kunden bedanken wir uns auf die Klärung/Präzisierung dieser Frageaspekte durch die FINMA und freuen uns auf Ihr Rückmeldung und Finalisierung des zielführenden und hilfreichen Rundschreiben 2016/xx Video- und Online-Identifizierung.

Mit freundlichen Grüssen Ihr

Marc Riedi  
Geschäftsführer Schweiz

paysafecard.com Schweiz GmbH  
Business Village Luzern  
Platz 6  
CH-6039 Root D4

mail: [m.riedi@paysafecard.com](mailto:m.riedi@paysafecard.com)

tel: +41 41 541 93 93

**From:** larissa.braun@post.ch [mailto:larissa.braun@post.ch]  
**Sent:** Tuesday, January 12, 2016 4:18 PM  
**To:** Witz Dominik  
**Subject:** Feedback FINMA-Rundschreiben Online-Identifizierung

Sehr geehrter Herr Witz

Wir haben das Rundschreiben zur Videoidentifizierung mit unserem Produktmanagement geprüft.

Uns ist beim Artikel 41

Die auf diese Weise ausgestellte Echtheitsbestätigung enthält zusätzlich die Wohnsitzbestätigung nach Art. 45 Abs. 2 GwV-FINMA, wenn der Aussteller von Echtheitsbestätigungen nach Art. 49 GwV-FINMA die Überprüfung der Echtheit des Identifizierungsdokuments an derjenigen Adresse vornimmt, welche dem Finanzintermediär von der Vertragspartei im Eröffnungsprozess als Wohnsitzadresse mitgeteilt wurde

aufgefallen, dass es die Möglichkeit der Avisierung gibt. Das bedeutet, wenn ein Empfänger nicht zu Hause ist, wird vom Briefträger eine Avisierung ausgestellt. Damit kann der Empfänger die Sendung in der Poststelle entgegen nehmen und sich identifizieren lassen. Der Prozess läuft genau wie an der Haustüre (Ausweis zeigen, Ausweis fotografieren etc.), nur dass er in den Räumlichkeiten bei Poststellen und Verkauf (=Postfiliale) stattfindet.

Artikel 45, Absatz 2 GwV-FINMA besagt, dass die Wohnsitzadresse durch Postzustellung oder auf andere gleichwertige Weise geprüft werden muss.

Aus unserer Sicht ist die Möglichkeit der Avisierung in Artikel 41 enthalten bzw. abgedeckt. Sehen Sie das genauso?

Ansonsten haben wir keine Anmerkungen.

Wir danken Ihnen für die gute und unkomplizierte Zusammenarbeit.

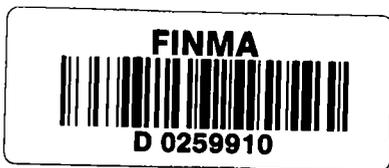
Mit freundlichen Grüßen

Larissa Braun

Marktmanagerin PM11  
Post CH AG  
PostMail, Marketing  
Wankdorfallee 4  
3030 Bern

Mobil: +41 - 079 - 453 59 09  
Fax: +41 - 058 - 667 33 55

E-Mail: [larissa.braun@post.ch](mailto:larissa.braun@post.ch)  
Internet: [www.post.ch](http://www.post.ch)



PostFinance AG  
Compliance  
Mingerstrasse 20  
3030 Bern

Telefon +41 58 386 60 60  
Fax +41 58 667 44 22  
www.postfinance.ch

P.P. 502301236  
CH-4808 Zofingen

A-PRIORITY

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern



Datum 15. Januar 2016  
Ihre Nachricht  
Unser Zeichen  
Kontaktperson René Oppliger  
E-Mail rene.oppliger@postfinance.ch  
Direktwahl +41 76 383 73 84

FINMA		
ORG	18. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung:		FLP

**Anhörung zum Entwurf des FINMA Rundschreibens 2016/xx „Video- und Online-Identifizierung“**

Sehr geehrter Herr Witz

Wir nehmen in rubrizierter Angelegenheit Stellung zum vorgelegten Entwurf vom 21. Dezember 2015 und bedanken uns für die Berücksichtigung der nachfolgend vorgetragenen Anmerkungen.

**1 Generelle Bemerkungen**

Die neuen technischen Möglichkeiten führen zu veränderten Kundenbedürfnissen. Zudem ist es ein Nachteil für unsere Wirtschaft, wenn Technologien im Ausland angewandt werden dürfen, während diese in der Schweiz nicht zugelassen sind.

PostFinance begrüsst es daher sehr, dass mittels eines Rundschreibens zusätzliche Möglichkeiten zur Identifizierung erlaubt werden sollen.

**1.1 Zukünftigen Technologien gerecht werden**

Die aufsichtsrechtlichen Vorgaben sollten im Grundsatz „technologieneutral“ ausgestaltet sein und entsprechend dem Bundesratsbeschlusses vom 13. Januar 2016 sicherstellen, dass „wirtschaftlich erfolgreiche eID-Systeme auf den Markt kommen und sich den technologischen Entwicklungen rasch anpassen können“<sup>1</sup>.

Der vorliegende Entwurf berücksichtigt die heute bekannten neuen Technologien, erlaubt aber u.E. keine weitergehende Innovationen. Nehmen wir das Beispiel einer Lösung, bei welcher sich eine Person mittels Dateneingabe eindeutig identifizieren lässt (aufgrund einer Blockchain analogen Technologie). Berücksichtigt das neue Rundschreiben derartige zukünftige Möglichkeiten nicht, drohen dem Schweizer Markt Wettbewerbsnachteile.

<sup>1</sup> Medienmitteilungen, Der Bundesrat, 13.01.2016, Bundesrat beschliesst weitere Schritte für staatlich anerkannte elektronische Identitäten

Datum 15. Januar 2016

Seite 2

Gegenüber Art. 50 Abs. 1<sup>2</sup> der DUFI-Regulierung in der GwV-FINMA ist das Rundschreiben u.E. ein Rückschritt. Erstens werden die Identifikationsanforderungen detailliert vorgegeben. Zweitens werden sie auf drei Verfahren eingeschränkt. Für weitere technologische Möglichkeiten besteht kein Freiraum.

Wir würden es daher vorziehen, wenn die Formulierung von Art. 50 Abs. 1 an Stelle der Rz 31-41 stehen würde. Die Rz 31-41 könnten ggf. als Beispiele für „Echtheitsbestätigungen“ mit den unten erläuterten Vereinfachungen aufgeführt werden.

Zudem würden wir eine zukunftsweisende Zusatzbestimmung begrüßen, welche keine Anpassung der Regulierung erfordert, um der künftigen Entwicklung gerecht zu werden. Dazu schlagen wir eine Formulierung in folgendem Sinn vor:

Variante 1:

„*V<sup>bis</sup>. Neue Technologien oder Verfahren*“

*Für die Anwendung einer Technologie resp. eines Verfahrens zur Identifikation und Abklärung des wirtschaftlichen Berechtigten, welche von denjenigen im vorliegenden Rundschreiben abweichen, hat der Finanzintermediär oder dessen beigezogene Dritte die Bestätigung einer für Banken anerkannten Prüfgesellschaft einzuholen, dass das Verfahren eine gleichwertige Zuverlässigkeit bietet.“*

Variante 2:

„*V<sup>bis</sup>. Neue Technologien oder Verfahren*“

*Für die Anwendung einer Technologie resp. eines Verfahrens zur Identifikation und Abklärung des wirtschaftlichen Berechtigten, welche von denjenigen im vorliegenden Rundschreiben abweichen, hat der Finanzintermediär oder dessen beigezogene Dritte vor dessen Anwendung die Bewilligung der FINMA einzuholen. Dazu hat er oder dessen beigezogene Dritte mit dem Antrag an die FINMA folgende Unterlagen einzureichen:*

- 1. Beschreibung der angewandten Technologie resp. des Verfahrens*
- 2. Beschrieb über Art und Ort der gespeicherten Daten*
- 3. Bestätigung einer für Banken anerkannten Prüfgesellschaft, dass das Verfahren eine gleichwertige Zuverlässigkeit bietet wie eine der im vorliegenden Rundschreiben beschriebenen Formen.*

*Die FINMA kann weitere Gutachten einfordern, das Vorgehen unter zusätzlichen Auflagen genehmigen oder die Bewilligung verweigern.“*

## **1.2 Zu einschränkende Regelungen**

Wie unter Ziffer 2 nachfolgend einzeln aufgeführt, sind die Anforderungen an die neuen Formen der Online-Identifizierung insgesamt sehr aufwändig und z.T. mit mehreren zusätzlichen Absicherungen verbunden, was neue Möglichkeiten stark und unnötig einschränkt. Neue Technologien dürften in absehbarer Zeit in Bezug auf die korrekte Identifizierung zuverlässiger sein als die persönliche Vorsprache und die echtheitsbescheinigte Ausweiskopie. Mit den strikten Anforderungen wird diese Entwicklung gebremst und der Werkplatz Schweiz gegenüber dem Ausland ggf. benachteiligt.

<sup>2</sup>Der DUFI kann auf die Echtheitsbestätigung verzichten, wenn er andere Massnahmen ergreift, die es ihm ermöglichen, die Identität und die Adresse der Vertragspartei zu überprüfen. Die ergriffenen Massnahmen sind zu dokumentieren.

## 2 Besprechung einzelner Vorschriften

Nachfolgend werden die für PostFinance wesentlichen Vorschriften in chronologischer Reihenfolge besprochen, wobei, sofern nicht anders erwähnt, stets auf die Formulierung des Rundschreibenentwurfes Bezug genommen wird.

### 2.1 Randziffern 6 und 7

Die zusätzlich einzusetzenden Mittel sind eine Verschärfung gegenüber der persönlichen Vorsprache. Die Videoidentifizierung wird u.E. unnötig erheblich erschwert und verteuert. Zudem werden andere (zukünftige) gleichwertige Verfahren durch die abschliessende Aufzählung ausgeschlossen. Was mit der Entschlüsselung der Codierzeile gemeint ist, erfordert u.E. eine zusätzliche Spezifizierung.

### 2.2 Randziffer 10

Fraglich ist, weshalb die gesamte Dauer des Gesprächs mittels Audioaufzeichnung festgehalten werden muss. Aus unserer Sicht genügt Rz 15, sofern nicht ersichtlich ist, welche zusätzliche Sicherheit mittels der Audioaufzeichnung gewonnen werden könnte.

### 2.3 Randziffer 13

Die Pflicht zur Verwendung von „elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen“ lehnen wir aus folgenden Gründen ab:

- Dies würde eine komplett neue Dimension der Prüfpflichten einführen.
- Es wäre unklar, welche Schritte bei welchem Verhalten eingeleitet werden müssten.
- Mitarbeitende müssten in erweiterter Psychologie geschult werden.

### 2.4 Randziffer 16

Es ist nicht nachvollziehbar, warum zusätzlich mittels technischer Hilfsmittel die Übereinstimmung der erstellten Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments vorgenommen werden muss, wenn dies der Mitarbeiter aufgrund der Videobesprechung bereits getan hat. Dies ist nicht verständlich und extrem einschränkend.

Die heute bestehenden Systeme haben sich bisher als sehr restriktiv erwiesen, d.h. bei der kleinsten Abweichung lehnt das System die Übereinstimmung ab. Abweichende Einschätzungen dürften daher die Regel darstellen. Der erste Satz ist deshalb zu streichen.

Im 2. Satz ist unklar, ob damit die MCR-Prüfung gemeint ist und damit nur Rz 6 wiederholt wird.

### 2.5 Randziffer 17

Es ist nicht ersichtlich, weshalb zusätzlich eine TAN verwendet werden muss und wie dies zu verstehen ist. U.E. kann Ziffer 17 gestrichen werden.

### 2.6 Randziffer 21 und 22

Wir empfehlen, dass bei diesen Fällen der Prozess abgeschlossen werden sollte und nachgelagert die Eröffnung abgelehnt wird, um allfällige Dokumentationen für eine Geldwäschereimeldung zu sammeln. So würde auch dem Abklärungsansatz im Sinne Art. 6 GwG Rechnung getragen.

### 2.7 Randziffer 24

Anstelle von „verlangt“ sollte stehen: „holt... ein“. Diese heute übliche Praxis ist einfacher und sicherer.

### 2.8 Randziffer 26

Die Pflicht zur Sicherstellung setzt unnötig höhere Anforderungen als z.B. die Korrespondenzwegeroöffnung.

Datum 15. Januar 2016

Seite 4

## **2.9 Randziffer 28**

„Abschnitten IV bis IV“ sollte wohl „Abschnitt III“ heissen.

## **2.10 Randziffer 30**

Rz 30 enthält einen Verweis auf einen nicht existierenden Abschnitt: „IV.V.B“

## **2.11 Überschrift zu IV. B**

Die Überschrift ist missverständlich, weil sie vorgibt nur „der echtheitsbestätigten Kopie des Ausweisedokuments gleichgestellte Dokumente“ zu beschreiben, welche gemäss VSB stets eine Postzustellung erfordern. Besser wäre statt dessen bspw. folgende Überschrift: „Online-Identifizierung mittels elektronischer Ausweiskopie“.

## **2.12 Randziffer 33 und 34**

Die Anforderungen von Rz 33 und Rz 34 erachten wir als zu restriktiv. Sollte sich die in Rz 32 beschriebene Technologie als ebenso sicher erweisen wie eine Identifikation mittels persönlicher Vorsprache, ist nicht ersichtlich, weshalb zusätzliche Erfordernisse notwendig sein sollten.

Besonders einschränkend ist Rz 33. Dadurch wird die Identifikation auf herkömmliche Weise vorausgesetzt und die neue Technologie nicht akzeptiert. Die Zielgruppen Jugendliche und Auslandschweizer sind damit vielfach ausgeschlossen. Zudem wird der Prozess erschwert und verzögert. Wir empfehlen daher, Rz 33 komplett zu streichen.

In jedem Fall sollte auf die Anforderung der Rz 33 verzichtet werden können, wenn es sich um Vertragspartner mit Wohnsitz in der Schweiz oder um Personen mit Schweizer ID-Dokumenten handelt.

## **2.13 Randziffer 39**

Mit den Vorgaben von Rz 39 wird die elektronische Signatur entwertet und deren Zuverlässigkeit in Frage gestellt. Rz 39 sollte daher gestrichen werden.

## **2.14 Randziffer 42**

Zeile 7: Das Wort „insbesondere“ ist zu streichen.

Zudem ist Rz 42 gemäss nachfolgenden Ausführungen zu ergänzen.

## **2.15 Randziffer 43 bis 46**

Die Anforderungen schränken die Anwendungen der weiteren Formen von Online-Identifizierungen unnötigerweise ein. Wie Rz 44 richtig festhält, geht es um eine eindeutige, zweifelsfreie Zuordnung zur Vertragspartei. Sofern die Abklärung der wirtschaftlich berechtigten Person im Rahmen der Identifikation erfolgt, ist die Zuordnung ohne weiteres gegeben und es reicht z.B. eine elektronische Bestätigung mittels Klick einer entsprechenden Taste, um der Beweisfunktion zu genügen. Die aufgeführten zusätzlichen Pflichten kommen sonst einer erneuten Identifikation gleich.

Entsprechend ist Rz 42 dahingehend zu ergänzen, dass wo keine Gleichstellung zur persönlichen Vorsprache vorliegt, vom Kunden zusätzlich die Erklärung zur wirtschaftlichen Berechtigung eingeholt werden muss. Diese kann mittels einfacher elektronischer Bestätigung erfolgen, sofern die Erklärung im Rahmen des vorgenannten Identifizierungsprozesses abgegeben wird. Zudem ist zu erwähnen, dass die Möglichkeiten von Rz 43 bis 46 nur in denjenigen Fällen zur Anwendung gelangen, bei denen die Abklärung zur wirtschaftlichen Berechtigung nicht mit der Identifikation zusammenfällt.

Datum 15. Januar 2016  
Seite 5

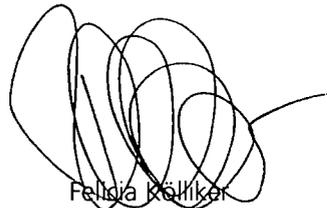
Wir danken Ihnen an dieser Stelle für die Möglichkeit zur Stellungnahme im Rahmen der Anhörung und bitten um eine kritische Auseinandersetzung mit den vorgetragenen Argumenten. Für Rückfragen oder ergänzende Erläuterungen stehen wir jederzeit und gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

PostFinance AG



Patrick Graf  
Leiter Corporate Center



Felicia Källiker  
Leiterin Compliance

# RAIFFEISEN

Raiffeisen Schweiz

Raiffeisenplatz  
9001 St. Gallen  
Telefon 071 225 88 88  
UID CHE-105.997.193  
www.raiffeisen.ch  
gabriela.glaus@raiffeisen.ch



FINMA		
ORG	11. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung:		FLP

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern  
[dominik.witz@finma.ch](mailto:dominik.witz@finma.ch)

Referenz:  
Gabriela Glaus 071 225 49 98

St. Gallen, 5. Januar 2016

## Raiffeisen Schweiz (Raiffeisen) – Unsere Stellungnahme zum Entwurf des FINMA-Rundschreibens 2016/xx „Video- und Online-Identifizierung“

Sehr geehrter Herr Witz

Raiffeisen bedankt sich für die Möglichkeit zur Stellungnahme zum Entwurf des FINMA-Rundschreibens 2016/xx „Video- und Online-Identifizierung“.

Raiffeisen begrüsst die Schaffung der aufsichtsrechtlichen Rahmenbedingungen für die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen im Finanzbereich über digitale Kanäle. Es besteht seitens der Kunden ein zunehmendes Bedürfnis, den Rechtsverkehr digital abwickeln zu können.

Wir haben zum Entwurf folgende Bemerkungen anzubringen:

1. Der Entwurf zum E-FINMA-RS 2016/xx erscheint bezüglich dem Prozessablauf beim digitalen Rechtsverkehr praxisgerecht und umsetzbar.
  - **E-FINMA-RS Rz 17 und Rz 34** erscheint insofern als zu eng, als die Zustellung einer TAN zur Verifizierung ausschliesslich zulässig sein soll zum Abschliessen des Identifizierungsprozesses. Je nachdem, wie der Identifizierungsprozess aufgebaut ist, sollte der Einsatz der TAN schon in einem früheren Stadium des Prozesses zulässig sein.
2. Unter dem Gesichtspunkt der Abwehr von Geldwäscherei und Terrorismusbekämpfung haben wir folgende Anmerkungen:
  - **Zu E-FINMA-RS Rz 10:** Es ist zu präzisieren, dass die in dieser Rz geforderte Schulung/Ausbildung durch die ordentliche Ausbildung gemäss Art. 27 GwV-FINMA abgedeckt ist.
  - **Zu E-FINMA-RS Rz 11:** Im Rahmen der Identitätsprüfung wird die Video- und Audioaufzeichnung des Identifizierungsvorgangs zu den Akten genommen und archiviert. Damit ist das Gespräch jederzeit nachvollziehbar. Insofern erscheint der geforderte Gesprächsleitfaden nicht notwendig.
  - **Zu E-FINMA-RS Rz 22:** Die Identitätsprüfung im Rahmen der Videoidentifizierung ist auf Kundenbeziehungen ohne erhöhte Risiken reduziert. Dies schränkt den Anwendungsbereich ein und scheint nicht praktikabel, da bei Kunden mit erhöhten Risiken die Videoidentifizierung abgebrochen werden müsste. Die Randziffer ist zu streichen.

- **Zu E-FINMA-RS Rz 25:** Gemäss Art. 44 Abs. 3 GwV-FINMA sowie den entsprechenden Bestimmungen der VSB sind die „Eröffner“ nicht zu identifizieren, sondern deren Identität ist zu überprüfen. Im letzten Satz von Rz 25 ist somit der Begriff Identifizierung durch „Überprüfung der Identität“ zu ersetzen.
- **Zu E-FINMA-RS Rz 26:** Die systematische Einordnung dieser Ausführungen sollte überprüft werden. Sie scheinen besser zu Ziff. V. zu passen. Ebenfalls ist zu präzisieren, ob diese Anforderung auch für die Erklärung der wirtschaftlich Berechtigten an den Vermögenswerten sowie betreffend Angaben gilt, die in Bezug auf Insurance Wrapper (Formular I), Stiftungen (Formular S) und Trusts (Formular T) erhoben werden.
- **Zu E-FINMA-RS Rz 35:** Der Begriff der Utility Bill ist unseres Erachtens enger als derjenige einer „Rechnung“. Entweder ist ausschliesslich der Begriff Rechnung zu verwenden oder der Begriff der Utility Bill zu definieren.
- **Zu E-FINMA-RS Rz 42:** Es ist zu präzisieren, dass die „Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung“ auch „analoge“ Erklärungen umfasst, die für Trusts, Stiftungen und Insurance Wrapper eingeholt werden (Formular T, S und I).
- **Zu E-FINMA-RS Rz 43:** Der Erhalt von Erklärungen über die wirtschaftliche Berechtigung kann auch während einer Geschäftsbeziehung erforderlich werden (z.B. bei Zweifeln, ob die ursprüngliche Erklärung zutrifft). Rz 43 sollte entsprechend auch die Möglichkeit der Einholung eines Onlineformulars im Verlauf der Geschäftsbeziehung vorsehen.

3. Schliesslich haben wir noch drei formelle Hinweise:

- **In E-FINMA-RS Rz 28** kann der Querverweis „... die unter den Abschnitten **IV bis IV ...**“ nicht stimmen. Absicht war wohl, auf Abschnitt III zu verweisen.
- **In E-FINMA-RS Rz 30** kann der Querverweis „... Verfahren gemäss Abschnitt **IV.V.B ...**“ nicht stimmen. Absicht war wohl, auf Abschnitt IV.B zu verweisen.
- **Zu E-FINMA-RS Rz 50**, betreffend Art. 16 Abs. 1 Bst. a GwV-FINMA: Der Wortlaut entspricht noch der „alten“ GwV-FINMA.

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung und Übernahme unserer Bemerkungen und Vorschläge. Für weiterführende Auskünfte oder Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

**Raiffeisen Schweiz**

  
Nadja Ceregato  
Leiterin Legal & Compliance

  
Gabriela Glaus  
FINMA-Office

Kopie an:

- Schweizerische Bankiervereinigung, zHv Lukas Wiedemann, Postfach 4182, CH-4002 Basel

**From:** Bucheli, Christian [mailto:Christian.Bucheli@six-group.com]  
**Sent:** Tuesday, January 12, 2016 11:25 AM  
**To:** Witz Dominik  
**Subject:** ---Signed\_And\_Encrypted\_Message--- Feedback auf FINMA Circular 2016/xx Video- and Online Identification  
**Sensitivity:** Confidential

Sehr geehrter Herr Witz,

Ich bin verantwortlich für M&A und strategische Ventures in der Division Payments Services von SIX. In dieser Position bin ich relativ nahe beim Thema Innovation innerhalb und ausserhalb der Schweiz.

Wie sie sich vielleicht erinnern hat SIX Group als eine der ersten Firmen für die P2P Zahlungslösung zum Teil digitale Elemente implementiert im Rahmen des AML/KYC Prozesses. Zudem arbeiten wir im Rahmen unseres Innovationsprogrammes mit diversen Startups zusammen, wovon einige eventuell auch in diesem Feld mit guten neuen Ideen auf den Markt kommen könnte.

Das Thema ist also von grossem Interesse für unsere Firma. Ich finde das Rundschreiben der FINMA und die Vorschläge inhaltlich richtig und umfassend. Besonders wertvoll erachte ich diese neuen Authentisierungsmechanismen für Kunden, die ausserhalb der Schweiz wohnen, denn gerade dort ist die räumliche Distanz oft ein wichtige Hürde die genommen werden muss bevor jemand von schweizerischen Finanzdienstleistungen profitieren kann.

Für in der Schweiz domizilierte Personen sind ihre Vorschläge sicher auch sehr hilfreich. Ich denke jedoch, dass wir für Leute die in unserem Land wohnen mittelfristig ein „federated digital ID management system“ aufbauen sollten ähnlich wie dies die Finanzindustrie in enger Zusammenarbeit mit den Behörden in Dänemark und Norwegen erfolgreich implementiert haben. Diese Systeme haben den jeweiligen Dienstleistungswirtschaften zu einer bedeutenden Produktivitätssteigerung verholfen, denn Medienbrüche werden vermieden und relativ zeitaufwendige Prozesse wie eben auch eine Video Authentisierung sind von vornweg gar nicht mehr notwendig.

In Europa wird mit der PSD2 die sogenannte Access to Account Thematik eine Realität. Dadurch wird es wahrscheinlich möglich Neukunden in ähnlicher Weise wie in Skandinavien heute schon für neue Finanzdienstleistungen zu authentisieren. Es wird also für die Schweiz interessant sein zu beobachten wie Digital ID und PSD2 sich in Europa entwickeln damit wir auch hier möglicherweise eine nationale Lösung aufbauen können, die dem Wettbewerb stand hält.

Best regards - Freundliche Grüsse - Vriendelijke groet - Salutations distinguées - Distinti saluti -  
Muy atentamente

Christian Bucheli  
Head of Strategic Ventures  
Executive Director

SIX Payment Services  
Hardturmstr. 201  
P.O. Box  
CH-8021 Zürich

Tel. +41 58 399 91 35  
Mob. +41 79 356 47 67  
Fax +41 79 358 46 01

[christian.bucheli@six-group.com](mailto:christian.bucheli@six-group.com)  
[www.six-payment-services.com](http://www.six-payment-services.com)

The content of this e-mail is intended only for the confidential use of the person addressed.  
If you are not the intended recipient, please notify the sender and delete this e-mail immediately.  
Thank you.

SIX Group e-mail signatures are automatically added to e-mails for the sole purpose of exchanging keys.

This electronic signature is neither an advanced nor a qualified electronic signature within the meaning of the federal law relating to electronic signatures of 19 December 2003.



# SRO-SLVASSL

⊕ Selbstregulierungsorganisation des Schweizerischen Leasingverbandes SRO/SLV

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

FINMA		
ORG	20. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung: <i>re</i>		

Zürich, 18. Januar 2016  
B4178727.doc

## Stellungnahme der SRO/SLV zum Entwurf des FINMA-Rundschreibens 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“

Sehr geehrter Herr Witz

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme zum FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“, welche wir hiermit fristgerecht gerne wahrnehmen.

### 1. Generelle Bemerkungen

Die SRO/SLV begrüsst es sehr, dass die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMA) die aufsichtsrechtlichen Rahmenbedingungen für die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen im Finanzbereich über digitale Kanäle schafft und das Prinzip der Technologieneutralität anwenden will. Es ist immer mehr ein Bedürfnis sowohl der Anbieter als auch der Kunden Geschäfte möglichst umfassend über digitale Kanäle abwickeln zu können, ohne dass zwischendurch eine persönliche Vorsprache oder das Einholen von Echtheitsbestätigungen bei der Post oder einem Notar notwendig werden.

Allerdings sind wir der Ansicht, dass der Entwurf des Rundschreibens 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“ insbesondere im Bereich der Videoidentifizierung und der elektronischen Ausweiskopie mit Echtheitsprüfung durch den Finanzintermediär zu strenge Regeln und technische Vorgaben vorsieht. Die technischen Anforderungen zur Überprüfung der Echtheit der Identifizierungsdokumente sind sehr weitgehend und verlangen von den Finanzintermediären grosse Investitionen oder der Rückgriff auf spezialisierte und entsprechend teure Drittdienstleister. Ferner ist zu erwarten, dass auch nur die wenigsten Kunden über kompatible und entsprechend leistungsfähige IT-Mittel verfügen und es entsteht der Eindruck, dass z.B. eine normale im Laptop eingebaute Kamera keine ausreichende Verschlüsselungsmöglichkeit und keine ausreichende Geheimhaltung bezüglich der Datenübertragung gewährleistet.

Das Ziel des Rundschreibens besteht zwar darin, dass weder die eine noch die andere Art der Geschäftsaufnahme bevorzugt, aber auch nicht übermässig erschwert wird. Dieses Ziel wird durch die komplexen Vorgaben unseres Erachtens aber verfehlt. Die spezifischen Risiken bei der Geschäftsaufnahme über digitale Kanäle sind durch geeignete Regeln aufzufangen, ohne aber über das Ziel hinauszuschiessen. Unseres Erachtens sollten deshalb generelle Erleichterungen bei den Vorgaben

und/oder Erleichterungen bei Geschäftsbeziehungen mit einem geringen Risikoprofil geprüft werden.

Schliesslich erscheint es uns angebracht, dass die Vorgaben der FINMA möglichst in genereller Weise abgefasst werden, so dass allfällige weitere technische Entwicklungen ebenfalls unter den Geltungsbereich des Rundschreibens subsumiert werden können. Die konkreten Vorschläge des Rundschreibens scheinen zudem spezifische, derzeit existierende oder sich in der Schlussentwicklung befindliche technische Lösungen zu adressieren und berücksichtigen somit zu wenig die vielfältigen potentiellen technologischen Entwicklungen.

## 2. Bemerkungen zu den einzelnen Randziffern

*Ad Rz. 5:* Der letzte Satz in Rz. 5 ist zu streichen. Die Finanzintermediäre sind unabhängig von dieser expliziten Nennung verpflichtet, die Vorgaben aus der Datenschutzgesetzgebung einzuhalten. Durch separate Nennung spezifischer Vorgaben besteht die Gefahr, dass sich plötzlich die Anforderungen im Rundschreiben von den Anforderungen gemäss der Datenschutzgesetzgebung unterscheiden könnten.

*Ad Rz. 6-7:* In Rz. 6 wird verlangt, dass der Finanzintermediär bei der Überprüfung der Echtheit der Identifizierungsdokumente eine Technologie einsetzt, welche die Entschlüsselung der Codierzeile (MRZ) erlaubt und die holografischen Elemente des Ausweises sowie 3D-Bilder, kinematische Bewegungsstrukturen, Makro- und Mikroschriften oder Wasserzeichen überprüft. Die Einhaltung dieser technischen Vorgaben erscheint überaus kompliziert und es ist unklar, wie viele technische Lösungen aktuell auf dem Markt existieren, welche eine solche technische Überprüfung – insbesondere z.B. auch die Überprüfung holografischer Elemente – zu einem vernünftigen Preis erlauben.

Hinzu kommt die Tatsache, dass der Finanzintermediär, der durch eine persönliche Vorsprache eine Geschäftsbeziehung aufnimmt, gemäss den Pflichten aus dem Geldwäschereigesetz einzig überprüfen muss, ob der zukünftige Vertragspartner und die auf dem Identifizierungsdokument abgebildete Person übereinstimmen. Eine Pflicht zur Überprüfung der *Echtheit* des Ausweisdokuments ergibt sich nicht aus den Vorgaben nach Geldwäschereigesetz (sondern in begrenzter Weise aus den allgemeinen Sorgfaltspflichten). Insbesondere bestehen in den Ausführungserlassen zum Geldwäschereigesetz keine Vorgaben, dass die Echtheit des Ausweises mit technischen Hilfsmitteln geprüft werden muss. Im Sinne der angestrebten Technologieneutralität sind die Ausführungen im Rundschreiben auf die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten zu beschränken. Die Pflicht zur Überprüfung der Echtheit des vorgelegten Ausweisdokumentes mit technischen Hilfsmitteln ist zu streichen. Auch hier besteht ein untergeordnetes Risiko, dass ein Pass gefälscht sein könnte. Insofern erscheinen uns die technischen Anforderungen als zu rigide. Wir beantragen deshalb die Streichung von Rz. 7, weil die Vorgabe sehr weitreichend und in der Praxis kaum umsetzbar ist.

*Ad Rz. 9:* Die Qualität der Übertragung ist insbesondere auch von der Kundenkamera abhängig. Der Finanzintermediär hat darauf nur einen beschränkten Einfluss. Es ist deshalb ausreichend, wenn festgehalten wird, dass Bild- und Tonqualität geeignet sein müssen, um eine einwandfreie Identifizierung zu ermöglichen. Weitere Detaillierungen sind nicht erforderlich.

- Ad Rz. 10:* Die Voraussetzung, dass die gesamte Dauer des Gesprächs bei der Videoidentifizierung mittels Audioaufzeichnung festzuhalten ist, erscheint uns zu weitgehend und sollte gestrichen werden. Auch hier wird eine nicht gerechtfertigte Differenzierung zwischen den sonstigen Identifikationsmöglichkeiten vorgesehen. Das Rundschreiben weicht ohne Begründung von der üblichen Dokumentationspflicht mittels einer elektronischen Erfassung und der physischen oder elektronischen Ablage des Identifikationsdokuments ab.
- Ad Rz. 11:* Auch bei der Verpflichtung zur Erstellung und Nutzung eines Gesprächsleitfadens wird über die Vorgaben des üblichen Identifizierungsvorgangs bei der persönlichen Vorsprache hinausgegangen. Ob eine solche Massnahme erforderlich ist, sollte jedem Finanzintermediär selbst überlassen werden und stellt keine Anforderung im Rahmen des Identifizierungsvorgangs dar. Entsprechend ist diese Vorgabe zu streichen.
- Ad Rz. 13:* Zwecks Sicherstellung einer praxistauglichen Lösung sollte vorgesehen werden, dass die Angaben auch zu Beginn des audiovisuellen Identifizierungsgesprächs übermittelt werden und dass diese Angaben auch von einem Vertreter des Kunden erfasst werden können.
- Die Vorgabe, dass sich der Finanzintermediär bzw. dessen Mitarbeiter elementarer verhaltenspsychologischer Beobachtungen bedient, stellt wiederum ein Erfordernis dar, das eine unsachgemässe Differenzierung zwischen den anderen Identifikationsvorgängen zur Folge hat. Das ausweichende Beantworten von Fragen kann ein Indiz für ein erhöhtes Risiko sein bzw. die Vornahme vertiefter Abklärungen erfordern. Dies gilt aber unabhängig davon, ob eine Identifizierung im Rahmen einer persönlichen Vorsprache vorgenommen wird oder infolge einer Videoidentifizierung. Dieses zusätzliche Erfordernis ist deshalb nicht gerechtfertigt und zu streichen.
- Ad Rz. 14:* Auch hier sollte der letzte Satz vollumfänglich gestrichen werden. Alternativ kann einzig an dieser oder anderer Stelle festgehalten werden, dass die Finanzintermediäre im Rahmen der Geschäftsaufnahme über digitale Kanäle die Vorgaben des schweizerischen Datenschutzrechts einzuhalten haben. Das vorgängige Einholen des Einverständnisses verkompliziert den Vorgang unnötig. Insbesondere ist zu bedenken, dass der Aufbau und die Durchführung einer Videokonferenz die Kooperation des Antragstellers voraussetzt und deshalb das ausdrückliche Zustimmungserfordernis als entbehrlich erscheint.
- Ad Rz. 16:* Die Verpflichtung der Überprüfung mittels technischer Hilfsmittel, ob die erstellten Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments übereinstimmen, stellt wiederum eine unseres Erachtens nicht gerechtfertigte Differenzierung zwischen der Identifikation bei persönlicher Vorsprache und der Identifikation mittels Videoübertragung dar. Dieses Erfordernis sollte gelockert oder gegebenenfalls sogar gestrichen werden.
- Ad Rz. 18:* Infolge des Antrags, dass auf die Erstellung der Audioaufzeichnung verzichtet werden können soll, beantragen wir konsequenterweise die Streichung der Vorgabe bezüglich deren Archivierung.
- Ad Rz. 21:* Das Erfordernis, dass der Finanzintermediär den Identifizierungsvorgang abbrechen muss, wenn er Anhaltspunkte erlangt, die auf erhöhte Risiken hinweisen, ist nicht

nachvollziehbar. Es sollte dem Finanzintermediär überlassen werden, ob er dennoch eine Identifikation über die digitalen Kanäle vornimmt und im Anschluss weitergehende Abklärungen trifft oder ob er z.B. zusätzlich auch noch eine Identifikation mittels persönlicher Vorsprache oder ähnliches verlangen will. Die Pflichten im Zusammenhang mit erhöhten Risiken sind nicht direkt mit den Vorgaben des Identifikationsprozesses zu verbinden.

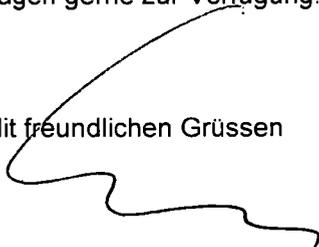
- Ad Rz. 24-25:* Die Regelung bzgl. der Identifikation der Vertretungsberechtigten bei juristischen Personen ist nicht gleichwertig mit den heutigen Möglichkeiten und komplizierter, als manche Regelungen in den Reglementen der Selbstregulierungsorganisationen und der VSB, wonach der Vertretungsberechtigte selber eine Kopie seines Identifikationsdokuments erstellen, dieses datieren sowie visieren und elektronisch dem Finanzintermediär übermitteln kann. Insofern beantragen wir, dass die Regelungen diesbezüglich vereinfacht werden. Mindestens muss im Rundschreiben ausdrücklich erwähnt werden, dass der Finanzintermediär die verschiedenen Dokumente (Existenznachweis der Gesellschaft, Bevollmächtigungsbestimmungen und Ausweiskopien) mittels verschiedener Methoden zur Kundenidentifizierung beschaffen darf (z.B. eigener Ausdruck des Existenznachweises aus Datenbank eines Handelsregistramtes und anschliessende Identifizierung der Vertreter im Rahmen des Online-Kontaktes).
- Ad Rz. 26:* Hinsichtlich der Entgegennahme der Erklärung über den Kontrollinhaber ist unklar, welche konkreten Anforderungen gemäss dem Erfordernis zu erfüllen sind, dass die Erklärung zweifelsfrei den die Vertragspartei vertretenden natürlichen Personen zugeordnet werden kann. Fraglich ist, ob z.B. eine Übermittlung per Mail in Zusammenhang mit einer E-Mail-Adresse, welche aus Vor- und Nachname besteht, ausreichend ist.
- Ad Rz. 32-37:* Der Vorgang bezüglich der elektronischen Ausweiskopie mit Echtheitsprüfung durch den Finanzintermediär ist äusserst kompliziert, technisch nicht nachvollziehbar und unseres Erachtens untauglich. Inwiefern bereits Technologien vorliegen, mit welchen die *Echtheit* des Ausweisdokuments verifiziert werden kann, bleibt offen. Insbesondere auch das Erfordernis, dass sich der Finanzintermediär von der Vertragspartei Geld ab einem auf ihren Namen lautenden Konto bei einer in der Schweiz ansässigen Bank überweisen lässt, ist nicht praxistauglich, ganz abgesehen davon, dass zumindest auch Banken mit Sitz in einem Land, das über eine vergleichbare Geldwäschereiaufsicht wie die Schweiz verfügt, als gleichwertig zu qualifizieren sind. Wir beantragen deshalb die Überarbeitung dieses Regelungsbereichs.
- Ad Rz. 39:* Auch hier ist der Vorgang zur Verifizierung der Identität des Vertragspartners überaus kompliziert geregelt. Die bisherigen Vorgehensweisen, insbesondere die Identifikation über die „remise à main propre“ erscheinen viel einfacher. Insofern wird man mit dieser Regelung dem Anspruch, dass gleichwertige Vorgaben für beide Arten der Identifikation (persönliche Vorsprache und Videoidentifizierung) gelten sollen, nicht gerecht.
- Ad Rz. 42-46:* Diese Möglichkeiten können nach unserem Verständnis auch bei einer Geschäftsaufnahme nach herkömmlicher Art zur Anwendung gelangen. Dies sollte an geeigneter Stelle präzisiert werden. Ebenfalls ist zu präzisieren, dass diese Vorgehensweise selbstverständlich auch für das Formular Kontrollinhaber gelten soll. Der Satz

„sofern sie eine eindeutige, zweifelsfreie Zuordnung zur Vertragspartei ermöglichen“ in Rz. 44 am Ende ist ersatzlos zu streichen. Selbst mittels neuesten technologischen Entwicklungen kann nicht mit hundertprozentiger Sicherheit garantiert werden, dass nicht auch eine missbräuchliche Verwendung möglich sein kann. In Rz. 46 sollte klargestellt werden, dass nicht nur die Übermittlung per E-Mail, sondern – wie bei den Identifikationsdokumenten – eine Übermittlung auf „elektronischem Weg“ möglich ist.

Im Sinne eines Fazits lässt sich somit sagen, dass die Ermöglichung einer Geschäftsaufnahme über digitale Kanäle und die Video- und Onlineidentifizierung einem praktischen Bedürfnis entspricht. Allerdings sind die im Entwurf des Rundschreibens vorgesehenen Vorgehensweisen zu kompliziert und es wird teilweise eine Vermengung mit zusätzlichen Vorgaben datenschutzrechtlicher Natur vorgenommen sowie zusätzliche Pflichten eingefügt, welche bei der Geschäftsaufnahme auf dem konventionellen Weg nicht bestehen und sich unseres Erachtens auch nicht mit den besonderen Risiken einer Geschäftsaufnahme auf digitalem Weg rechtfertigen lassen. Zudem ist zwingend darauf zu achten, dass die Vorgaben insbesondere technischer Natur nicht zu detailliert sind, so dass auch neue Technologien unter das Rundschreiben subsumiert werden können.

Wir bitten Sie, unsere Ausführungen entsprechend zu berücksichtigen und stehen Ihnen bei Rückfragen gerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

  
Dr. Markus Hess, Rechtsanwalt  
Sekretär SRO-Kommission

  
MLaw Lea Ruckstuhl, Rechtsanwältin  
Leiterin Fachstelle SRO/SLV



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

<b>FINMA</b>		
ORG	20. JAN. 2016	SB
MB		
Bemerkung:		FLP

Zürich, 18. Januar 2016

**Anhörung zum FINMA Rundschreiben 2016 / xx „Video – und Onlineidentifizierung“**

Sehr geehrter Herr Witz

Wir bedanken uns für die uns eingeräumte Möglichkeit im Rahmen einer Anhörung zum geplanten FINMA Rundschreiben Stellung beziehen zu können. Gerne nehmen wir die Gelegenheit wahr, Ihnen innert der gesetzten Frist unseren Input zukommen zu lassen.

**1. Allgemeine Bemerkungen**

Die Ermöglichung von Video- und Online-Identifizierung entspricht einem Praxisbedürfnis und wird begrüsst. Gleichzeitig sollten die für das FINMA-Rundschreiben vorgesehenen Vorgaben vereinfacht und genereller gefasst werden. Die Anforderungen geben im Moment noch ein sehr komplexes Bild ab und sind als sehr streng zu beurteilen. Wir vertreten zudem die Meinung, dass allfällige weitere technische Entwicklungen ebenfalls unter den Geltungsbereich des Rundschreibens subsumiert werden sollten. Diesbezüglich vermissen wir offene Formulierungen, die den raschen technischen Entwicklungen Rechnung tragen.

Im Weiteren erscheinen uns vor allem Punkte wichtig, welche Aspekte der Kundenidentifizierung gemäss den Vorgaben des GwG betreffen. Zusätzliche Punkte, die nicht GwG-Bestimmungen konkretisieren (z. B. Ausführungen zum Datenschutz etc.), sollten nicht im Rahmen dieses Rundschreibens geregelt werden.

Es kann nicht das Ziel sein, einen möglichst hohen Benchmark zu setzen. Die teilweise mehrstufigen technischen Vorgaben für die Kundenidentifizierung erscheinen insbesondere für kleiner Finanzintermediäre oder Finanzintermediäre mit unterschiedlichen Vertriebskanälen sehr komplex. Wir bezweifeln, ob die neuen Möglichkeiten infolge des verbundenen Aufwandes in der Praxis umgesetzt und angewendet werden können. Wir fragen uns, ob das angestrebte Ziel der Technologieneutralität auf die vorgeschlagene Art und Weise erreicht werden kann. Überlegenswert scheinen uns auch generelle Erleichterungen bei den Vorgaben und/oder Erleichterungen bei Geschäftsbeziehungen mit einem geringen Risikoprofil zu sein.

# SRO-SVV OAR-ASA

## 2. Äusserungen zu einzelnen Randziffern

Rz 5: Streichung des letzten Satzes (keine GWG-Vorgabe). Die Gewährleistung einer vertraulichen und sicheren Übertragung geht als pauschale Verpflichtung des Finanzintermediärs zu weit.

Rz 7: Die Vorgabe ist sehr weitreichend und in der Praxis kaum umsetzbar. Wir regen deshalb eine ersatzlose Streichung an.

Rz 8: Das Überprüfen von optischen Sicherheitsmerkmalen sowie das Erstellen eines Gesprächsleitfadens gehen ohne nachvollziehbare Berechtigung über die Anforderungen an die Identifizierung hinaus; der Vergleich der Fotografie und der Ausweiseintragungen müssen genügen.

Der verwendete Begriff „offizielles Ausweisdokument“ ist ungünstig, das GWG verwendet dazu bspw. den Begriff "beweiskräftiges Dokumente" (vgl. GWG Art. 3 Abs. 1).

Rz 9: Im ersten Satz ist der Grundsatz geregelt, dass Bild- und Tonqualität eine einwandfreie Identifizierung ermöglichen müssen. Weitere Vorgaben zu technischen Massnahmen sind deshalb nicht notwendig resp. schaffen die Gefahr, dass technische Neuerungen nicht unter das Rundschreiben subsumiert werden können. Der zweite Satz sollte deshalb weggelassen werden.

Rz 10: In den geltenden Vorgaben für die Kundenidentifizierung findet sich keine Vorschrift, dass das Kundengespräch (z. B. bei einem Kontakt per Telefonat) aufgezeichnet werden muss. Dieser Grundsatz sollte analog für die Video-Identifizierung gelten. Es ist nicht einzusehen, weshalb strengere Vorschriften gelten sollten. Das Dokumentarerfordernis ist durch Ablage der Fotos vom Kunden und des Ausweisdokumentes erfüllt. Rz. 10 sollte deshalb gestrichen werden.

Rz 13: Es sollte möglich sein, dass auch ein Vertreter des Kunden die benötigten persönlichen Angaben vor dem Video-Kontakt erfassen darf (beispielsweise gesetzlicher Vertreter einer minderjährigen Person). Zudem sollte die Formulierung hinsichtlich den „elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen“ gestrichen werden. Dafür lassen sich im GwG-keine Vorgaben erkennen und zudem ergeben sich sofort begriffliche Fragen.

Rz 14: Das Rundschreiben sollte sich auf GwG-Aspekte konzentrieren. Die weitergehenden Vorgaben ohne GwG-Bezug in Rz 14 sollten deshalb nicht in das Rundschreiben aufgenommen werden. Zudem erscheinen uns Datenschutzbestimmungen des Domizillandes nicht praktikabel zu sein. Die ganze Rz 14 ist deshalb zu streichen.

Rz 15: Es wird nochmals ein anderer Begriff für das Ausweisdokument verwendet. Diesmal ist es "Identifizierungsdokument". Wir regen an, dass im ganzen Text einheitliche Begriffe verwendet werden.

Rz 16: Der Zwang des technischen Vergleichs der im Zuge des Videogesprächs erstellten Fotografien mit dem Lichtbild des jeweiligen Ausweisdokumentes im Gegensatz zu einer manuellen Überprüfung ist schwer umsetzbar. Bei der persönlichen Vorsprache existiert kein solcher Zwang, was zur Frage der Angemessenheit führt. Wir empfehlen diese Vorgabe zu lockern bzw. aufzuheben.

Rz 18: Mit Verweis auf die Ausführungen zu Rz 10 werden die Vorgaben betreffend Audioaufnahmen und Archivierung dieser Aufnahmen abgelehnt. Es bestehen aktuell keine Vorgaben hinsichtlich der Aufbewahrung von Gesprächsprotokollen.

# SRO-SVV OAR-ASA

Rz 21: Es wird nicht ersichtlich, weshalb im Rahmen des Identifikationsvorganges bereits eine Risikoprüfung erfolgen sollte. Die Risikoprüfung verstehen wir als Teilbereich der übrigen geldwäschereirechtlichen Pflichten und möchten diese nicht mit anderen Prozessabläufen vermischen.

Rz 33: Die Vorgabe, dass eine Überweisung von einem Konto bei einer Schweizer Bank erfolgen muss, ist nicht praxistauglich und deshalb abzulehnen. Mit Blick auf Rz. 39 müsste bei Beibehaltung des Erfordernisses mindestens eine Ausweitung auf Banken erfolgen, welche ihr Domizil in einem Land mit gleichwertiger Geldwäschereiregulierung haben.

Rz 40-41: Wir regen eine Klarstellung an, dass ein unveränderliches PDF mit Zeitstempel und Visum des Mitarbeiters des FI's anerkannt wird.

Kapitel V: Nach unserem Verständnis können die Möglichkeiten gemäss Kapitel V. zur Einholung der Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung auch beim Vorliegen einer Identifikation nach herkömmlicher Art zur Anwendung gelangen. Hierzu wäre eine Präzisierung wünschenswert.

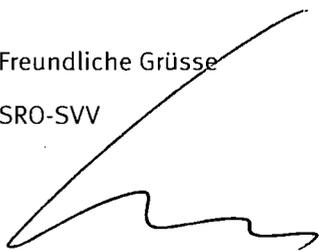
Rz 44: Wir empfehlen den Wortlaut „sofern sie eine eindeutige, zweifelsfreie Zuordnung zur Vertragspartei ermöglichen“ ersatzlos zu streichen. Die TAN Anwendung erachten wir in diesem Zusammenhang als eine praktikable Variante, solange auf die direkte Information der Vertragspartei abgestützt werden kann.

Kapitel VI: Aufgrund der weitreichenden Anforderungen des Rundschreibens, ist die Möglichkeit der Abstützung auf die Dienstleistung von Dritten zu begrüssen. Damit einhergehend sollte es möglich werden, sich als Finanzintermediäre innerhalb einer beschränkten Zeit gleichzeitig auf eine erfolgte Identifikation abstützen zu können, ohne dass eine Wiederholung bzw. separate Identifikation je Finanzintermediär notwendig ist.

Abschliessend bitten wir Sie um Prüfung unserer Anliegen und stehen Ihnen für Fragen zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

SRO-SVV



Dr. Markus Hess  
Präsident des Vorstandes



Thomas Jost, Fürsprecher  
Leiter der Geschäftsstelle

## Stellungnahme zum Entwurf des FINMA Rundschreibens “Video- und Online-Identifizierung”

---

Zürich, den 18. Januar 2016

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir danken Ihnen für die Gelegenheit, zum genannten Entwurf Ihres Rundschreibens Stellung nehmen zu dürfen.

Die Swiss Finance & Technology Association ist ein 2015 gegründeter Verein nach Schweizer Recht, der die Förderung eines vitalen und international wettbewerbsfähigen Schweizer FinTech-Oekosystems zum Ziel hat. Unsere Mitglieder sind ausschliesslich natürliche Personen, die diese Zielsetzung teilen. Wir betreiben konsequenter Weise keine Interessenvertretung einzelner Unternehmungen, sondern setzen uns für optimale Rahmenbedingungen ein, die den Finanzplatz Schweiz als nachhaltig innovativen Standort fördern.

Im Grundsatz unterstützen wir die Zielsetzung der FINMA, neue Geschäftspraktiken im FinTech-Umfeld durch schnelle Anpassung des regulatorischen Umfelds zu unterstützen. Wir sind jedoch der Meinung, dass es bessere Regulierungsansätze gibt als den gewählten der relativ detaillierten Vorgaben.

Wir haben trotz der kurz bemessenen Vernehmlassungsfrist während des Jahreswechsels eine ganze Reihe von Kontakten mit Mitgliedern, Unternehmungen und Behörden im In- und Ausland gehabt, um zu diesen Ergebnissen zu gelangen. Im folgenden nehmen wir Stellung zu den einzelnen Randziffern (Rz) des Rundschreiben-Entwurfes.

(Rz 1) Wir fragen uns, ob es mittelfristig noch einen anderen Kontext als jenen der “digitalen Erbringung von Finanzdienstleistungen” geben wird? In der Praxis ist der heutige Dokumentenverkehr in physischer Form in den meisten Fällen auf regulatorische Vorgaben zurückzuführen. Wenn diese wegfallen, wird diese Qualifikation hinfällig. Grundsätzliches hierzu in Rz 49 / 50.

(Rz 8) Gilt die Beschränkung des Anwendungsbereichs des Rundschreibens auf Dokumente mit optischen Sicherheitsmerkmalen auch für konventionelle Geschäftspraktiken? Wenn nicht, dann ist nicht nachvollziehbar, weshalb im Anwendungsbereich des Rundschreibens höhere Sicherheitsanforderungen gelten sollen als anderswo.

(Rz 18) Eine positive Echtheitsbestätigung dürfte im Rahmen des Identifikationsprozesses kaum beizubringen sein und ist unseres Erachtens auch nicht Gegenstand der

konventionellen Identifikationsprozesse. Diese können nur offensichtlich gefälschte oder zweifelhafte Dokumente erkennen, aber kaum die Echtheit positiv bestätigen. Analoges gilt für die Zweifelsfreiheit in Rz 26: da mit hinreichend technischer Kompetenz und krimineller Energie eine man-in-the-middle Attacke nie ausgeschlossen werden kann, wäre diese Voraussetzung nicht erreichbar.

(Rz 27) Wir gehen davon aus, dass Vertragsbeziehungen mit mehreren Vertragsparteien auch in einem “gemischten” Modus aufgenommen werden können, also sowohl “digital” wie auch konventionell.

(Rz 33) Wir schlagen vor, hier die analoge Formulierung wie in Rz 39 zu verwenden, namentlich “einer Bank in der Schweiz oder einem Land mit gleichwertiger Geldwäschereiregulierung und -aufsicht”.

(Rz 47) In welcher Beziehung stehen diese Vorgaben zu den allgemeinen Outsourcing-Regeln der FINMA, insbesondere bezüglich des Standorts der beigezogenen Dritten? Dürfen diese auch im Ausland ansässig sein?

(Rz 49, 50) Wir begrüßen die hier angestrebte Technologieneutralität nachdrücklich, würden aber anregen, diese in der Reich- und Tragweite wesentlich höher anzusiedeln. Grundsätzlich sind wir der Auffassung, dass ein Risiko- und Prinzipien-basierter Regulierungsansatz grundlegend in dem Sinne technologie-agnostisch zu sein hat, dass er die verwendeten Technologien nicht einmal erwähnt. Dieses Rundschreiben wäre in einem solchen Kontext wenn nicht überflüssig, so doch wesentlich kürzer und würde somit nicht zur Erhöhung der Komplexität der Regulierung führen.

Bei unseren Recherchen sind wir bei der [Monetary Authority of Singapore](#) (MAS) auf ein gutes Beispiel gestossen, in dem ohne Technologiebezug die Forderung nach äquivalenter Identifikation mit konventionellen Praktiken hergestellt wird. Die [für Banken massgebliche Passage lautet](#) kurz und bündig:

*“CDD Measures for Non-Face-to-Face Business Relations*

*6.27 A bank shall develop policies and procedures to address any specific risks associated with non-face-to-face business relations with a customer or transactions for a customer.*

*6.28 A bank shall implement the policies and procedures referred to in paragraph 6.27 when establishing business relations with a customer and when conducting ongoing due diligence.*

*6.29 Where there is no face-to-face contact, the bank shall perform CDD measures that are at least as stringent as those that would be required to be performed if there was face- to-face contact.”*

Es wird demnach in Singapur auf explizite Regulierung des Video- und Online-Kanals verzichtet. An deren Stelle steht die Forderung nach einer gleichwertigen Identifikation. Die Gleichwertigkeit ist laut MAS-Auskunft durch Prozessdokumentation oder Bestätigung eines unabhängigen Dritten zu belegen.

Obwohl die Adressaten des Rundschreibens eine detaillierte Regulierung wie im vorliegenden Entwurf vorziehen dürften, weil dadurch der Interpretationsspielraum tiefer ausfällt und die Adressaten weniger Verantwortung für ihre eigenen Dispositionen übernehmen müssen, halten wir den Ansatz der MAS aus zwei Gründen für überlegen:

- Er benötigt bei technologischen Veränderungen keine Anpassungen, da die Regulierung technologie-agnostisch ist.
- Gleichwertige Identifikation kann auf verschiedenen Wegen erreicht werden. Uniforme Prozessvorgaben sind nicht nur überflüssig, sondern der Diversität des Ökosystems abträglich und erreichen zudem das Ziel der gleichwertigen Identifikation nicht besser.

Aus diesem Grund würden wir dafür plädieren, auf ein detailliertes Rundschreiben zu verzichten, bzw. im Rundschreiben analog zum MAS Ansatz den Grundsatz einer gleichwertigen Identifikation zu fordern und den Adressaten selbst zu überlassen, wie sie diese Gleichwertigkeit erreichen wollen.

Im übrigen fällt uns auf, dass das Rundschreiben keine Übergangsbestimmungen enthält, mit deren Hilfe allfällige Konflikte mit Landesregeln zB des Verbandes Schweizerischer Vermögensverwalter aufgelöst werden könnten.

Gerne stehen wir Ihnen für Rückfragen und weitere Diskussionen zur Verfügung.

Freundlich grüsst  
SWISS FINANCE AND TECHNOLOGY ASSOCIATION

sig. John Hucker CFA  
Präsident

sig. Christian Dreyer CFA  
Vorstandsmitglied Advocacy

-----Original Message-----

From: Christina Kehl [<mailto:christina@knip.ch>]

Sent: Friday, January 15, 2016 3:19 PM

To: Witz Dominik

Cc: Urs Haeusler; Gian Reto à Porta; Thomas Brändle

Subject: Stellungnahme des Verbands SFS zum Rundschreiben "Video- und Online-Identifizierung"

Sehr geehrte Damen und Herren,

der Verband Swiss Finance Startups nimmt hiermit im Namen seiner Fintech Startups Mitglieder Stellung zum Rundschreiben "Video- und Online-Identifizierung"

1. Es wird begrüsst, dass sich die FINMA dem Thema Online- und Videoidentifizierung annimmt.
2. Nach unserem Kenntnisstand waren auch Fintech Startups (insbesondere auf Serviceproviderseite) in den Diskussionsprozess involviert.
3. Wir fordern unsere Mitglieder auf sich aktiv an der Diskussion zu beteiligen für den Fall, dass Online- und Videoidentifikation für sie relevant ist.
4. Es wird als besonders wichtig erachtet, dass alle Stakeholder in den Diskussionsprozess einbezogen werden, namentlich aber nicht abschliessend:
  - Finanzdienstleister mit Fokus Schweiz
  - Finanzdienstleister mit internationaler Kundenbasis und grenzüberschreitendem Finanzgeschäft und global ausgerichteten Businessmodellen
  - Serviceprovider für Online- und Videoidentifikation
  - Stark digitalisierte Finanzunternehmen (zB Dukascopy)
  - Experten für internationale Finanzregulation für eine Gesamtschau der Wettbewerbsfähigkeit der möglichen Schweizer Regulation im internationalen Vergleich Eine Einbeziehung der verschiedenen Parteien ist unserem Kenntnisstand nach nur bedingt erfolgt.
6. Es wird als wichtig erachtet, dass keine nachteilige Risikobewertung für neue Technologien eingeführt und umgesetzt wird. Es wird neu verlangt, dass ein Finanzintermediär die Echtheit der ursprünglichen Ausweisdokumente (auf einer Kopie basierend) mittels geeigneter Technologie überprüft. Dies ist eine neue Anforderung, welche eine sehr hohe technische Hürde bei der Umsetzung darstellt und einen Online-Onboarding-Prozess deutlich verteuern würde. Ein Finanzintermediär, der durch eine persönliche Vorsprache eine Geschäftsbeziehung aufnimmt, überprüft dagegen einzig, ob der zukünftige Vertragspartner und die auf dem Identifizierungsdokument abgebildete Person übereinstimmen. Für gleichgelagerte Finanzgeschäfte, egal ob persönlich oder digital, braucht es auch in Zukunft eine gleichgelagerte Risikobewertung und -prüfung.
7. Das Formular über die wirtschaftliche Berechtigung kann dem Finanzintermediär gemäss dem Wortlaut des geplanten Rundschreibens (Rz. 46) nur via E-Mail und nicht, wie dies bei einem Identifizierungsdokument möglich ist, auf einem anderen „elektronischen Weg“ zugestellt werden. Vermutungsweise handelt es sich hierbei lediglich um ein Versehen und sollte korrigiert werden. Ebenfalls sollte klargestellt werden, dass dieselben Regeln (Rz. 42-46) auch für das Formular Kontrollinhaber gelten und auch bei einer Geschäftsaufnahme nach herkömmlicher Art zur Anwendung gelangen.
8. Die Reaktionsfrist zum Rundschreiben wird als sehr kurz eingeschätzt, so dass ein Dialog zwischen FINMA und den Parteien bzw. auch den Parteien untereinander zur Abstimmung nur bedingt möglich war und (durch Fristverlängerung oder Umsetzungsaussetzung) nachgeholt werden sollte.

9. Es gilt zu beachten, dass Technologie und Digitalisierung heute den Aufbau global tätiger Finanzunternehmen aus der Schweiz heraus ermöglichen - es bedarf einer modernen Regulation, die der globalen Aufstellung der Finanzwirtschaft auch Rechnung trägt und Schweizer Unternehmen faktisch nicht auf den Binnenmarkt Schweiz limitiert.

10. Die Sicherung und Schaffung von Finanzarbeitsplätzen in der Schweiz ist uns ein besonderes Anliegen. Es gilt zu beachten, dass Schweizer Regulation direkte Auswirkungen auf die Gründung, Erhaltung und Verlängerung von Finanzunternehmen hat. Unternehmen wägen im globalen Vergleich sehr wohl ab wo sie die besten Rahmenbedingungen vorfinden. Umso wichtiger ist eine international wettbewerbsfähige Regulation, damit aus einem kleinen Binnenmarkt wie der Schweiz global agiert werden kann und die Wertschöpfung und die Arbeitsplatzsicherung in der Schweiz erfolgt.

11. Es wird als besonders wichtig erachtet, dass Technologie wie die Online- und Videoidentifizierung nicht nur als Controlling Instrument durch die FINMA verstanden werden sollte sondern auch als Möglichkeit zur Schaffung/Erleichterung von Finanzdienstleistungen.

12. Als Verband der Schweizer Fintech Startups sind wir gerne bereit die Diskussion über eine zukunftsfähige Regulation mit der FINMA und den o.g. Parteien im Rahmen unserer Leistungsfähigkeit zu führen.

Beste Grüsse,

Christina Kehl

im Namen des Vorstands des Vereins Swiss Finance Startups (SFS)

--

Christina Kehl  
Co-Founder Knip AG

Mob: +41 76 798 08 16  
Tel: +41 43 344 54 77

Büro Zürich  
Kilchbergsteig 13  
8038 Zürich

Büro Berlin  
Friedrichstraße 210  
10969 Berlin

<http://www.knip.ch>

Per E-Mail zugestellt an:  
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern  
[Dominik.witz@finma.ch](mailto:Dominik.witz@finma.ch)

Basel, 15. Januar 2016  
J.22.4/LWI

**Stellungnahme der SBVg zum Rundschreiben 2016/xx  
Video- und Online-Identifizierung**

Sehr geehrter Herr Witz  
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die am 21. Dezember 2015 eröffnete öffentliche Anhörung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht (FINMA) zum Rundschreiben 2016/xx Video- und Online-Identifizierung („Rundschreiben“) und bedanken uns für die Gelegenheit zur Stellungnahme.

**Zusammenfassung**

Wir begrüssen im Grundsatz den vorliegenden Entwurf zum FINMA-Rundschreiben „Video- und Online-Identifizierung“, welches das Bedürfnis von Bankkunden und Banken nach Digitalisierung des Bankgeschäfts auf eine solide rechtliche Grundlage stellt und damit Rechtssicherheit in diesem Bereich schafft.

Insgesamt erscheinen uns die im Rundschreiben vorgenommenen Konkretisierungen als sachgerecht und sind dementsprechend zu begrüssen. Wichtig erscheint uns in diesem Zusammenhang, dass diese Konkretisierungen als Mindeststandards zu verstehen sind und teilweise wohl noch abstrakter bzw. lösungsneutraler formuliert werden sollten. Nur so verbleibt für die Finanzintermediäre ausreichend Spielraum auch für – teilweise heute noch nicht vorhersehbare – künftige technische Entwicklung (Technologieneutralität).

Es bleibt jedoch ebenfalls anzumerken, dass die vorgeschlagenen Lösungen eher aufwändig und kompliziert sind. Insbesondere die Regelung in Bezug auf die der echtheitsbestätigten Kopie des Ausweisdokuments gleichgestellten Dokumente zeugt von einer hohen Regelungsdichte. Dabei wird unseres Erachtens ein höherer Standard definiert, als dies die GwV-FINMA oder die VSB 16 vorsehen, welcher aufgrund der im Rundschreiben enthaltenen technischen sicherheitsbezogenen Vorgaben für die Video- und Online-Identifizierung nicht gerechtfertigt erscheint. Das Gleiche gilt für das vorgesehene Erfordernis, dass sowohl für die Prüfung der Echtheit

des Dokuments wie auch die Prüfung der Übereinstimmung der registrierten Vertragspartei mit der zu identifizierenden Person zwingend technische Hilfsmittel eingesetzt werden müssen.

In einigen Punkten bedarf der Entwurf des Rundschreibens noch verschiedener Präzisierungen und Vereinfachungen. Diese stärken die Wettbewerbsfähigkeit des Schweizer Finanzplatzes, ohne dass dadurch Abstriche bei der Sicherheit in Kauf genommen werden müssten.

Entsprechend erlauben wir uns, auf verschiedene Punkte des aktuellen Entwurfs des Rundschreibens hinzuweisen, welche aus unserer Sicht noch Verbesserungen bedürfen und unterbreiten Ihnen entsprechende Formulierungsvorschläge.

## A. Allgemein

Wir begrüßen die Bemühungen der FINMA, die bestehenden Regelungen für die Eröffnung einer Geschäftsbeziehung, insbesondere die Identifizierung der Vertragspartei und die Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten, an die zunehmende Digitalisierung anzupassen und den neuen Technologien Rechnung zu tragen. Ebenfalls zu begrüßen ist das Ziel der FINMA, die neuen Regelungen technologieneutral auszugestalten. Schliesslich stellt auch der Umstand, dass aufsichtsrechtlich die Formulare hinsichtlich Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten nicht zwingend im Original unterzeichnet und eingereicht werden müssen, einen bedeutenden Fortschritt dar.

Insbesondere für Banken mit einem grenzüberschreitenden Geschäftsverkehr ist der unter Ziff. VI vorgesehene Beizug Dritter von wesentlicher Bedeutung. Dieser impliziert die in Art. 43 VSB 16 bzw. Art. 28 und 29 GwV-FINMA ausdrücklich genannten Anforderungen an eine umfassende Delegation der Abklärungs- und Sorgfaltspflichten des Finanzintermediärs im Sinn eines Outsourcings an Dritte wie lokal tätige externe Vermögensverwalter oder Vermittler.

Es ist jedoch ebenfalls anzumerken, dass die geforderten Prüfschritte bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung mittels Online-Kanälen diejenigen der heute bestehenden Eröffnung einer Geschäftsbeziehung mittels persönlicher Vorsprache bzw. auf dem Korrespondenzweg deutlich übersteigen und in einem hohen Detaillierungsgrad gehalten sind. Dabei fällt insbesondere auf, dass sich diese Detailbestimmungen primär auf die zu regelnden technischen oder technologischen Mittel beziehen. Dies widerspricht einerseits dem Grundsatz der Technologieneutralität und beeinträchtigt andererseits die Wettbewerbsfähigkeit der Bankinstitute auf internationaler Ebene. Das Ziel der FINMA, die neuen Regelungen möglichst technologieneutral zu gestalten, ist noch nicht vollständig erreicht. Andererseits werden bei der Überprüfung der Echtheit eines Ausweisdokuments höhere Anforderungen gestellt, als dies bei den herkömmlichen Eröffnungen von Geschäftsbeziehungen der Fall ist, was bewirkt, dass die Bankinstitute in eine ähnliche Position wie Behörden gedrängt werden.

Nach unserer Ansicht sollte der Detaillierungsgrad insbesondere der Vorgaben zu den zu verwendenden technischen und technologischen Mitteln im Rundschreiben überprüft werden. Die Vorgaben sollten entweder abstrakter formuliert werden, um dem

Grundsatz der Technologieneutralität zu entsprechen und für künftige Weiterentwicklungen der zu verwendenden Technologien genügend Spielraum zu lassen. Alternativ dazu kann im Rundschreiben klargestellt werden, dass gleichwertige technische und technologische Mittel ebenfalls verwendet werden können.

Zusätzlich möchten wir anmerken, dass das Bedürfnis nach digitalen Identifizierungsmöglichkeiten nicht nur im Rahmen der Aufnahme einer Geschäftsbeziehung besteht, sondern auch bei Bestandskunden (z.B. bei Wiederholung der Identifizierung bzw. Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten/Kontrollinhabers). Daher sollte das Rundschreiben auf eine allgemeine Anwendung erweitert werden.

Es wurde festgestellt, dass die Begriffe „Technologie“ bzw. „technische Mittel“, „technische Hilfsmittel“ und „technische Massnahmen“ indifferent verwendet werden. Es wäre wünschenswert, wenn hier eine einheitliche Handhabung gefunden werden könnte.

Schliesslich gehen wir davon aus, dass Art. 49 Abs. 2 GwV-FINMA ebenfalls an das vorliegende Rundschreiben angepasst wird.

## **B. Zu den einzelnen Bestimmungen**

### ***Untertitel, Rz. 13***

Das Internet ist ein spezifisches Netzwerk. Wir schlagen deshalb eine technologieneutrale Formulierung vor. Beispiel: "Online-Kanäle"; dieser Begriff wird auch in Rz. 42 verwendet.

### ***Ad Rz. 5***

- ***„geeignete Technologie“:***  
Während in Rz. 5 der Begriff „geeignete Technologie“ verwendet wird, spricht Rz. 6 von den „eingesetzten Mitteln“. Wir empfehlen deshalb, im Sinne der Konsistenz, den Begriff "geeignete technische Hilfsmittel" oder „geeignete Mittel“ zu verwenden, da unter bestimmten Umständen die nötigen Mittel nicht unbedingt „technisch“ sind.
- ***„vertrauliche und sichere Übertragung“:***  
Aus unserer Sicht ist es selbstverständlich, dass die Banken die Kommunikation mit den Kunden über Online-Kanäle vertraulich und sicher gestalten. Dies liegt nicht zuletzt auch im Interesse der Banken. Die jetzige Formulierung ist aus unserer Sicht jedoch zu eng, da dadurch auch Vorgänge erfasst werden, die unter Umständen nicht durch die Bank gesteuert werden können, wie beispielsweise die erste Kontaktaufnahme des Kunden mit der Bank. Zudem werden dadurch strengere Vorschriften statuiert, als bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg bestehen.  
Die Übertragung ist zudem nur ein Teil der gesamten Kommunikation. Letztlich sollte jedoch der gesamte Kommunikationsvorgang sicher und vertraulich sein. Wir empfehlen deshalb folgende Formulierung

## Vorschlag zu Rz. 5:

Die Identifizierung erfolgt mittels audiovisueller Kommunikation in Echtzeit (live-Schaltung) zwischen der Vertragspartei und dem Finanzintermediär. Der Finanzintermediär setzt dafür geeignete ~~Technologien~~ **technische Hilfsmittel ein und beachtet die üblichen Vertraulichkeits- und Sicherheitsvorschriften.** ~~die eine vertrauliche und sichere Übertragung Kommunikation gewährleisten.~~

## Ad Rz. 6

Abgesehen vom ersten Satz der Rz. 6 gehören Rz. 6 und 7 nicht zu den allgemeinen technischen und organisatorischen Massnahmen, sondern geben konkrete Anhaltspunkte für die Umsetzung der Überprüfung der Identität. Wir empfehlen deshalb, diese in den nächsten Abschnitt „Identitätsprüfung“ zu verschieben.

Die Entschlüsselung der MRZ-Codierzeile von Ausweispapieren ist nur eine Möglichkeit unter anderen, um das Identifikationsdokument zu überprüfen. Die von der FINMA gewählte Formulierung würde jedoch sämtliche Bankinstitute dazu verpflichten, diese Überprüfungsmöglichkeit zu wählen, was faktisch einem Obligatorium gleichkäme. Zudem bestehen keine ähnlichen Anforderungen bei den „klassischen“ Eröffnungen von Geschäftsbeziehungen. Ebenfalls würde dies bedeuten, dass Identifikationsdokumente, welche nicht über eine entsprechende Codierzeile verfügen, nicht verwendet werden könnten, was wiederum dem Grundsatz der Technologieneutralität widersprechen würde. Wir empfehlen deshalb, die Entschlüsselung der Codierzeile als mögliche, jedoch nicht als ausschliessliche Möglichkeit zur systemisch unterstützten Überprüfung des Identifikationsdokuments aufzuführen.

Der Begriff "holografische Elemente" erscheint zudem unklar. Gerade im Hinblick auf die schweizerische Identitätskarte verfängt die Terminologie beispielsweise nicht, da auf dieser ein Kinegramm angebracht ist. Dabei handelt es sich um ein "optisch variables Merkmal", das sich von einem Hologramm dadurch unterscheidet, dass es nur zweidimensionale Bewegungsabläufe und nicht dreidimensionale Elemente darstellt. Aus diesem Grund empfehlen wir, eine technologieneutrale Formulierung zu verwenden.

## Vorschlag zu Rz. 6:

~~Die eingesetzten Mittel unterstützen den~~ Der Finanzintermediär ~~bei der~~ kann für die Überprüfung der Echtheit der Identifizierungsdokumente sowie der Übereinstimmung der registrierten Vertragspartei und der zu identifizierenden Person **zusätzlich technische Hilfsmittel (z.B. Software) einsetzen. Insbesondere Diese Hilfsmittel erlauben sie beispielsweise** die Entschlüsselung der Codierzeile (MRZ) auf dem Identifizierungsdokument und deren Abgleich mit den restlichen Angaben auf dem Identifizierungsdokument sowie die Überprüfung der ~~holografischen Elemente vorhandenen~~ **optisch variablen Merkmale (z.B. Kinegramm)** des Ausweises.

## **Ad Rz. 7**

Auch an dieser Stelle besteht aus unserer Sicht ein relativ hoher Detaillierungsgrad, was dazu führt, dass wiederum Vorgaben bestehen, die diejenigen der „klassischen“ Eröffnung einer Geschäftsbeziehung übersteigen. Wir empfehlen deshalb, die Kontrollelemente in einer beispielhaften Liste aufzuführen.

Aus unserer Sicht erscheinen die Begriffe „3D-Bilder“ und „kinematische Bewegungsstrukturen“ zudem unpräzise. So ist uns beispielsweise nicht klar, wie ein „holografisches Element“ im Sinne von Rz. 6 von einem 3D-Bild abgegrenzt wird. Aus diesem Grund empfehlen wir, die Begrifflichkeiten entsprechend den Ausführungen zu Rz. 6 anzupassen.

## **Ad Rz. 8**

Unseres Erachtens widerspricht diese Formulierung der Technologieneutralität, weshalb wir empfehlen, diese Randziffer entweder zu streichen oder allgemeiner zu formulieren, wonach Finanzintermediäre ein Verfahren zu wählen haben, das es erlaubt, die Anforderungen zu erfüllen, auch wenn die genannten optischen Sicherheitsmerkmale nicht vorhanden sind.

Bezüglich des Terminus „holografisch-kinematische Merkmale“ empfehlen wir zudem eine Vereinheitlichung der Begrifflichkeiten und verweisen auf die Ausführungen zu den Rz. 6 und 7.

Schliesslich empfehlen wir, den Begriff „offizielle Ausweisdokumente“ durch „amtliche Ausweisdokumente“ zu ersetzen, da dies der Terminologie von GwV-FINMA und VSB 16 entspricht.

## **Ad Rz. 9**

Aus unserer Sicht ist nicht nachvollziehbar, wie ein Finanzintermediär widrige technische Bedingungen auf Seiten der Vertragspartei mit technischen Massnahmen kompensieren kann. Wenn beispielsweise die erwähnten Lichtverhältnisse auf Seiten der Vertragspartei schwierig oder allenfalls gar ungenügend sind, so muss die Vertragspartei dafür sorgen, dass die technischen Bedingungen angepasst bzw. verändert werden, so dass die Bild- und Tonqualität eine einwandfreie Identifizierung ermöglichen. Wir sehen nicht, mit welchen technischen Massnahmen der Finanzintermediär ungenügende Lichtverhältnisse auf Seiten der Vertragspartei verbessern könnte. Aus diesem Grund empfehlen wir, eine offenere Formulierung zu verwenden.

### **Vorschlag zu Rz. 9:**

Bild- und Tonqualität müssen geeignet sein, um eine **einwandfreie** Identifizierung zu ermöglichen. Der Finanzintermediär **hat zu prüfen und sich zu vergewissern, dass die Bild- und Tonqualität genügt, um eine Identifizierung vornehmen zu können, z.B. wenn sie technische Massnahmen vor, welche insbesondere** bei der Erstellung der im Rahmen der Identifizierung notwendigen Fotografien schwierige Lichtverhältnisse **bestehen. kompensieren können.**

## **Ad Rz. 9, 15, 16, 29, 30, 32, 38, 46, 47, 50**

Der Begriff „Fotografie“ hat mehrere Bedeutungen und kann insbesondere auch eine bildgebende Methode darstellen. In einer technikneutralen Betrachtung müssten Begriffe wie "Bild", "Lichtbild", "Digitalbild" oder "elektronisches Bild" verwendet werden.

Zudem gilt es zu beachten, dass für die Erfassung der Identifikationsdokumente und des Passbildes die Kamera der Vertragspartei verwendet wird. Der Finanzintermediär kann deren Qualität, insbesondere ob es sich um eine Spezialkamera handelt, nicht beeinflussen.

## **Ad Rz. 10**

Aus unserer Sicht ist nicht klar definiert, ob auch eine Videoaufzeichnung inkl. der Tonspur eine zulässige Dokumentationsmöglichkeit darstellt, oder ob das Gespräch mittels einer separaten Audioaufzeichnung festgehalten werden muss. Wichtig erscheint uns, dass beide dieser Dokumentationsmöglichkeiten möglich sind. Insbesondere eine Beschränkung auf die Audioaufzeichnung kann sich aus Speicherkapazitätsanforderungen aufdrängen. Anstelle einer Änderung des letzten Satzes von Rz. 10 könnte auch eine entsprechende Klarstellung der Möglichkeit, über die Audioaufzeichnung hinauszugehen, im Anhörungsbericht aufgenommen werden.

Des Weiteren ist zu präzisieren, dass die geforderte Schulung/Ausbildung durch die ordentliche Ausbildung gemäss Art. 27 GwV-FINMA abgedeckt ist. Wir empfehlen deshalb folgende Präzisierung:

### **Vorschlag zu Rz. 10:**

Die Identifizierung der Vertragspartei erfolgt durch entsprechend geschulte und hierfür ausgebildete Mitarbeitende des Finanzintermediärs, **wie dies Art. 27 GwV-FINMA festlegt. Die gesamte Dauer des Das Gesprächs muss während der gesamten Dauer mindestens** mittels Audioaufzeichnung festgehalten werden.

## **Ad Rz. 11**

Im Rahmen der Identitätsprüfung wird die Video- und Audioaufzeichnung des Identifizierungsvorgangs zu den Akten genommen und archiviert. Damit ist das Gespräch jederzeit nachvollziehbar, weshalb der geforderte Gesprächsleitfaden nicht notwendig erscheint. Ausserdem erscheint uns die Pflicht, für Finanzintermediäre entsprechende Prozessdokumentationen zu erstellen, als ausreichend.

## **Ad Rz. 12**

Da die Rz. 13–22 jeweils natürliche Personen betreffen, empfehlen wir, an dieser Stelle eine entsprechende Präzisierung anzubringen, und schlagen folgende Ergänzung vor:

## Vorschlag zu Rz. 12:

Die Identitätsprüfung mittels Videoidentifizierung **von natürlichen Personen** richtet sich nach den Rz. 13–22.

### Ad Rz. 13

- *Generell:*

Mit dem generellen Verweis auf die Art. 44 und 60 GwV-FINMA erfolgt aus unserer Sicht eine zu wenig weitgehende Differenzierung zwischen der Identifizierung der Vertragspartei auf der einen Seite und der Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten auf der anderen Seite. Da die regulatorischen Vorschriften beispielsweise keine Vorlage eines Identifikationsdokuments des wirtschaftlich Berechtigten verlangen, kann die Formulierung zu Unsicherheiten führen. Wir empfehlen deshalb, die Randziffer in zwei separate Abschnitte (Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten) zu unterteilen.

Darüber hinaus betrifft der Verweis auf Art. 44 und 60 GwV-FINMA die Regelungen für DUFI-Finanzintermediäre. Generell wäre ein zusätzlicher Verweis auf die entsprechenden Bestimmungen in der VSB 16 sowie in den übrigen Landesregeln wünschenswert.

- *„technische Hilfsmittel“*

Im Sinne der Konsistenz zu Rz. 5 empfehlen wir, den Begriff „geeigneter technischer Hilfsmittel“ zu verwenden.

- *„technische Hilfsmittel oder anhand von gezielten Fragen“*

Aus unserer Sicht müsste der Satz hier auf „und/oder“ lauten, da in den meisten Fällen eine Kombination von technischen Hilfsmitteln und gezielten Fragen verwendet wird.

- *„verhaltenspsychologischen Beobachtungen“*

Aus unserer Sicht ist die Vorgabe, wonach sich der Finanzintermediär im Rahmen des Identifizierungsgesprächs „elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen“ zu bedienen hat, ersatzlos zu streichen. Bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung mittels persönlicher Vorsprache im Sinne von Art. 9 VSB existieren dazu ebenfalls keine speziellen regulatorischen Vorgaben, wie Zweifel an den von der Vertragspartei gemachten Angaben festgestellt werden müssen. Es liegt vielmehr in der Natur der Sache, dass sich die Mitarbeiter, die den Identifizierungsprozess betreuen, auch elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen bedienen, um zu beurteilen, ob an der Echtheit der von der Vertragspartei verwendeten Angaben oder an seiner Identität Zweifel aufkommen. Dies ist aber nicht justiziabel und braucht nicht speziell erwähnt zu werden, da die genannten, vorliegenden Zweifel in Rz. 21 als Grund für den Abbruch der Video-Identifizierung bereits genannt sind. Wir empfehlen deshalb, diesen Satz ersatzlos zu streichen.

## Vorschlag zu Rz. 13:

Der Finanzintermediär gestaltet den Prozess zur Aufnahme der Geschäftsbeziehung über **Internet Online-Kanäle** so, dass die Vertragspartei die Angaben nach Art. 44

und 60 GwV-FINMA bereits vor dem audiovisuellen Identifizierungsgespräch elektronisch erfasst und dem Finanzintermediär übermittelt. Dieser überprüft sie im Rahmen des Identifizierungsgesprächs mittels **geeigneter** technischer Hilfsmittel und / oder anhand von gezielten Fragen. ~~Dabei bedient er sich auch elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen.~~ Ferner gleicht er die Angaben, die er im Rahmen des Prozesses zur Aufnahme der Geschäftsbeziehung erlangt hat, mit denjenigen auf dem Identifizierungsdokument der Vertragspartei ab.

## **Ad Rz. 14**

Die Vorgabe, wonach sich der Finanzintermediär zu vergewissern hat, dass neben derjenigen der Schweiz auch die Datenschutzbestimmungen des Domizillandes der Vertragspartei eingehalten werden, ist unseres Erachtens zu weitgehend, weshalb auf den Zusatz „sowie des Domizillandes der Vertragspartei“ zu verzichten ist. Neben den Datenschutzbestimmungen ist zudem Art. 179<sup>ter</sup> StGB relevant. Die Einhaltung von ausländischen rechtlichen Bestimmungen obliegt dem generellen Risikomanagement der einzelnen Finanzintermediäre, weshalb auf einen entsprechenden Verweis an dieser Stelle zu verzichten ist.

### **Vorschlag zu Rz. 14:**

Der Finanzintermediär holt vor Beginn des Videogesprächs das ausdrückliche Einverständnis der Vertragspartei über die Durchführung der Videoidentifizierung und der Audioaufzeichnung des Gesprächs ein. Er stellt dabei sicher, dass die **anwendbaren rechtlichen Bestimmungen, insbesondere die** Datenschutzbestimmungen der Schweiz, ~~sowie des Domizillandes der Vertragspartei vollumfänglich~~ eingehalten werden.

## **Ad Rz. 16**

Aus unserer Sicht kann die Übereinstimmung der erstellten Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments letztendlich nur mittels einer visuellen Untersuchung durch einen Mitarbeiter des Finanzintermediärs geprüft werden. Mit den erwähnten technischen Hilfsmitteln bei der Prüfung der Übereinstimmung des Lichtbilds werden vermutlich eine Gesichtserkennungs-Software oder ähnliche Mittel gemeint sein. Unter Berücksichtigung der technischen Bedingungen (Internet, handelsübliche Kamera eines Mobiltelefons oder Tablets) sind die Möglichkeiten einer solchen Software jedoch nur sehr beschränkt und die Resultate nicht verlässlich. Ein Gesichtsabgleich kann deshalb nur anhand einer visuellen Untersuchung durch einen Mitarbeiter erfolgen, indem dieser das Identifikationsdokument mittels eines Videobildes in geeigneter Qualität gemäss Rz. 9 prüft. Auf diese Weise wird das Identifikationsdokument bereits heute bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung bei persönlicher Vorsprache auf seine Echtheit überprüft. Wir empfehlen deshalb, bei der Prüfung der Übereinstimmung der erstellten Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments auf das Erfordernis „mittels technischer Hilfsmittel“ zu verzichten.

Es ist zusätzlich festzuhalten, dass die vorgegebene Überprüfung der Echtheit des Ausweisdokuments ein Novum darstellt. Selbstverständlich sind die Finanzintermediäre dazu verpflichtet, im Rahmen der Einhaltung ihrer Sorgfaltspflichten zu reagieren, wenn Zweifel an der Echtheit des Ausweisdokuments auftreten. Es ist den Finanzintermediären jedoch praktisch nicht möglich, systematisch und mit Sicherheit festzustellen, ob ein vorgelegtes Identifikationsdokument echt ist. Dies wird von den geltenden Bestimmungen hinsichtlich Verhinderung der Geldwäscherei auch nicht verlangt. Wir empfehlen Ihnen deshalb, den zweiten Satz ersatzlos zu streichen.

#### **Vorschlag zu Rz. 16:**

Er überprüft ~~mittels technischer Hilfsmittel~~ die Übereinstimmung der erstellten Fotografien der Vertragspartei mit dem Lichtbild des Identifizierungsdokuments. ~~Des Weiteren vergewissert er sich anhand von technischen Hilfsmitteln über die Echtheit des Identifizierungsdokuments.~~

#### **Ad Rz. 17, 34**

Aus unserer Sicht ist es fraglich, ob es diesen Verifizierungsschritt überhaupt noch braucht, da die Vertragspartei bereits zuvor identifiziert wurde. Wir schlagen deshalb vor, diese Randziffer ersatzlos zu streichen.

Sollte die FINMA an dieser Randziffer festhalten, schlagen wir nachfolgende Anpassungen vor: Wir erachten den Zeitpunkt ("zum Abschluss") als nicht optimal, da es damit beispielsweise nicht möglich ist, die Verifizierung mittels TAN parallel zum Identifizierungsprozess vorzunehmen. Allenfalls wäre die Identifikation der Vertragspartei über einen zweiten, unabhängigen Kanal zu verifizieren, womit der Einsatz der TAN schon in einem früheren Stadium des Prozesses möglich wäre.

Schliesslich schlagen wir vor, die Formulierung technologie-neutral zu gestalten, damit neben dem reinen TAN auch weitere Mittel wie mTAN, iTAN, iTANplus, eTAN, sm@rt-TAN, photoTAN verwendet werden können.

#### **Vorschlag zu Ziff. 17:**

~~Der Finanzintermediär erstellt während der Videoübertragung Fotografien von der Vertragspartei und von allen relevanten Seiten des Identifizierungsdokuments.~~  
Die Identifikation der Vertragspartei ist über einen zweiten, unabhängigen Kanal mittels einer TAN, mTAN, iTAN oder einer ähnlichen Methode zu verifizieren.

#### **Ad Rz. 18**

In Hinblick auf den Begriff „Lichtbildaufnahme“ verweisen wir auf unsere Ausführungen zu Rz. 9, 15, 16, 29, 30, 32, 38, 46, 47 und 50.

## **Ad Kapitel III Buchstabe c (Rz. 19 – 21)**

Wir schlagen vor, den Titel unter Kapitel III Buchstabe c für die Rz. 19–22 auf „Abbruch des Identifizierungsvorgangs per Video“ zu ergänzen. Damit wird im Titel noch deutlicher, dass nur der Identifizierungsvorgang per Video gemeint ist, eine andere Art des Identifizierungsvorgangs aber durchaus möglich bzw. erlaubt ist (siehe auch Bemerkungen zu neu Rz. 21a).

## **Ad Rz. 21**

Es ist vorgesehen, dass der Identifizierungsvorgang abubrechen ist, wenn der Finanzintermediär Hinweise auf erhöhte Risiken erlangt. Diese Vorgabe ist unklar, schränkt den Anwendungsbereich der Video-Identifikation unter Umständen erheblich ein und scheint nicht praktikabel zu sein, weshalb wir empfehlen, diese Randziffer ersatzlos zu streichen.

Sollte die FINMA an dieser Vorgabe festhalten, ist klarzustellen, welche Art von "erhöhten Risiken" gemeint ist. Dabei sollen primär Risiken im Zusammenhang mit der Durchführung der Video-Identifizierung (z.B. Anhaltspunkte, dass das Identifikationsdokument gefälscht ist oder dass die sichere Übertragung nicht mehr vollständig gewährleistet ist) erfasst werden. Andere Risiken, insbesondere solche im Sinne von Art. 13 GwV-FINMA (z.B. PEP, Wohnsitz oder Bezug zu einem sensitiven Land), sind nicht Teil des Identifizierungsprozesses und stehen damit nicht in direktem Zusammenhang mit der Online-Identifizierung. Vielmehr erfolgen die Prüfungen der verschiedenen Kriterien im Zusammenhang mit Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken nach Art. 13 GwV-FINMA im Anschluss an eine korrekte Identifikation durch gesonderte GwG-Prozesse.

Zudem schlagen wir als neue Randziffer eine Klarstellung dahingehend vor, dass der "Abbruch der Kommunikation" auch darin bestehen kann, dass der Kunde für einzelne Schritte der Identifizierung auf die herkömmlichen Kanäle verwiesen wird.

### **Vorschlag zu Rz. 21:**

...

- wenn er Hinweise auf erhöhte Risiken erlangt, **die den ordnungsgemässen Identifikationsvorgang beeinträchtigen**; oder

...

### **Vorschlag zu Rz. 21a (neu):**

**Der Abbruch des Identifikationsvorgangs kann auch darin bestehen, dass der Kunde für die fraglichen Identifikationsschritte auf herkömmliche Kanäle (persönliche Vorsprache, Korrespondenzweg) verwiesen wird.**

## **Ad Rz. 23**

Es ist festzuhalten, dass weder die VSB 16 noch die GwV-FINMA für die Aufnahme einer Beziehung zu einer juristischen Person zwischen einer persönlichen Vorsprache und einer Vorsprache auf dem Korrespondenzweg unterscheiden. Wir schlagen deshalb vor, an dieser Stelle einzig zu regeln, wie die Überprüfung der Identität der Eröffner auf elektronischem Weg durchgeführt werden kann.

## **Ad Rz. 24**

Aus unserer Sicht sollte der Registerausdruck auch separat/nachgelagert (z.B. per E-Mail) bzw. in physischer Form beigebracht werden können.

### **Vorschlag zu Rz. 24:**

Der Finanzintermediär verlangt für juristische Personen und Personengesellschaften als Vertragspartei einen Auszug aus einer durch die zuständige Registerbehörde geführten Datenbank oder aus einem vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnis in elektronischer Form. **Der Auszug kann dem Finanzintermediär separat beigebracht werden.**

## **Ad Rz. 25**

Unseres Erachtens ist nicht klar, wer mit dem Begriff "Vertreter" gemeint ist, da die Überprüfung der Identität der Eröffner mittels vorhergehendem Satz geregelt wird. Falls damit (zusätzliche) Zeichnungsberechtigte bzw. Bevollmächtigte gemeint sind, würden dadurch neue Sorgfaltspflichten geschaffen, da gemäss den Regeln der GwV-FINMA bzw. der VSB 16 für Zeichnungsberechtigte bzw. Bevollmächtigte, die nicht gleichzeitig Eröffner sind, keine Überprüfung der Identität erfolgt. Wir ersuchen Sie deshalb, die entsprechende Passage zu streichen.

Sollte die FINMA an dieser Vorgabe festhalten, so empfehlen wir, den Begriff „Identifizierung“ durch „Überprüfung der Identität“ zu ersetzen, dies in Analogie zu Art. 44 Abs. 3 GwV-FINMA sowie den entsprechenden Bestimmungen der VSB 16.

### **Vorschlag zu Rz. 25:**

Der Finanzintermediär nimmt die Bevollmächtigungsbestimmungen der Vertragspartei in elektronischer Form zur Kenntnis und überprüft im Rahmen der Videoidentifizierung gemäss Abschnitt III.A **oder Abschnitt IV.B.a)**<sup>bis</sup> die Identität der Personen, die im Namen der juristischen Person oder Personengesellschaft die Geschäftsbeziehung aufnehmen. **~~Die Identifizierung der verschiedenen Vertreter der juristischen Person oder Personengesellschaft kann zu unterschiedlichen Zeitpunkten erfolgen.~~**

## **Ad Rz. 26**

Wir empfehlen die Überprüfung der systematischen Einordnung dieser Ausführungen; sie scheinen besser zu Ziff. V. zu passen. Ebenfalls schlagen wir vor zu präzisieren, ob diese Anforderung auch für die Erklärung der wirtschaftlich Berechtigten an den Vermögenswerten sowie betreffend Angaben gilt, die in Bezug auf Insurance Wrapper (Formular I), Stiftungen (Formular S) und Trusts (Formular T) erhoben werden.

## **Ad Rz. 27**

Die Vorschrift impliziert, dass bei mehreren Vertragsparteien alle betroffenen Personen mittels Videoidentifizierung identifiziert werden. Es sollen aber auch Mischformen möglich sein, bei der beispielsweise eine Vertragspartei mittels Videoidentifizierung und eine durch persönliche Vorsprache identifiziert wird.

## **Ad Rz. 28, 29, 30**

Unseres Erachtens schafft diese Randziffer keinen Mehrwert: Können die beschriebenen Bedingungen nicht eingehalten werden, kommen die Vorschriften über die Eröffnung einer Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg zur Anwendung. Der Begriff der „einfachen Ausweiskopie“ ist zudem weder in der GwV-FINMA noch in der VSB 16 enthalten. Und schliesslich verlangt Art. 45 Abs. 2 GwV-FINMA, auf den verwiesen wird, eine echtheitsbestätigte Ausweiskopie. Wir empfehlen deshalb, diese Randziffer ersatzlos zu streichen.

Des Weiteren müsste unseres Erachtens der Titel des IV. Kapitels angepasst werden. Das III. Kapitel befasst sich mit der Aufnahme der Geschäftsbeziehung mittels Video-Identifikation und stellt damit einen bestimmten Prozess dar, während sich das IV. Kapitel mit den verschiedenen Arten von Ausweiskopien befasst. Wir empfehlen Ihnen deshalb, als Titel für das IV. lediglich „Online-Identifizierung“ zu wählen.

Schliesslich scheinen die Referenz von IV bis IV sowie der Verweis auf Abschnitt IV.V.B fehlerhaft.

## **Ad Rz. 31**

Unseres Erachtens wird nicht klar genug zum Ausdruck gebracht, dass die in den Rz. 32 bis 34 genannten Vorgaben kumulativ erfüllt werden müssen.

## **Ad Rz. 32**

Rz. 32 sieht vor, dass der Finanzintermediär Übereinstimmung zwischen der Vertragspartei und den beigebrachten elektronischen Kopien der Identifizierungsdokumente zu prüfen hat. Dies bedeutet nach unserem Verständnis, dass der Finanzintermediär einerseits eine Fotografie des Identifizierungsdokuments der Vertragspartei und andererseits zusätzlich eine Fotografie der Vertragspartei verlangen muss. Im Erläuterungsbe-

richt wird zu dieser Bestimmung ausgeführt, dass es sich bei der Fotografie der Vertragspartei selber beispielsweise um ein Passfoto handeln kann. Falls die Vertragspartei dasselbe Passfoto übermittelt, welches auch für das Ausweisdokument verwendet wurde, ergibt dieser Kontrollpunkt keinen Sinn.

Bei anderen Arten von Fotografien (im Erläuterungsbericht sind auch "Selfies" erwähnt) müssten der Vertragspartei wohl Vorgaben gemacht werden, welche Anforderungen die Fotografie zu erfüllen hat, beispielsweise bezüglich Abstand, Winkel, Erkennbarkeit etc., da sonst ein Abgleich zwischen der Fotografie im Pass und dem Foto des Kunden selbst oft nicht möglich sein dürfte. Da diese Vorgabe in der Praxis nur schwer umsetzbar sein wird, empfehlen wir, sich auf die Einlieferung einer Fotografie des Identifizierungsdokuments zu beschränken und auf die Einlieferung einer weiteren Fotografie der Vertragspartei bzw. auf den Abgleich mit einem durch die Vertragspartei zur Verfügung gestellten Foto zu verzichten.

Betreffend Prüfung der Echtheit des Dokuments kann grundsätzlich auf die Bemerkungen zu Rz. 16 verwiesen werden. Die vorgegebene Überprüfung der Echtheit des Ausweisdokuments stellt ein Novum dar, wobei der Finanzintermediär lediglich eine von der Vertragspartei erstellte Fotografie des Ausweises erhält. Selbstverständlich sind die Finanzintermediäre dazu verpflichtet, im Rahmen der Einhaltung ihrer Sorgfaltspflichten zu reagieren, wenn Zweifel an der Echtheit eines Ausweisdokuments auftreten. Es ist den Finanzintermediären jedoch anhand einer solchen Fotografie nicht möglich, systematisch und mit Sicherheit festzustellen, ob ein vorgelegtes Identifikationsdokument echt ist. Dies wird von den geltenden Bestimmungen hinsichtlich Verhinderung der Geldwäscherei auch nicht verlangt. Wir empfehlen Ihnen deshalb, den zweiten Satz ersatzlos zu streichen.

Sollten Sie an dieser Randziffer festhalten, so empfehlen wir analog zu Rz. 5 anstelle des Begriffs „geeignete Technologie“ den Terminus "geeignete Hilfsmittel" zu verwenden, da in diesem Fall ein solcher Abgleich auch durch eine Sichtprüfung erfolgen kann. Bei der Überprüfung der Dokumente ist die Bank an die üblichen Sorgfaltspflichten gebunden, die bereits heute bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung mit persönlicher Vorsprache bzw. Eröffnung auf dem Korrespondenzweg einzuhalten sind.

#### **Vorschlag zu Rz. 32:**

Der Finanzintermediär verlangt von der Vertragspartei **die Zustellung von** Fotografien ihres Identifizierungsdokuments **auf einem elektronischen Kanal. und von ihr selbst.** Mit Unterstützung **einer geeigneten Technologie geeigneter Hilfsmittel** verifiziert er die Echtheit des Ausweisdokuments. **und prüft die Übereinstimmung zwischen der Vertragspartei und dem beigebrachten Identifizierungsdokument.**

#### **Ad Rz. 33**

Unseres Erachtens erscheint die Beschränkung der Überweisung lediglich von einer Bank in der Schweiz als zu streng, zumal es sich nicht um die einzigen Kontrollmassnahmen handelt. Es erscheint zudem widersprüchlich, dass es den Bankinstituten einerseits erlaubt ist, von ausländischen Banken echtheitsbestätigte Ausweisdokumente zu akzeptieren, und es andererseits nicht möglich ist, ein bei eben diesen Banken er-

öffnetes Bankkonto für die Überweisung zuzulassen. Wir schlagen deshalb vor, die Überweisung zumindest von denjenigen Banken zuzulassen, die einer angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung unterstehen. Damit wäre ein ausreichendes Mass an Kontrolle erreicht.

**Vorschlag zu Rz. 33:**

Er lässt sich von der Vertragspartei Geld ab einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank in der Schweiz **oder in einem Land mit einer angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung** überweisen.

**Ad Rz. 35**

Unseres Erachtens ist der Begriff „Utility Bill“ enger gefasst als derjenige einer „Rechnung“. Wir empfehlen deshalb, entweder ausschliesslich den Begriff „Rechnung“ zu verwenden oder den Begriff „Utility Bill“ zu definieren.

Zudem schlagen wir eine zusätzliche Verdeutlichung vor, dass es sich um eine alternative Aufzählung handelt.

**Vorschlag zu Rz. 35:**

- einer Rechnung, Utility Bill; **oder**

**Ad Rz. 37**

Aus unserer Sicht ist der Begriff „öffentliches Register“ als mögliche Kontrollmassnahme zu eng gefasst. Wir empfehlen deshalb, die bereits in GwV-FINMA und VSB 16 verankerte Terminologie zu verwenden.

**Vorschlag zu Rz. 37:**

(...) Ferner überprüft er deren Wohnsitzadresse anhand:

- (...)
- (...)
- eines öffentlichen Registers, **einer durch einen vertrauenswürdigen Privaten geführten Datenbank oder eines solchen Verzeichnisses.**

Wir würden es begrüssen, wenn die in Rz. 32 bis 37 vorgesehene Form der Überprüfung der Identität einer Vertragspartei auf dem Korrespondenzweg auch „Eröffnern“ bei einer juristischen Person, d.h. Personen, die im Namen der juristischen Person oder Personengesellschaft die Geschäftsbeziehung aufnehmen wollen, zur Verfügung stehen. Eröffner und Vertragspartei sind hier nicht die gleiche Person, und der Eröffner muss bereits Bevollmächtigungsbestimmungen bzw. Erklärungen bezüglich des Kontrollinhabers gemäss Rz. 25 und 26 beibringen.

Rz. 33 sieht vor, dass die Vertragspartei Geld ab einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank überweist. Für den Eröffner würde dies bedeuten, dass er dafür sein persönliches Konto benützen müsste, falls die Vertragspartei noch nicht über ein Konto verfügt, was offensichtlich nicht praktikabel ist. Wir ersuchen die FINMA deshalb, für die Eröffnung einer Geschäftsbeziehung mit einer juristischen Person eine adäquate Alternative zu Rz. 33 zu konzipieren. Gerne stehen wir für allfällige Gespräche zur Verfügung.

## **Ad Rz. 38**

Aus unserer Sicht ist nicht nachvollziehbar, warum die Anbieter von Zertifizierungsdiensten auf diejenigen beschränkt sind, die ihren Sitz in der Schweiz haben. Das Bundesgesetz über Zertifizierungsdienste im Bereich der elektronischen Signatur (ZertES, 943.03) regelt in Art. 3 Abs. 2 die Voraussetzungen, die für ausländische Anbieter von Zertifizierungsdiensten gelten. Eine Beschränkung auf Schweizer Anbieter rechtfertigt sich deshalb nicht, weshalb wir empfehlen, auf diese Beschränkung zu verzichten.

Typischerweise werden qualifizierte elektronische Signaturen auf einem PDF-Dokument appliziert. Bei einer Fotografie, verstanden als eine Bilddatei, würde dies kaum funktionieren. Wir empfehlen deshalb, anstelle des Terminus „Fotografie“ den Begriff „elektronische Kopie“ zu verwenden (vgl. dazu auch die Ausführungen zu den Rz. 9 und 32).

### **Vorschlag zu Rz. 38:**

Der Finanzintermediär verlangt von der Vertragspartei die Zustellung einer **Fotografie elektronischen Kopie** ihres Identifizierungsdokuments auf einem elektronischen Kanal und deren Authentifizierung mit **einer** von einem **Schweizer anerkannten** Anbieter von Zertifizierungsdiensten ausgestellte**n** qualifizierten elektronische**n** Signatur.

## **Ad Rz. 40**

Hinsichtlich der Begriffe „Abbild“ und „(Bild-)Datei“ empfehlen wir eine einheitliche Terminologie (vgl. dazu auch die Ausführungen zu den Rz. 9, 32 und 38). Zudem ist nicht klar, welche Anforderungen an das Visum der Mitarbeitenden der Bank gestellt werden. Eine generische Formulierung im Erläuterungsbericht könnte hier Rechtssicherheit schaffen, was wir sehr begrüßen würden.

## **Ad Rz. 41**

Satz 1 scheint etwas missverständlich formuliert und könnte an Klarheit gewinnen, wenn das Wort „zusätzlich“ durch eine Wendung wie „für die Fälle, in denen...“ ersetzt wird. Weiter fehlt nach unserer Einschätzung ein Verweis auf die Geltung der Rz. 34–37 für den Fall, in welchem die erforderliche Wohnsitzüberprüfung nicht vor Ort vorgenommen wird.

Zudem erscheint diese Regelung praktisch kaum umsetzbar, da der Finanzintermediär in Ermangelung einer Pflicht des Ausstellers der Echtheitsbestätigung, den Ort des Identifizierungsvorgangs festzuhalten, gar nicht wissen kann, wo die Überprüfung der Echtheit des Identifizierungsdokuments stattfindet. Entsprechend empfehlen wir folgende Ergänzung:

**Vorschlag zu Rz. 41:**

~~Die auf diese Weise ausgestellte Echtheitsbestätigung enthält zusätzlich die Wohnsitzbestätigung nach Art. 45 Abs. 2 GwV-FINMA, wenn der Aussteller von Echtheitsbestätigungen nach Art. 49 GwV-FINMA die Überprüfung der Echtheit des Identifizierungsdokuments an derjenigen Adresse vornimmt, welche dem Finanzintermediär von der Vertragspartei im Eröffnungsprozess als Wohnsitzadresse mitgeteilt wurde.~~

Für die Fälle, in denen der Aussteller von Echtheitsbestätigungen nach Art. 49 GwV-FINMA die Überprüfung der Echtheit des Identifizierungsdokuments an derjenigen Adresse vornimmt, welche dem Finanzintermediär von der Vertragspartei im Eröffnungsprozess als Wohnsitzadresse mitgeteilt wurde und die Vornahme der Echtheitsbestätigung an dieser Adresse aus einer Dokumentation ersichtlich ist, enthält die auf diese Weise ausgestellte Echtheitsbestätigung gleichzeitig die Wohnsitzbestätigung nach Art. 45 Abs. 2 GwV-FINMA.

**Ad Rz. 42**

Wir empfehlen eine dahingehende Präzisierung, dass neben der Einholung der Erklärungen über den Kontrollinhaber bzw. über die wirtschaftlich berechtigte Person an den Vermögenswerten von dieser Randziffer auch Erklärungen für Trusts, Stiftungen und Insurance Wrapper erfasst sind.

**Ad Rz. 43**

Die Formulierung ist aus unserer Sicht zu eng. Es muss möglich sein, dass das Formular für die Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten auch auf Basis von bereits verfügbaren Informationen vom Finanzintermediär vorab ausgefüllt wird und im Eröffnungsprozess lediglich noch von der Vertragspartei mittels qualifizierter elektronischer Signatur unterzeichnet wird; dies analog zu Art. 28 VSB 16 (vgl. Kommentar der SBVG zur VSB 16). Der Erhalt von Erklärungen über die wirtschaftliche Berechtigung kann zudem auch während einer laufenden Geschäftsbeziehung erforderlich werden, beispielsweise bei Zweifeln, ob die ursprüngliche Erklärung noch zutrifft.

**Vorschlag zu Rz. 43:**

Der Finanzintermediär kann die Erklärung der Vertragspartei über die wirtschaftlich berechtigte Person mittels ~~einem mit eines Online-Formulars einholen, welches die Vertragspartei im Rahmen des Eröffnungsantrags ausfüllt und mit~~ qualifizierter elektronischer Signatur gemäss Bundesgesetz über die elektronische Signatur (ZertES; SR 943.03) ~~signierten elektronischen Formular einholen~~ bestätigt.

## **Ad Rz. 44**

Insbesondere betreffend Integrität der im elektronischen Formular enthaltenen Informationen besteht ein wesentlicher Unterschied zwischen der qualifizierten elektronischen Signatur auf der einen Seite und mTAN, pushTAN oder ähnlichen Verfahren auf der anderen Seite. Aus unserer Sicht ist fraglich, ob eine qualifizierte elektronische Signatur mit mTAN, pushTAN oder ähnlichen Verfahren verglichen werden kann. Zudem stellt sich die Frage, ob diese Ausnahmebestimmung dann auch beispielsweise betreffend elektronischer Ausweiskopie gemäss Rz. 38 analog anwendbar ist. Wir empfehlen deshalb, die beiden Signaturmethoden klar zu unterscheiden.

## **Ad Rz. 46**

In Bezug auf die Begriffe „eingescanntes“ und „fotografiertes“ empfehlen wir technologie neutrale Formulierungen. Aus unserer Sicht ist zudem nicht nachvollziehbar, warum die Entgegennahme von eingescannten und per E-Mail übermittelten Erklärungen über die wirtschaftliche Berechtigung nur bei Aufnahme von Geschäftsbeziehungen zulässig sein soll. Wir empfehlen, diese Möglichkeit auch für bestehende Geschäftsbeziehungen zugänglich zu machen.

Darüber hinaus wird zwingend die Übermittlung per E-Mail verlangt. Wir schlagen vor, dass dies beispielsweise auch mittels eines Upload-Portals erfolgen kann, zumal diese Übertragungsvariante sicherer ist als der E-Mail-Verkehr und hinsichtlich Identifikation bzw. Authentifizierung der erklärenden Person kein Unterschied besteht, da ein (auf dem Original mit physischer Unterschrift gescanntes) Dokument vorliegt. Der (elektronische) Übertragungsweg ist hier unseres Erachtens nicht entscheidend.

Schliesslich erachten wir den letzten Satz als überflüssig. Liegt eine von der Vertragspartei unterschrieben und elektronisch übermittelte Erklärung vor, aus der zweifelsfrei hervorgeht, wer die erklärende Person ist, so ist es aus unserer Sicht nicht notwendig, zusätzlich auch den Übertragungsweg zu dokumentieren. So wird bei der Eröffnung einer Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg mittels Postzustellung das von der Vertragspartei aufgegebene Post-Couvert ebenfalls nicht zu den Akten genommen. Wir empfehlen deshalb, den letzten Satz ersatzlos zu streichen.

### **Vorschlag zu Rz. 46:**

Der Finanzintermediär kann auch ~~eine auf ein von der Vertragspartei ausgedrucktes, physisch unterzeichnetes, eingescanntes oder fotografiertes und dem Finanzintermediär per E-Mail elektronischem Weg zugestelltes elektronische Kopie eines von der Vertragspartei ausgedruckten, physisch unterzeichneten Formulars~~ als Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung zu seinen Akten nehmen. ~~Er ergänzt diese um die E-Mail der Vertragspartei, der das eingescannte Formular angehängt war.~~

## Ad Rz. 50

- **Art. 16 Abs. 1 Bst. a GwV-FINMA:**  
Wir empfehlen eine technologieneutrale Formulierung. Zudem entstammt das Zitat dieser Bestimmung noch der „alten“ GwV-FINMA.
- **Art. 28 Abs. 1 GwV-FINMA:**  
Die zivil- und handelsrechtlichen Vertretungsregeln sind für die elektronische Auftragserteilung kaum massgebend, bzw. es ist kein Unterschied zur nicht elektronischen Auftragserteilung ersichtlich. Der entsprechende Passus sollte daher gestrichen werden.
- **Art. 29 Abs. 2 GwV-FINMA**  
Für den ersten Satz empfehlen wir eine technologieneutrale Formulierung. Zudem wird E-Mail indirekt als ein gesicherter elektronischer Übertragungsweg eingestuft, was aus unserer Sicht nicht zutrifft. Es ist jedoch nicht erforderlich, dass eine besonders gesicherte Übertragung erfolgt, sofern sichergestellt wird, dass sich die Bestätigung auf die betreffenden Kopien bezieht und insbesondere sicher bekannt ist, wer die Bestätigung abgegeben hat.
- **Art. 47 Abs. 1 Bst. b GwV-FINMA:**  
Der Begriff "Bildschirmfoto" ist unseres Erachtens unklar. Zudem empfehlen wir eine technologieneutrale Formulierung.

<b>Vorschlag zu Rz. 50:</b>	
<p>Art. 16 Abs. 1 Bst. a GwV-FINMA:</p> <p>Die Abklärungen umfassen [...] namentlich das Einholen schriftlicher oder mündlicher Auskünfte der Vertragspartei, <b>der Kontrollinhaberin, des Kontrollinhabers oder der an Vermögenswerten</b> <del>oder der</del> wirtschaftlich berechtigten Person.</p>	<p>Schriftliche Auskünfte: <b>Über einen elektronischen Kanal erhaltene textbasierte Informationen (z.B. E-Mail, Chat etc.)</b></p> <p>Mündliche Auskünfte: telefonisch, Videokonferenz</p>
<p>Art. 28 Abs. 1 GwV-FINMA:</p> <p>Der Finanzintermediär darf [...] mittels einer schriftlichen Vereinbarung beauftragen, wenn [...]</p>	<p>Die Auftragserteilung kann auch elektronisch erfolgen, <del>sofern die Anforderungen an die zivil- und handelsrechtliche Vertretungsregeln gewährleistet sind,</del> bspw. <b>durch mittels die</b> digitaler Signatur.</p>
<p>Art. 29 Abs. 2 GwV-FINMA:</p> <p>Er muss eine Kopie der Unterlagen, die zur Erfüllung der Pflichten zur Ver-</p>	<p>Der Kopie gleichgestellt sind <b>auch elektronische Kopien der Unterlagen</b> <del>Fotografien oder Scans der Unterla-</del></p>

<p>hinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gedient haben, zu seinen Akten nehmen und sich schriftlich bestätigen lassen, dass die ihm übergebenen Kopien den Originalunterlagen entsprechen.</p>	<p><b>gen.</b> Die Bestätigung kann bspw. auch per E-Mail oder auf einem anderen <b>gesicherten</b> elektronischen Übertragungsweg wie bspw. einem Upload-Portal erfolgen, sofern zweifelsfrei und nachvollziehbar sichergestellt ist, dass sich die Bestätigung auf die betreffenden Kopien bezieht, und wer diese abgegeben hat.</p>
<p>Art. 47 Abs. 1 Bst. b GwV-FINMA:  [...] eines schriftlichen Auszugs aus einer durch die Handelsregisterbehörde geführten Datenbank; Bst. c: eines schriftlichen Auszugs aus vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnissen und Datenbanken.</p>	<p>Den schriftlichen Auszügen sind auch elektronische Dateien wie bspw. PDF und <b>entsprechende Bildformate</b> <del>Bildschirmfotos</del> gleichgestellt.</p>

### Glossar

- *mTAN*

Aus unserer Sicht kann mittels einer mTAN nicht sichergestellt werden, dass diese auf das Mobiltelefon geschickt wird, welches sich sachenrechtlich im Eigentum des Kunden befindet. Einzig der Besitz kann verifiziert werden.

#### Vorschlag zu „mTAN“:

mobile und zeitlich begrenzt gültige TAN, die der Finanzintermediär dem Nutzer per SMS auf **dessen** ein Mobiltelefon sendet, **das sich im Zeitpunkt des Empfangs des TAN in dessen Besitz befindet.**

- *TAN*

Die Definition des TAN sollte mit Beispielen ergänzt werden, wie die Bank dem Kunden die TAN effektiv zustellt.

#### Vorschlag zu „TAN“:

Transaktionsnummer, welche der Finanzintermediär seiner Vertragspartei als Einmalpasswort zustellt, **z.B. mittels mTAN, PushTAN etc.**

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme unserer Stellungnahme und die Berücksichtigung unserer Überlegungen für die weiteren Arbeiten. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
Schweizerische Bankiervereinigung



Markus Staub



Christoph Winzeler

**From:** Alexander.Grossenbacher@swisscom.com [mailto:Alexander.Grossenbacher@swisscom.com]  
**Sent:** Friday, January 15, 2016 3:32 PM  
**To:** Witz Dominik  
**Cc:** Christoph.Wille@valiant.ch; Pascal.Baumgartner@valiant.ch; Roland.Cortivo@swisscom.com  
**Subject:** ---Signed\_Message--- Stellungnahme FINMA-Rundsreiben 2016/xx "Video- und Onlineidentifizierung"

Sehr geehrter Herr Witz

Mit e-Mail vom 21. Dezember 2016 haben Sie uns zur Stellungnahme zum FINMA-Rundsreiben 2016/xx "Video- und Onlineidentifizierung" eingeladen. Für die Möglichkeit im Namen der Swisscom Schweiz AG Stellung zu nehmen danken wir sehr.

Generelle Anliegen:

Die zu identifizierende Person hat im Vorfeld ihre Personalien zu erfassen (Name, Adresse, Telefonnummer etc.). Festzulegen ist, ob die Daten durch die Person selbst oder technisch von anderen Quellen (unter entsprechender Authentisierung) verwendet werden können (Telefonbuch, Kundendatenbank Dritter, via OCR aus dem Ausweisdokument etc.).

Spezifische Anmerkungen:

Rz 6/16:

Die technischen Mittel unterstützen lediglich den Identifikationsexperten in seiner Beurteilung, welcher letztinstanzlich die Entscheidung trifft.

Rz16:

Anhand von welchen Elementen sind die Lichtbilder der zu identifizierenden Person abzugleichen (bspw. Augenabstand etc.)? Weiter ist darauf zu achten, dass das Porträtfoto im Videocall der Aufnahme auf dem Ausweisdokument möglichst entspricht (bspw. Brillenträger).

Rz 17:

Unseres Erachtens sollte jeder Identifizierungsprozess mittels einer eindeutigen und nicht wiederverwendbaren Vorgangsnummer versehen werden. Diese wird dem Kunden zu Beginn angezeigt und ist im Gespräch dem Identifikationsexperten anzugeben. Dieses Verfahren stellt sicher, dass die eingegebenen Daten nicht missbräuchlich durch Dritte wiederverwendet werden können.

Rz 22:

Sollte ein Betrugsfall festgestellt werden, schreibt das GwG vor den Vorgang nicht abubrechen, sondern zu dokumentieren und zu melden. Wir schlagen vor, gleiches Vorgehen auch in diesem Fall anzuwenden und Betrugsversuche zur Anzeige zu bringen.

Rz 47:

Korrektur der römischen Ziffern:

Der Finanzintermediär darf unter Berücksichtigung von Art. 28 und 29 GwV-FINMA Personen und Unternehmen mit der Durchführung der Identifizierung der Vertragspartei gemäss Abschnitt II und III sowie der Feststellung der wirtschaftlich berechtigten Person gemäss Abschnitt IV beauftragen.

Desweiteren verweisen wir auf die Stellungnahme von der Valiant Bank in gleicher Sache, die wir vollumfänglich unterstützen und Ihre Anliegen ebenfalls portieren und gutheissen.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme. Für Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

Alexander Grossenbacher

Alexander Grossenbacher

---

Business Development & Innovation  
Senior Manager

Telefon +41 (58) 221 68 46  
Mobile +41 (79) 431 69 92  
[Alexander.Grossenbacher@swisscom.com](mailto:Alexander.Grossenbacher@swisscom.com)

---

Swisscom (Schweiz) AG  
Enterprise Customers  
Pfungstweidstrasse 51  
CH-8005 Zürich  
[www.swisscom.ch/enterprise](http://www.swisscom.ch/enterprise)

**From:** Felix Niederer [mailto:felix.niederer@truewealth.ch]  
**Sent:** Sunday, January 17, 2016 10:34 PM  
**To:** Witz Dominik  
**Subject:** Anhörung zum Entwurf Rundschreiben 2016/xx Video- und Online-Identifizierung

Sehr geehrte Damen und Herren

Vielen Dank für Ihre Einladung, zum Entwurf Ihres oben genannten Rundschreibens Stellung zu nehmen.

Wir sind ein unabhängiger und SRO-regulierter online Vermögensverwalter mit Sitz in Zürich und sind sehr daran interessiert, neue Geschäftsbeziehungen auf digitalem Weg aufnehmen zu können.

Hinsichtlich der Ausgestaltung des finalen Rundschreibens ist aus unserer Sicht grundsätzlich wichtig, dass eine kosteneffiziente Aufnahme neuer Geschäftsbeziehungen ohne Medienbruch auch für kleinere Finanzdienstleister möglich ist, insbesondere wenn diese SRO reguliert sind.

Wir begrüssen das Rundschreiben grundsätzlich in dieser Form sehr, wenn es kleinere Marktteilnehmer nicht benachteiligt und im Ausland, namentlich in Deutschland, erprobte Verfahren ohne technische Änderungen zulässt. Gerne nehmen wir zu einzelnen Punkten wie folgt Stellung:

## Videoidentifizierung

### **Rz 6 f. Erläuterungsbericht**

Im Erläuterungsbericht heisst es zu Rz 6 f. (genauer Rz 7), dass zusätzlich zu den holographischen Elementen des Ausweisdokumentes mindestens eines der nachfolgenden Elemente systemgestützt überprüft werden muss: 3D-Bilder, kinematische Bewegungsstrukturen, Makro- und Mikroschriften und Wasserzeichen. Auf den Begriff systemgestützt sollte unseres Erachtens hier im Sinne der Technologieneutralität verzichtet werden, da hier einerseits der die Videoidentifikation durchführende Mitarbeiter des Finanzdienstleisters, oder seine weibliche Spielart, die holographischen Elemente als auch 3D-Bilder, kinematische Bewegungsstrukturen, Makro- und Mikroschriften und/oder Wasserzeichen ebenso gut ohne spezielle Software auf ihre Echtheit prüfen kann, analog zur persönlichen Vorsprache der Vertragspartei. Andererseits kommen technische Massnahmen zur Prüfung der Echtheit des Ausweisdokumentes ja bereits wie in Rz 6 beschrieben zum Einsatz.

## **Rz 9**

In Rz 9 wird richtigerweise gefordert, dass Bild- und Tonqualität geeignet sein müssen, um eine einwandfreie Identifizierung zu ermöglichen. Sodann werden in Rz 9 jedoch weitere technische Massnahmen gefordert. Aufgrund der bereits heute von Konsumenten in vielen Kommunikationsgeräten verwendeten hohen technischen Qualität bei Ton- und Videoübertragung erachten wir das Erfordernis weiterer technischer Massnahmen als nicht technologieneutral, zumal der Prozess als Ganzes ja ohne einwandfreie Identifizierung der Vertragspartei aufgrund Rz 20 abgebrochen wird.

Wir schlagen deshalb vor, dass der Finanzdienstleister technische Massnahmen vorsehen kann (aber im Sinne der Technologieneutralität nicht muss), welche insbesondere bei der Erstellung der im Rahmen der Identifizierung notwendigen Fotografien schwierige Lichtverhältnisse kompensieren können.

## **Rz 17**

Rz 17 sieht vor, dass der Identifikationsprozess über eine TAN-Bestätigung abgeschlossen wird. Wir schlagen vor, das Erfordernis der TAN-Bestätigung reihenfolgeneutral zu formulieren, sodass die TAN-Bestätigung auch an anderer Stelle des Identifikationsprozesses gemacht werden kann.

## **Der echttheitsbestätigten Kopie des Ausweisdokuments gleichgestellte Dokumente**

### **Rz 33**

Wir begrüssen es sehr, Geschäftsbeziehungen digital und ohne Medienbruch auch ohne Videokonferenz aufnehmen zu können, insbesondere auch dann, wenn die Vertragspartei über keine qualifizierte elektronische Signatur verfügt (Rz 29 bis 37).

In Rz 33 wird vorgesehen, dass sich der Finanzdienstleister von der Vertragspartei Geld ab einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank in der Schweiz überweisen lässt. Im Sinne der Standortattraktivität des schweizerischen Finanzplatzes sollten Überweisungen ab einem auf den Namen der Vertragspartei lautenden Konto bei einer Bank in der Schweiz *oder einem Land mit angemessener prudentieller Aufsicht und gleichwertiger Geldwäschereiregulierung* zugelassen sein. Die Ausweitung auf eben solche Überweisungen schwächt den Identifikationsprozess per definitionem nicht und unterstützt den Standort Schweiz für grenzüberschreitende digitale Finanzdienstleistungen.

Als SRO-regulierter Finanzdienstleister, der selber keine Kundengelder direkt annimmt, sondern bankseitig verwahrte Vermögenswerte verwaltet, gehen wir ferner davon aus, dass wir Rz 33 auch dann erfüllen, wenn die Vertragspartei das Geld nicht an uns sondern an unsere kontoführende Bank überweist, beispielsweise als letzten Schritt der Identifikation und gleichzeitiger Erstüberweisung von Anlagegeldern, sofern unsere kontoführende Bank das Geld nur unter obengenannter Bedingung an den Überweisungsursprung annimmt und wir den Ursprung der Überweisung einsehen und prüfen.

### **Rz 46**

Neben der Zustellung der gescannten resp. fotografierten Dokumente per E-Mail sollte auch die Zustellung per Web-Upload (z.B. im Kundenbereich des Online Systems des Finanzdienstleisters) erlaubt sein, wenn nicht allgemein eine digitale Zustellung.

## Begriff der Schriftlichkeit

Als SRO-regulierter Vermögensverwalter sind wir an die Landesregeln unserer SRO gebunden. Diese verlangen die Schriftform des Vermögensverwaltungsauftrages. Mit Ihrem Rundschreiben setzen Sie digitale Schriftlichkeit der traditionellen Schriftlichkeit im GwG-Kontext gleich, was wir sehr begrüßen. Da die qualifizierte elektronische Unterschrift noch keine substantielle Marktdurchdringung erreicht hat, begrüßen wir insbesondere alternative digitale Formen der schriftlichen Kommunikation und Willensäußerung.

Wir gehen davon aus, dass aus Sicht der Finma kein Einwand besteht, einen schriftlich verfassten und von der Vertragspartei gelesenen jedoch zwischen Finanzdienstleister und Vertragspartei digital abgeschlossenen Vertrag auch im Sinne der SRO-Landesregeln als schriftlich anzusehen, soweit die Vertragspartei angemessen identifiziert ist und der Vorgang des digitalen Vertragsabschlusses angemessen dokumentiert und archiviert ist, auch wenn andere digitale Methoden als die qualifizierte elektronische Signatur zum Einsatz kommen. Die zivilrechtliche Beweiskraft eines digitalen Vertragsabschlusses bleibt selbstverständlich in der Verantwortung des Finanzdienstleisters.

Wir bedanken uns für die Möglichkeit der Stellungnahme. Gerne stehen wir Ihnen für ergänzende Auskünfte zur Verfügung.

Freundliche Grüsse,

True Wealth AG

Felix Niederer

Felix Niederer | CEO | [truewealth.ch](http://truewealth.ch) | [twitter](https://twitter.com)

**True Wealth AG** | Binzallee 23 | CH-8055 Zürich | Switzerland

M [+41 79 374 55 56](tel:+41793745556) | T [+41 44 508 70 17](tel:+41445087017) | Direct [+41 44 508 76 55](tel:+41445087655) | skype felix.niederer

Follow us on [twitter](https://twitter.com) and [facebook](https://facebook.com).



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
CH-3003 Bern

Vorab per eMail:  
[dominik.witz@finma.ch](mailto:dominik.witz@finma.ch)

FINMA		
ORG	14. JAN. 2016	SB
M3		
Bemerkung:		<i>FW</i>

Bern, 11. Januar 2016/bps

Ihre Ansprechperson: Pascal Baumgartner, 031 310 75 50  
eMail: [pascal.baumgartner@valiant.ch](mailto:pascal.baumgartner@valiant.ch)

### Stellungnahme FINMA-Rundschreiben 2016/xx "Video- und Onlineidentifizierung"

Sehr geehrter Herr Witz  
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit eMail vom 21. Dezember 2015 haben Sie uns zur Stellungnahme zum FINMA-Rundschreiben 2016/xx "Video- und Onlineidentifizierung" eingeladen. Für die Möglichkeit im Namen der Valiant Bank AG Stellung zu nehmen danken wir sehr.

Das vorliegende Rundschreiben begrüssen wir sehr. Zum einen adressiert es das Bedürfnis von Kunden unabhängig von Filialöffnungszeiten und ohne Gang in die Bank eine Geschäftsbeziehung mit einer Bank eingehen zu können. Zum anderen wird mit diesen neuen Regelungen ein heute bestehender Wettbewerbsnachteil gegenüber anderen ausländischen Direktanbietern aufgehoben. Damit wird ein klares Zeichen hin zur einer digitalen Welt gesetzt, was den stark wachsenden Trend hinsichtlich Fintech sehr unterstützt.

Wir erlauben uns, Ihnen nachfolgend unsere Sicht darzulegen.

#### Generelle Anliegen / Zusammenfassung

1. Das Rundschreiben beinhaltet nach unserem Dafürhalten alle notwendigen Regelungen, um eine der persönlichen Vorsprache mindestens gleichwertige Identifizierung des Vertragspartners zu ermöglichen. Wir sind der Auffassung, dass die so ermöglichte Identifikation derjenigen am Schalter durch die technische Unterstützung in Bezug auf die Sicherheit gar überlegen ist. Von der Aufnahme weiterer Prüfungen oder zusätzlicher Aufzeichnungen während des Identifikationsprozesses ist deshalb auch klar abzusehen.
2. Den vorgeschriebenen Ablauf der Identitätsprüfung halten wir für praktikabel und grundsätzlich technisch umsetzbar
3. Wir begrüssen ferner, dass das Schreiben neben der eigentlichen Videoidentifizierung in den Abschnitten IV. und V auch weitere wichtige Aspekte regelt und damit

Seite 2

die Voraussetzungen für eine vollständig digitale Abwicklung des Eröffnungsprozesses schafft.

4. Wir möchten Sie noch darauf hinweisen, dass sich der Entwurf des Rundschreibens noch auf die inzwischen nicht mehr geltende Fassung der Geldwäschereiverordnung FINMA bezieht.

Spezifische Anmerkungen (Referenz auf die Randziffern des Rundschreibens)

- Rz 9: Auf eine Pflicht, dass der Finanzintermediär technische Massnahmen vorzusehen hat, welche schwierige Lichtverhältnisse kompensieren können, sollte verzichtet werden. Das geht zu weit, zumal nicht genügend spezifiziert werden kann, welche Massnahmen zur Kompensation minimal genügen und zudem die Kameras der Endgeräte heute zum grossen Teil bereits solche technischen Massnahmen beherrschen. Anstelle dessen sollte es genügen, zu verlangen, dass die Bildqualität der gemachten Fotografien genügen muss, um sowohl die technisch unterstützte Validierung der Ausweisdokumente, wie auch analog der persönlichen physischen Vorsprache in einer Geschäftsstelle die visuelle Identifizierung zu ermöglichen.
- Rz. 46 Neben der Einreichung per E-Mail mit der Verpflichtung der Archivierung des begleitenden E-Mails sollte auch die Übermittlung des physisch unterzeichneten und gescannten oder fotografierten Formulars über einen Upload auf der Webseite zugelassen werden, sofern sich der Kunde zuvor auf der Website authentifiziert hat oder über einen ihm zugestellten via Email zugestellten persönlichen Link zum Upload eingeladen wurde.

Desweiteren verweisen wir auf die Stellungnahme von Swisscom in gleicher Sache, die wir vollumfänglich unterstützen und Ihre Anliegen ebenfalls portieren und gutheissen.

Wir danken Ihnen für die Kenntnisnahme und hoffen auf eine wohlwollende Beachtung unserer mit vorliegendem Schreiben eingebrachten Punkte. Für Auskünfte und Rückfragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse  
**Valiant Bank AG**



Christoph Wille  
Leiter Vertriebskanäle



Pascal Baumgartner  
Leiter Legal und Compliance

**PER E-MAIL**

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Zug, 18. Januar 2016

**Stellungnahme zum Entwurf des FINMA-Rundschreibens 2016/xx  
zur Video- und Online-Identifizierung**

Sehr geehrter Herr Witz

Für die Einladung zur Stellungnahme zum Entwurf des Rundschreibens 2016/xx Video- und Online-Identifizierung („E-RS“) danken wir Ihnen bestens und nehmen diese gerne wahr wie folgt:

Grundsätzlich begrüssen wir die für den sich zurzeit in einer Reorganisationsphase befindlichen Finanzmarkt wichtigen Regeln zu den Rahmenbedingungen im Umgang mit den aktuellen technischen Möglichkeiten im Kontext mit den sich stetig entwickelnden Kundenbedürfnissen. Entsprechend erachten wir den Wert einer Regelung dieser Rahmenbedingungen durch die FINMA als sehr hoch, auch wenn wir bedauern, dass diese nicht in die Revision der GwV-FINMA einfließen. Dennoch bringen wir im Sinne konstruktiver Kritik gerne die folgenden Bemerkungen zum E-RS an:

**I. Allgemeine Bemerkungen**

Um in technischen Bereichen adäquate Regeln vorzugeben, erachten wir als zielführend, dass die FINMA sich darauf beschränkt, Rahmenbedingungen und Anforderungen zu definieren, und die konkrete Umsetzung den Marktteilnehmern überlässt. Diese sind anschliessend von der FINMA oder einer Revisionsstelle auf ihre Konformität mit den Rahmenbedingungen und Anforderungen zu prüfen. Obwohl der E-RS grundsätzlich diesen Ansatz verfolgt, lässt er sich wiederholt verleiten, konkrete technische Umsetzungsvorgaben zu statuieren. Dass dies

nicht taugt, zeigt nicht zuletzt das im E-RS ebenfalls aufgegriffene ZertES, welches im Produkt der elektronischen Signatur als gescheitert bezeichnet werden muss. Rahmenbedingungen zur Einbindung von technologischen Möglichkeiten in einen regulierten Bereich müssen auf die sich verändernden und auf die neu entstehenden Optionen der Einbindung ohne stete Nachjustierung Anwendung finden können, um tauglich zu sein, ganz im Sinne der genannten Technologieneutralität. Im Gegenzug muss der Regulator einen gewissen Kontroll- und Beurteilungsaufwand betreffend die Tauglichkeit der jeweils angewendeten Technologie akzeptieren. Dies verhindert, dass allenfalls zurzeit existierende und der FINMA angepriesene Technologien eingebunden werden, obwohl sie nie Marktdurchdringung erreichen werden.

Obwohl das Bedürfnis nach entsprechender Regelung oft seitens von SRO an die FINMA getragen wurde, findet sich kein entsprechender Anwendungshinweis zugunsten der SRO. So wie dieses Rundschreiben keine Revision der GwV-FINMA notwendig macht, muss es jeder SRO freigestellt bleiben, diese Neuerungen ohne Revision ihrer Reglemente und ohne Genehmigung durch die FINMA ihren Mitgliedern zugänglich zu machen, solange die Anwendung ohne Erweiterung erfolgt.

Da der E-RS teilweise Regeln erlässt, welche nicht ausschliesslich den Video- und Onlineidentifizierungsprozess betreffen (vgl. etwa Ad RZ 46 unten), sollte ein adäquater Titel für den E-RS gewählt werden, welcher dessen Anwendbarkeit umfassend wiedergibt.

Zudem darf der Charakter des den E-RS treibenden Gedanken der Erleichterung des Prozesses der Geschäftsbeziehungseröffnung nicht durch anspruchsvollere Regeln gegenüber dem herkömmlichen Eröffnungsprozess unterlaufen werden. Die im E-RS statuierten Regeln erscheinen uns den Identifikationsprozess komplexer zu machen, was vermutlich nicht die eigentliche Absicht des Regulators hinter dem E-RS sein dürfte.

## **II. Aspekte zu einzelnen Randziffern**

### Ad RZ 3

Die vorne erwähnte Zulässigkeit der analogen Adaptierung der neuen Regulierung durch SRO ohne zusätzliche Bewilligung der FINMA sollte hier ebenfalls festgehalten werden, damit die SRO oder deren Mitglieder gegenüber den Finanzintermediären nach Art. 2 Abs. 2 GwG resp. den DUFİ nicht schlechter gestellt sind.

Ad RZ 5

Die „vertrauliche und sichere Übertragung“ von Datenströmen ist keine Thematik des GwG-Schutzbereichs und sollte daher im E-RS gestrichen werden.

Ad RZ 7 f.

Im Sinne der Technologieneutralität sollte auf die Nennung der einzelnen überprüfbaren Elemente von hierzulande momentan verwendeten Dokumenten verzichtet werden. Die Formulierung sollte dahin gehen, dass die eingesetzten Mittel eine Überprüfung von einer zu bestimmenden Anzahl der Sicherheitsmerkmale des Identifizierungsdokuments ermöglichen muss.

Ad RZ 8

Im Sinne einer stringenten Verwendung von Begriffen sollte das „offizielle Ausweisdokument“ zu „Identifikationsdokument“ analog der Begrifflichkeit in der GwV-FINMA mutiert werden.

Ad RZ 9

Die einwandfreie Identifizierung setzt eine verwertbare Qualität des Identifikationsdokuments voraus. Der 2. Satz von RZ 9 ist daher obsolet und sollte gestrichen werden.

Ad RZ 10

Eine Audioaufzeichnung ist weder in der geltenden Regulierung noch in zurzeit bekannten Regulierungsprojekten auf Gesetzesstufe vorgeschrieben. Eine rechtlich heikle Audioaufzeichnung sollte daher zugunsten von Gesprächsnotizen fallen gelassen werden, zumal der Finanzintermediär den Identifikationsprozess bereits visuell dokumentieren muss (vgl. RZ 15).

Ad RZ 13

Die unscharfe Anforderung der Bewertung von elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen ist weder bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung gefordert noch begrifflich fassbar. Diese Anforderung sollte gestrichen werden.

Ad RZ 14

Vgl. Ad RZ 5. Es ist nicht Aufgabe des GwG oder der dessen Einhaltung überwachenden Behörde, Datenschutzbestimmungen, schon gar nicht ausländischen, zur Nachachtung zu verhelfen. Diese Bestimmung sollte gestrichen werden.

Ad RZ 17

Randziffer 17 gibt eine technische Umsetzungsanweisung, welche nicht technologieneutral ist, und verhindert dadurch, dass der Markt bessere Technologien entwickeln und in den Identifikationsprozess einbauen kann. Diese Bestimmung sollte gestrichen werden.

Ad RZ 21

Die Thematik der Risikoanalyse ist nicht Teil des Identifikationsprozesses bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung.

Ad RZ 24 f.

Diese Bestimmungen sind weniger präzise als die Bestimmungen von Art. 41 GwV-FINMA. Da die Absicht von Randziffer 24 f. lediglich diejenige von Art. 41 GwV-FINMA ist, und da diese Bestimmungen der GwV-FINMA kein Hemmnis im Online-Verfahren sind, wäre hier ein einfacher Verweis sinnvoller.

Ad RZ 33

Die Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit notwendiger Koppelung an eine Banktransaktion erscheint unverhältnismässig, auferlegt sie doch dem Kunden des Finanzintermediärs die Pflicht, ein Konto bei einer Bank in der Schweiz zu haben. Diese Anforderung geht zudem massiv weiter als diejenige bei der herkömmlichen Aufnahme einer Geschäftsbeziehung. Entsprechend sollte diese Randziffer gestrichen werden. Möchte die FINMA von einer Verifizierung mittels Banktransaktion und TAN trotz der geäusserten Bedenken nicht verzichten, sollten diese Instrumente zumindest alternativ und nicht kumulativ angewendet werden müssen.

Ad RZ 34

Vgl. Ad RZ 17.

Ad RZ 38 f.

Auch wenn lediglich als Option ausgestaltet, ist diese Möglichkeit nicht technologie-neutral, da sie zur Verwendung einer bestimmten Technologie zwingt. Die Randziffern 38 und 39 sollten daher im Sinne der Einheitlichkeit gestrichen werden.

Ad RZ 44

Vgl. Ad RZ 17.

Ad RZ 46

Da der Erlass der eigenhändigen Unterschrift im Original auf der Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung keine Rechtfertigung in den Regeln zur Online-Identifizierung findet, bzw. nicht finden kann, ist festzustellen, dass dies einer generellen Regelung zur Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung entspricht. Obwohl der Erläuterungsbericht zum E-RS dies nicht explizit festhält, muss dies die folgerichtige Deutung der Bestimmung sein. Entsprechend wäre es hilfreich, wenn dies entsprechend so festgehalten wird.

Der VQF und das Forum SRO haben diese Stellungnahme gemeinsam erarbeitet. Nicht zuletzt angesichts der knappen Frist zur Einreichung einer Stellungnahme werden die Bemerkungen zu einzelnen Randziffern lediglich summarisch wiedergegeben. Für weitergehende Ausführungen stellt sich der VQF jederzeit gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

**VQF**

Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen

sig. Nicolas Ramelet  
Geschäftsführer

sig. Kathrin Scholl  
Leiterin Legal & Compliance

**Geschäftsstelle**

Wallstrasse 8  
Postfach  
CH-4002 Basel

Telefon 061 206 66 66  
Telefax 061 206 66 67  
E-Mail [vskb@vskb.ch](mailto:vskb@vskb.ch)



**Verband Schweizerischer Kantonalbanken**  
**Union des Banques Cantionales Suisses**  
**Unione delle Banche Cantionali Svizzere**

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht  
FINMA  
Herr Dominik Witz  
Laupenstrasse 27  
3003 Bern

Datum 18. Januar 2016  
Kontaktperson Michele Vono  
Direktwahl 061 206 66 29  
E-Mail [m.vono@vskb.ch](mailto:m.vono@vskb.ch)

**Stellungnahme des VSKB zum Rundschreiben 2016/xx «Video- und Online-Identifizierung»**

Sehr geehrter Herr Witz

Am 21. Dezember 2015 hat die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA die Anhörung zum Rundschreiben 2016/xx «Video und Online-Identifizierung» eröffnet. Wir danken Ihnen bestens für die Gelegenheit zur Stellungnahme. Unsere Bemerkungen zum erwähnten Rundschreiben sind in die Stellungnahme der Schweizerischen Bankiervereinigung (SBVg) eingeflossen. Gerne teilen wir Ihnen mit diesem Schreiben mit, dass wir die SBVg-Stellungnahme vollumfänglich unterstützen.

Wir danken Ihnen bestens für die Kenntnisnahme und die wohlwollende Prüfung der entsprechenden Anliegen.

Freundliche Grüsse

Verband Schweizerischer Kantonalbanken

Hanspeter Hess  
Direktor VSKB

Dr. Adrian Steiner  
Leiter Public Affairs



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA  
 Herrn Dominik Witz  
 Laupenstrasse 27  
 3003 Bern

E-Mail: dominik.witz@finma.ch

<b>FINMA</b>		
ORG	19. JAN. 2016	SB
MB		
Bemerkung:		FLP

Zürich, den 18. Januar 2016  
 X0931416

**Entwurf für ein FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“**

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir beziehen uns auf die Einladung vom 21. Dezember 2015 zur Anhörung zum Entwurf für ein neues FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung“. Wir möchten uns bestens für die Einladung und Gelegenheit zur Stellungnahme bedanken.

Zu diesem Entwurf lassen wir uns als gesamtschweizerischer Branchenverband der unabhängigen Vermögensverwalter („UVV“) in der Schweiz gerne wie folgt vernehmen:

**1. Zum Inhalt der vorliegenden Stellungnahme**

- 1 Die vorliegende Stellungnahme beschränkt sich auf diejenigen Themenbereiche, welche die Tätigkeit der UVV in der Schweiz direkt betreffen. Die allermeisten UVV in der Schweiz sind einer SRO angeschlossen, weshalb das Rundschreiben für sie nicht direkt Geltung beanspruchen kann. Es ist aber damit zu rechnen, dass mehrere SRO, wohl auch der VSV, eine entsprechende Anpassung ihrer Reglemente in die Wege leiten werden.
- 2 Entsprechend legt der VSV bei seiner vorliegenden Stellungnahme auf technologische und Anbieterneutralität grossen Wert. Dies namentlich deshalb, weil es nicht darum gehen kann, dass spezifische Dienstleistungs- und Technologieangebote bestimmter Anbieter bei gleicher Verlässlichkeit und Sicherheit der angewandten Methoden und Mittel nicht bevorteilt

werden, d.h. die von der FINMA anzuwendende Technologieneutralität auch Anbieterneutralität mitumfasst.

- 3 Wichtig ist dem VSV auch, dass die Möglichkeiten der Anwendung zugelassener technologie-basierter Verfahren und Methoden auch den Kleinst- und Kleinunternehmen im Finanzsektor offensteht und die Beschreibung des Zugelassenen und dessen Grenzen hinreichend klar dargestellt werden.

## 2. **Allgemeines zur Anhörungsvorlage**

- 4 Der VSV begrüsst die Bemühungen der FINMA zur Verwirklichung einer technologischen Neutralität des Finanzmarktaufsichtsrechts. Auch im Vermögensverwaltungsgeschäft ergeben sich zunehmend Problemstellungen, wie den formellen Anforderungen der aufsichtlichen Bestimmungen, insbesondere denen im Bereich Prävention und Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung, durch den immer wichtiger und zunehmend auch unausweichlich werdenden Einsatz elektronischer Technologien Rechnung getragen werden kann und soll.
- 5 Wir können uns des Eindrucks nicht erwehren, dass das Rundschreiben auf der Basis einzelner, allenfalls gar ausgewählter Beschreibungen von bestimmten Dienstleistungsangeboten im Bereich der einschlägigen Technologien ausgearbeitet wurde. Wir haben zwar Verständnis dafür, dass proprietäre Technologien oder Dienstleistungsangebote einzelner Anbieter nicht, d.h. auch nicht beispielhaft genannt werden, um nicht in den Ruf wettbewerbsverzerrenden Regulierens zu geraten.

Was jedoch grundsätzlich zu bemängeln ist, insbesondere auch für Unternehmen, die eigene Technologien und Methoden zur Video- und Onlineidentifizierung entwickeln wollen, ist die Festlegung klarer Mindeststandards hinsichtlich Sicherheit und Dokumentation bei der Festlegung von internen Verfahren durch Finanzintermediäre. Hier erwartet der VSV wesentliche Verbesserungen am Rundschreiben. Dies insbesondere auch, um den Mitgliedern im Hinblick auf die Anpassung des SRO-Reglements die notwendigen Hilfestellungen geben zu können.

- 6 Recherchen des VSV haben ergeben, dass im Rahmen der Erarbeitung des Rundschreibenentwurfs eng mit zwei spezifischen Technologieanbietern, der Swisscom und der InturumJustitia-Gruppe als Lizenznehmer des deutschen Anbieters IDNow, und einem grossen Beratungsunternehmen („EY“) zusammengearbeitet wurde.

- 7 Eine – angesichts der knappen Anhörungsfrist über das Jahresende und die Feier- und Ferientage nur kursorische – Überprüfung der von den genannten Anbietern eingesetzten Produkte und Technologien bei der Bild-/Tonkommunikation und der Online-Identifizierung ergibt den dringenden Verdacht, dass die FINMA sich bei der Festlegung der technischen Kriterien sehr stark von den gegenwärtigen und in Kürze angebotenen Leistungen dieser Anbieter hat leiten lassen.

Wir haben ernstliche Zweifel, dass mit dem Rundschreibenentwurf die Technologie- und Anbieterneutralität des Aufsichtsrechts effektiv gewährleistet ist. Das Rundschreiben ist auch hier im Sinne der nachfolgenden Ausführungen zu ergänzen und zu erweitern.

### **3. Zur Anhörungsvorlage im Einzelnen**

#### **3.1. Zum Anwendungs- und Geltungsbereich des Rundschreibens**

##### **3.1.1. Allgemein**

- 8 Will die FINMA das Aufsichtsrecht effektiv technologieutral sehen, so müsste das Rundschreiben einen Geltungsbereich haben, der sich auch auf von der FINMA beaufsichtigte Selbstregulierungsträger erstreckt. Weshalb sich gemäss Rz. 3 des Entwurfs die Hinweise nur auf die analogen Bestimmungen der VSB und des Reglements der SRO-SVV beziehen sollen, ist für uns nicht nachvollziehbar.
- 9 Soll damit bloss eine direkte Anwendbarkeit des Rundschreibens durch die SRO verhindert werden, oder soll damit zum Ausdruck gebracht werden, dass SRO-beaufsichtigte Finanzintermediäre keinen Zugang zur Möglichkeit zur Video- und Onlineidentifizierung haben? Dies bleibt unklar.
- 10 Zumindest ist deshalb in Rz. 3 oder einer separaten Rz. des Rundschreibens ausdrücklich festzuhalten, dass dieses auch als Mindeststandard für Reglemente der nach dem GwG anerkannten SRO gilt. Nur so ist das (auch von der FINMA) so oft beschworene level playing field unter allen Finanzintermediären nach Art. 2 Abs. 3 GwG gewährleistet.

#### **3.2. Zu III. Videoidentifizierung**

##### **3.2.1. Grundsatz**

- 11 Der VSV begrüsst, dass die Videoidentifizierung grundsätzlich der Identifizierung bei persönlicher Vorsprache gleich gestellt wird.

### 3.2.2. Technisches und Organisatorisches

12 Die technischen Anforderungen an die audiovisuelle Kommunikation in Rz. 5 sind nach unserer Auffassung hinreichend einfach. Gängige „Bordmittel“ eines heutigen PC, Notebook, Tablet oder gar Smartphone – verbunden mit Gratissoftware wie z.B. Skype - genügen diesen Anforderungen. Das wird begrüsst.

13 Rz. 6 ist dahingehend unklar, ob die Codierzeile des Identifikationsdokuments mit „technischen Mitteln“ entschlüsselt werden muss, oder ob eine „manuelle Entschlüsselung“ durch Mitarbeitende des Finanzintermediärs ausreichend ist. Unklar ist weiter, ob die Entschlüsselung in zeitlicher Hinsicht während „audiovisuellen Kommunikation in Echtzeit“ oder auch nach deren Abschluss erfolgen kann.

Rz. 6 ist entsprechend zu präzisieren. Nach unserer Auffassung ist die MRZ eines Personalausweises, welches dem Dokument 9303 der ICAO entspricht, ohne weiteres manuell und ohne technische Hilfsmittel decodierbar. Die Codierung ist im erwähnten Dokument offengelegt und öffentlich zugänglich.

14 Wir würden es als hilfreich erachten, wenn das Rundschreiben in Rz. 7 ausdrücklich festhalten würde, dass Ausweispapiere, welche dem Dokument 9303 der ICAO entsprechen, den Anforderungen an das Vorhandensein einer Codierzeile genügen.

15 Rz. 7 verstehen wir dahingehend, dass es um die visuelle Überprüfung eines der genannten Elemente durch den Mitarbeitenden des Finanzintermediärs geht. Eine weitergehende systemtechnische Überprüfung dieser Elemente scheint nicht gefordert zu werden. Dies würde auch mit dem BaFIN-Rundschreiben 1/2014 in Einklang stehen.

Wir regen an, in Rz. 7 ausdrücklich festzuhalten, dass es um eine visuelle Überprüfung der Elemente durch den Mitarbeitenden des Finanzintermediärs geht.

16 In Rz. 9 ist uns unklar, ob der Finanzintermediär zwingend technische Massnahmen vorsehen muss, welche bei der Erstellung der im Rahmen der Identifizierung notwendigen Photographien schwierige Lichtverhältnisse kompensieren können.

Aus unserer Sicht muss sichergestellt sein, dass Bild- und Tonqualität genügend sein muss, die vorgeschriebenen Handlungen zur Identitätsüberprüfung durchzuführen. Dies gilt insbesondere auch für die visuelle Überprüfung der Sicherheitsmerkmale gemäss Rz. 8.

- 17 Nicht nachvollziehbar für uns ist in Rz. 9, weshalb im Rahmen der Videoidentifizierung „Fotographien“ (wir verstehen darunter das Erstellen von Einzelbildauszügen aus der in Echtzeit geführten Bild-/Tonkommunikation) erstellt werden müssen. Dies namentlich dann, wenn die in Echtzeit geführte Bild-/Tonkommunikation in Bild und Ton aufgezeichnet wird.

Nach unserer Beurteilung sind bei einer vollständigen Aufzeichnung der Bild-/Tonkommunikation in einer Qualität, welche es erlaubt, die vorgeschriebenen Handlungen zur Identitätsüberprüfung durchzuführen bzw. deren Durchführung zu überprüfen, völlig ausreichend und hinreichend technologieneutral. Wird die Einrichtung eines technischen Systems verlangt, das erlaubt, während einer nicht bzw. nur hinsichtlich des Tons aufgezeichneten Bild-/Tonkommunikation Standbilder „zu schießen“, so würde das Rundschreiben den Boden der Anbieterneutralität verlassen, und trotz mehrerer Wege, die mit gleicher Qualität zum gleichen Ziel führen, bestimmte Anbieter, welche technologische Lösungen anbieten, welche die vollständige Bild-/Ton-Aufzeichnung in ausreichender Qualität erlauben, benachteiligen.

Diese Vorgehensweise ist auch nicht damit zu rechtfertigen, dass das einschlägige BaFIN-Rundschreiben 1/2014 auch von einem Konzept ausgeht, das auf einer Bild-/Tonkommunikation in Echtzeit, jedoch auf Ton- und Einzelbild Speicherung basiert. Möglicherweise gab es vor gut zwei Jahren, als das BaFIN-Rundschreiben verfasst wurde, in Deutschland kein ausreichendes Angebot an Technologie, welche die vollständige Bild- und Tonaufzeichnung in ausreichender Qualität sicherstellte.

Im heutigen Umfeld aber sind auf jeden Fall auch Lösungen zuzulassen, die eine solche vollständige Aufzeichnung erlauben. Alles andere ist nicht nachvollziehbar. Entsprechend ist Rz. 9 dahingehend anzupassen, dass auch die durchgängige Bild- und Tonaufzeichnung in ausreichender Qualität den Anforderungen genügt. Aus dem so aufgezeichneten Bildmaterial lassen sich auch im Nachhinein Standbilder kreieren, sofern und soweit dies für die Dokumentation notwendig ist.

- 18 Eine angemessene Schulung ist, wie in Rz. 10 festgehalten, sicherlich notwendig.

Zur Frage der Audio- bzw. Bild-/Tonaufzeichnung sei auf die vorstehenden Ausführungen zu Rz. 9 verwiesen. Ausführungen dazu in Rz. 10 sind ohnehin sachfremd und entsprechend zu streichen.

- 19 Ein „Prozess“ im Sinne von Rz. 11 – wohl im Sinne einer formalisierten, schriftlichen Regelung der Vorgehensweise bei der Videoidentifizierung zu verstehen – ist sicherlich für Finanzintermediäre ab einer gewissen Grösse notwendig. Für Kleinstunternehmen muss ein festgelegter Gesprächsleitfaden genügend sein.

Rz. 11 ist entsprechend anzupassen.

### 3.2.3. Identitätsprüfung

- 20 Dass die Angaben gemäss Art. 44 und 60 GwV-FINMA vor der in Echtzeit geführte Bild-/Tonkommunikation vorhanden sein müssen, wie von Rz. 13 verlangt, erscheint sinnvoll.
- 21 Schleierhaft bleibt uns, was die FINMA in Rz. 13 unter „elementaren verhaltenspsychologischen Beobachtungen“ versteht. Bei einer nur halbwegs ordentlichen wissenschaftlichen Betrachtungsweise handelt es sich dabei um eine „gröbere regulatorische Entgleisung“. Wenn die FINMA an dieser Entgleisung festhalten will, so ist sie zumindest gehalten, welche Elemente der Verhaltenspsychologie mit welchen Methoden beobachtet werden sollen, und wie die entsprechenden Beobachtungen aufgezeichnet und nach welchen Grundsätzen und Massstäben sie schliesslich bewertet werden sollen.

Ohne entsprechende Hilfestellung können die Finanzintermediäre gar nicht wissen, wie sie ihre qualifizierten Mitarbeitenden in „Elementen der Verhaltenspsychologie“ zu schulen haben. Der VSV empfiehlt dem zuständigen Geschäftsbereich, hier auf den Leitfaden bei der FINMA im Personalbereich zurückzugreifen und für Klärung zu sorgen. Die FINMA beschäftigt in diesem Bereich mindestens einen hoch qualifizierten Psychologen, der hier mit Sicherheit weiterhelfen kann.

Andernfalls können wir auch damit leben, wenn sich das Rundschreiben konsequent verhaltenspsychologischer Anforderungen enthält.

- 22 Wir erachten es als wünschenswert, dass festgehalten wird, dass Finanzintermediäre hinsichtlich der Einhaltung der Datenschutzbestimmungen davon ausgehen können, dass bei Einhaltung der Datenschutzbestimmungen in der Schweiz auch diejenigen in EWR-Mitgliedstaaten eingehalten sind.
- 23 Zu Rz. 15 sei vorab auf die vorstehenden Ausführungen zu Rz. 9 verwiesen. Es macht keinen Sinn, dass während der Bildübertragung Fotografien angefertigt werden, wenn eine vollständige Bild-/Tonaufzeichnung in hinreichender Qualität erfolgt.

Rz. 15. ist entsprechend anzupassen.

- 24 Rz. 16 erachten wir als schlicht unnötig, soweit die Bestimmung überhaupt verständlich ist. Es bleibt zudem unklar, ob die entsprechenden technischen Vergleiche während der Bild-/Tonübertragung vor- oder nachher gemacht werden sollen.

Je nach Lesart der Bestimmung wird damit die Verwendung der Software eines bestimmten Anbieters gefordert oder die Einschaltung eines bestimmten Dienstleistungsanbieters. Damit wäre die Bestimmung nicht mehr Technologie- und Anbieterneutral. Ausgewählte Anbieter über die Regulierung in solcher Weise zu subventionieren, ist unstatthaft.

Der Erläuterungsbericht verlangt denn auch nur, dass die in Rz. 6 genannten Sicherheitsmerkmale überprüft werden, was ohne weiteres manuell und visuell möglich ist. Dazu bedarf es keiner irgendwie gearteter Software eines spezifischen Anbieters.

Schliesslich ist anzumerken, dass die entsprechende Anforderung über das hinausgeht, was die BaFIN in ihrem einschlägigen Rundschreiben 1/2014 verlangt. Mit der Vorgabe, hier bestimmte technischen Apparaturen oder bestimmte Software einzusetzen, würde einmal mehr unnötiger und unsinniger Swiss Finish geschaffen.

Rz. 16 ist ersatzlos zu streichen.

- 25 Wir regen an, in Rz. 17 ausdrücklich festzuhalten, dass die TAN während der Bild-/Tonkommunikation in Echtzeit über einen anderen Kommunikationskanal als die Bild-/Tonkommunikation (z.B. SMS, Whatsapp, E-Mail oder ähnliches) zu übermitteln ist. Wird dies nicht so geregelt, vermag eine TAN nicht zur weiteren Sicherheit der Videoidentifikation beitragen. Dann könnte die Bestimmung genauso gut gestrichen werden.

- 26 Die Bestimmungen über die Dokumentation in Rz. 18 sind sehr kursorisch. Sie sind zu präzisieren. Insbesondere bleibt unklar, ob elektronische erstellte Bilder des Identifikationsdokuments ausgedruckt und physisch zu den Akten genommen werden müssen. Dies ist zu klären.

Wie, wie im zweiten Satz von Rz. 18 gefordert, die „Audioaufzeichnung“ „zu den Akten“ genommen werden soll, vermag weder der Rundschreibenentwurf, noch der Erläuterungsbericht genauer darzulegen. Das von sämtlichen Audioaufzeichnungen Transskripte gemach-

ten werden müssen, würde ein sinn- und zwecklosen Medienbruch darstellen, und dürfte nicht ernstlich verlangt werden.

Hier muss genügen, dass Bild-/Ton- bzw. Tonaufzeichnungen elektronisch aufbewahrt werden. Rz. 18 ist entsprechend anzupassen.

#### **3.2.4. Abbruch des Identifizierungsvorgangs**

27 Keine Bemerkungen.

#### **3.2.5. Zu „Der persönlichen Vorsprache gleichgestellte Videoidentifizierung einer juristischen Person oder Personengesellschaft“**

28 Rz. 24 ist hierorts schlechterdings unverständlich. Zwar ist klar, welche Dokumente gemeint und was die verlangte Form ist. Dies ist in Abschnitt VIII. hinreichend bestimmt. Nicht nachvollziehbar ist, weshalb der Finanzintermediär elektronische Dokumente verlangen soll, geschweige denn vom wem. Es ist die Aufgabe des Finanzintermediärs, seine Vertragspartner zu identifizieren. Ob er die zur Identifikation von jur. Personen / Personengesellschaft von der Vertragspartei oder – insbesondere bei Nutzung von Informationstechnologien – selbst beschafft, ist unerheblich.

#### **3.3. Zu „Weitere Formen der Online-Identifizierung“**

##### **3.3.1. Zu „Elektronische Ausweiskopie mit Echtheitsprüfung durch den Finanzintermediär“**

29 Rz. 32 verweist pauschal auf „eine geeignete Technologie“ zur Verifizierung der Echtheit des einem elektronischen oder physischen Abbildes zugrundeliegenden Ausweises, ohne diese näher zu beschreiben. Der VSV begrüsst zwar die Zulassung elektronischer Methoden und Kommunikationsmittel, erwartet jedoch, dass die Aufsichtsbehörde, wenn sie solche Technologien anbieterneutral zulassen will, dass die technischen Anforderungen im Sinne von Mindeststandards hinreichend genau beschrieben sind.

Das ist in Rz. 32 nicht der Fall. Die Bestimmung muss entsprechend ergänzt werden, ansonsten wohl jedes technische Verfahren, das in irgendeiner Form die Plausibilität der Authentizität von Kopien und die Plausibilität der Echtheit des der Kopie zugrunde liegenden Ausweises bestätigt, genügt. Es sind klare Mindestanforderung an die Eignung der eingesetzten Technologie in einer Weise festzulegen, die es Anbietern und Finanzintermediären ermöglicht, konforme Produkte und Dienstleistungen zu entwickeln und anzubieten.

- 30 In Rz. 33 müsste ergänzend angeführt werden, dass für solche Zahlungen kein transaktionsbezogenes Formular A notwendig ist, da das GwG diesbezüglich ja keine Betragsuntergrenze kennt.
- 31 Ähnliches wie zu Rz. 32 gilt für Rz. 34. Auch hier sollte näher beschrieben werden, welche Verfahren als geeignet angesehen werden können. Die technischen Mindestanforderungen müssen im Rundschreiben festgelegt werden. Nur das gibt den Finanzintermediären, insbesondere denjenigen im KMU-Bereich, die nötige Planungssicherheit.
- 32 In Rz. 35 greift der Rundschreibenentwurf das Thema der „Rechnung“, unrichtig als „utility bill“ ins Englische übersetzt, als Instrument der Wohnsitzbestätigung auf. Grundsätzlich begrüsst der VSV hier die Möglichkeit, das im angelsächsischen Rechtsraum, in dem die Einwohnerregistrierung bei einer Behörde wenig verbreitet ist, verbreitete Modell der Einholung einer Kopie einer utility bill zu übernehmen. Leider aber schweigen sich sowohl Rundschreibenentwurf als auch der Erläuterungsbericht dazu aus, was denn als „utility bill“ gelten kann. Auch im angelsächsischen Rechtsraum besteht keine einheitliche Anwendung dieses Begriffs. Während in einigen Staaten nur Rechnungen von öffentlich-rechtlich organisierten Leistungserbringern akzeptiert werden, werden andernorts auch Rechnungen privater Anbieter von Ver- und Entsorgungsleistungen (z.B. Telekommunikationsanbietern) zugelassen. Vielerorts werden „Telefonrechnungen“ nur als utility bill akzeptiert, wenn Festnetzleistungen fakturiert werden. Teilweise werden jedoch auch Rechnungen für mobile Telefonanschlüsse akzeptiert. Es wäre notwendig, hier für das schweizerische Recht eine klare Position einzunehmen. Aus unserer Sicht sollte jede an die Vertragspartei ausgestellte Rechnung, die Leistungen im Bereich der Versorgung oder Entsorgung fakturiert, die in untrennbarem Zusammenhang mit der Nutzung der Wohnimmobilie der Vertragspartei stehen, akzeptiert werden können.
- 33 Begrüsst wird, dass in Rz. 36 davon Abstand genommen wird, dass die Korrespondenz auf dem Einschreibeweg stattfinden muss, was die Nutzung privater Kurierunternehmen zulässt.
- 34 In Rz. 37 ist die Begrifflichkeit etwas unklar. Ist hier jedes privat geführte, öffentlich zugängliche Register (z.B. private Telefonverzeichnisse oder auch Eintragungen in Google Maps) zulässig? Auch hier müssen wohl Mindestanforderungen an solche Register festgelegt werden.

### **3.3.2. Zu „Digitale Echtheitsbestätigung“**

35 Rz. 40 verstehen wir dahingehend, dass eine veränderungsgeschützte PDF-Datei, welche den Ersteller der Datei ausweist und das Erstellungsdatum festhält, den Anforderungen genügt.

36 Erneut ist festzuhalten, dass eine Datei nicht „zu den Akten“ genommen werden kann. Das Empfangsdatum dürfte durch die entsprechende Einträge im Mail-Server mit hinreichend Sicherheit erfasst werden.

### **3.4. Zu „Erklärung über die wirtschaftliche Berechtigung“**

37 Zu Rz. 42 ist wiederum anzumerken, dass Dateien nicht „zu den Akten“ genommen werden können.

38 Rz. 44 ist dahingehend zu ergänzen, dass auch eine Bestätigung durch eine manuell generierte und übermittelte TAN zulässig sein muss, wenn Versand, Bestätigung und damit die eindeutige Zuordnung dokumentiert werden. Gerade für KMU-Finanzintermediäre mit einer geringen Zahl von Geschäftsbeziehungen bietet sich ein solches Vorgehen an.

39 Weshalb in Rz. 46 nur E-Mail als elektronische Kommunikationsform anerkannt werden soll, ist nicht nachvollziehbar. Nach den Grundsätzen der Technologieneutralität muss jede Kommunikationsform, welche Absender und Empfänger dokumentieren und den Mitteilungszugang mit einem elektronischen Zeitstempel erfassen, zugelassen werden.

### **3.5. Zu „Beizug Dritter“**

40 Bezüglich der technischen Mittel in Bezug auf Identitätsdokumente wird auf die vorstehenden Ausführungen zu Rz. 40 verwiesen.

### **3.6. Zu „Technologieneutralität“**

41 Weshalb in Rz. 50 bezüglich der schriftlichen Auskünfte erneut nur E-Mail als elektronische Kommunikationsform anerkannt werden soll, ist nicht nachvollziehbar. Nach den Grundsätzen der Technologieneutralität muss jede Kommunikationsform, welche Absender und Empfänger dokumentieren und den Mitteilungszugang mit einem elektronischen Zeitstempel erfassen, zugelassen werden.



Verband Schweizerischer Vermögensverwalter | VSV  
Association Suisse des Gérants de Fortune | ASG  
Associazione Svizzera di Gestori di Patrimoni | ASG  
Swiss Association of Asset Managers | SAAM

Abschliessend möchten wir uns nochmals für die Möglichkeit bedanken, zum Entwurf für FINMA-Rundschreiben 2016/xx „Video- und Onlineidentifizierung Stellung nehmen zu können. Für die Beantwortung weiterer Fragen und ergänzende Auskünfte in diesem Zusammenhang stehen Ihnen die Unterzeichneten gerne zur Verfügung.

Freundliche Grüsse

**Verband Schweizerischer  
Vermögensverwalter | VSV**

Alexander Rabian  
Vorsitzender der Geschäftsleitung SRO

Nicole Kuentz  
Mitglied der Geschäftsleitung SRO